

Zeitschrift:	Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band:	34 (2013)
Rubrik:	Multilokalität als Resilienz = Multilocalité comme résilience

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Multilokalität als Resilienz Multilocalité comme résilience

Concerning the first question, the author has no objection to the use of the term "reform" in this context, but he would like to emphasize that the term "reform" is not synonymous with "revolution". The author is of the opinion that the term "revolution" is not the best term to describe the changes in the Soviet Union.

Etre présent malgré la distance Les Maliens de France actifs dans la santé au Mali

Claire Boulanger

Lorsqu'elle cherche à décrypter la ferveur académique autour du mot diaspora, Christine Chivallon¹ observe une grande diversité d'usages de la notion, mais néanmoins une unanimité autour de l'idée que les acteurs diasporiques, de par la situation migratoire, font une expérience particulière de l'espace-temps. Qu'ils continuent à être mobiles ou qu'ils se sédentarisent, une partie de leur vie, passée et présente, est ailleurs.

Les interrogations liées à la nature de ces expériences de vie particulières trouvent un écho important dans les réflexions sur les significations sociales de l'expérience multilocale. Au cœur de ces expériences se trouvent en effet des formes de multilocalité qui vont au-delà de la mobilité. Des formes de multilocalité cognitive et affective qui produisent des espaces sociaux transnationaux² dans lesquels les pratiques transnationales des migrants tendent à instaurer de la continuité là où l'espace physique et les Etats instituent de la discontinuité.³

Les matériaux empiriques utilisés ici pour analyser les formes et les dynamiques qui figurent cette continuité ont été collectés auprès d'une population de migrants et de descendants de migrants résidant en région parisienne (Île-de-France) qui maintient à distance des liens avec des personnes et des organisations situées dans des régions du sud du Mali.⁴ Parmi ces régions, celle de Kayes, située à l'extrême sud-ouest du pays (figure 1), a une longue histoire d'émigration de travail vers la France. Avec la forte urbanisation du pays durant les dernières décennies, la capitale, Bamako, qui depuis longtemps envoie ses élites se former en Europe, est devenue une importante zone de départ pour des acteurs de différentes catégories sociales.

1 Christine Chivallon, «Diaspora: ferveur académique autour d'un mot», in: *Les diasporas dans le monde contemporain: un état des lieux*, dir. par William Berthomière et Christine Chivallon, Paris: Karthala, 2006, pp. 15–27.

2 Thomas Faist, *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces*, Oxford: Oxford University Press, 2000.

3 Marie-Antoinette Hily, «L'usage de la notion de 'circulation migratoire'», in: *Les circulations transnationales, lire les turbulences migratoires contemporaines*, dir. par Geneviève Cortès et al., Paris: Armand Colin, 2009, p. 28.

4 Le corpus de la recherche est le fruit d'une enquête de terrains multisitués: une quarantaine d'entretiens semi-directifs réalisés en Île-de-France entre novembre 2010 et avril 2012, auxquels s'ajoutent environ quatre-vingts rencontres avec des acteurs clés à Kayes et à Bamako lors de deux séjours de six semaines en 2010 et 2012.

Pour appréhender scientifiquement les flux qui matérialisent la continuité des espaces sociaux transnationaux, les chercheurs utilisent le plus souvent des catégories qui distinguent les pratiques transnationales de nature économique, politique et culturelle ou socioculturelle.⁵ Or, les études empiriques montrent que, pour la plupart des pratiques, ces dimensions se confondent, poussant les auteurs à critiquer cette catégorisation. De manière à dépasser cette contrainte méthodologique, il est nécessaire de se concentrer sur une des dimensions du social. La thématique de la santé, de par son caractère transversal, permet d'aborder, sans les cloisonner, les différentes dimensions (économique, sociale, politique et symbolique) des espaces sociaux constitués par le fait migratoire. Plus précisément, en approchant la santé comme un fait social,⁶ il s'agit d'étudier non pas les itinéraires thérapeutiques des acteurs migrants eux-mêmes, mais les pratiques qui s'inscrivent dans leurs expériences relatives à la protection santé de personnes tierces: parents, connaissances ou compatriotes, résidant au Mali. La protection santé recouvre à la fois la prévention, l'accès aux soins, et les mécanismes de couverture santé. Elle englobe l'ensemble du paysage biomédical, depuis les soins primaires jusqu'à la médecine dite d'élite ou de troisième niveau. Cette approche globale permet d'appréhender les opportunités et les contraintes constitutives des situations dans lesquelles évoluent les Maliens de France désirant agir, à différentes échelles, sur la situation sanitaire malienne. L'engagement des acteurs est en effet un phénomène dynamique et fluctuant dans le temps, autrement dit, un phénomène circonstanciel, d'où l'importance d'introduire ici le contexte général dans lequel il se déroule.

L'histoire coloniale partagée par les deux pays a produit un espace migratoire particulier, caractérisé à la fois par une relative connaissance de l'autre et par une vision et un ressenti d'altérité forte entre les deux sociétés. De plus, la persistance d'une hiérarchisation et d'une hyperdifférentiation⁷ des espaces de la migration peut être illustrée dans le domaine qui nous occupe par un seul chiffre: l'écart de 30 ans d'espérance de vie qui sépare la France et le Mali.⁸ Le champ des possibles dans lequel les pratiques des migrants se déploient ou, à l'inverse, sont entravées, est mis en tension par les inégalités de santé globales. Cette tension, que l'on retrouve dans la notion de champs migratoires développée par

5 Voir, par exemple, les articles dans édition intitulée «Pratiques transnationales – mobilité et territorialités» de la *Revue Européenne des Migrations Internationales* 24:2 (2008) pp. 1–222, dir. par Rosita Fibbi, Gianni D'Amato et Marie-Antoinette Hily.

6 Didier Fassin, *Les enjeux politiques de la santé*, Paris: Karthala, 2000.

7 Alain Vaguet, «Santé, frontière et mondialisation», in: *Le monde vu à la frontière*, dir. par Patrick Picouet, Paris: L'Harmattan, 2011, pp. 49–63.

8 Espérance de vie à la naissance, France: 81,5 ans; Mali: 52,5 ans. *Statistiques sanitaires mondiales* (2009) pp. 38–40.

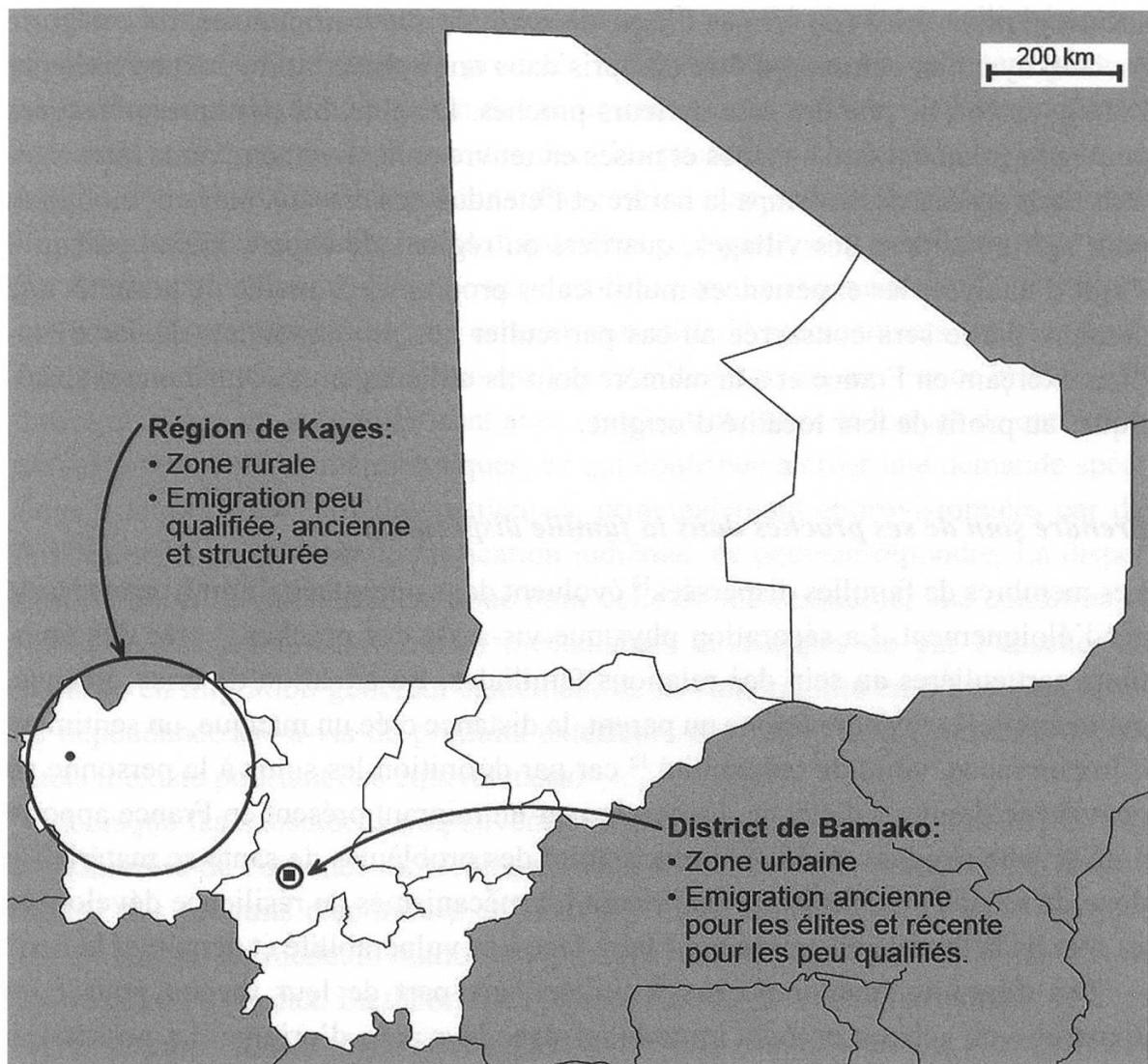


Figure 1. Mali, zones d'émigrations et d'actions. Source: Claire Boulanger (2012).

Gildas Simon,⁹ est également alimentée par différents types de contraintes structurales (distance physique, politiques migratoires restrictives) et conjoncturelles (situations personnelles, juridiques ou professionnelles des acteurs) qui rendent le champ des possibles dynamique, à la fois extensible et rétractable.

Dans une démarche de recherche attentive à la multiplicité de ces contraintes et des situations qu'elles engendrent, il s'agit ainsi tout d'abord de comprendre les circonstances qui poussent ou permettent à des acteurs individuels aux profils

9 Gildas Simon, «Réflexions sur la notion de champ migratoire international», in: *Migrations internes et externes en Europe occidentale*, dir. par Pierre-Jean Thumerelle, vol. 2, Lille: Institut de géographie, 1981, pp. 85–89. Et, plus récemment, Gildas Simon, «Migrations, la spatialisation du regard», *Revue européenne des migrations internationales* 22: 2 (2006) pp. 9–21.

sociologiques variés (en termes d'âge, de sexe, de statut migratoire, de catégorie sociale) ayant en commun d'être compris dans une sphère intime caractérisée par l'éloignement, de prendre soin de leurs proches. De plus, les pratiques observées pouvant également être conçues et mises en œuvre collectivement, nous interrogerons dans un deuxième temps la nature et l'étendue des réseaux sociaux mobilisés pour agir au niveau des villages, quartiers ou régions de départ. Enfin, puisqu'il s'agit d'analyser les expériences multilocales propres au domaine de la santé, une dernière partie sera consacrée au cas particulier des professionnels de santé maliens exerçant en France et à la manière dont ils utilisent leurs compétences spécifiques au profit de leur localité d'origine.

Prendre soin de ses proches dans la famille dispersée

Les membres de familles dispersées¹⁰ évoluent dans une sphère intime caractérisée par l'éloignement. La séparation physique vis-à-vis des proches,¹¹ crée des émotions particulières au sein des relations familiales. En situation de crise, lorsque, par exemple, la maladie frappe un parent, la distance crée un manque, un sentiment d'impuissance, voire de culpabilité,¹² car par définition les soins à la personne ne peuvent se donner à distance. Le soutien qu'un migrant présent en France apporte à un proche résidant au Mali et rencontrant des problèmes de santé se matérialise donc de manière particulière. Quels sont les mécanismes de résilience développés au sein de la famille dispersée pour faire face à sa vulnérabilité et perpétuer le lien?

Les migrants sont nombreux à utiliser une part de leur revenu pour faire construire ou acheter un bien immobilier dans leur pays d'origine. La possession d'un appartement ou d'une maison en ville, où se concentre l'essentiel des structures de soins et des ressources humaines qualifiées, permet aux membres non-migrants de la famille des migrants, résidant habituellement au village, de venir se faire soigner à Bamako sans devoir assurer, en plus du coût des soins, celui de leur logement. Etre propriétaire d'un bien immobilier en milieu urbain et ainsi pouvoir mettre à disposition de sa famille un lieu de résidence à proximité des structures de soins est donc une forme de soutien pratique qui facilite l'accès aux soins des proches non-migrants.

10 Elodie Razy, «Les 'sens contraires' de la migration. La circulation des jeunes filles d'origine soninké entre la France et le Mali», in: *Journal des africanistes* 77: 2 (2007) pp. 19–43.

11 Josiane Le Gall, dans «Familles transnationales: bilan des recherches et nouvelles perspectives», *Les Cahiers du Gres* 5:1 (2005) pp. 29–42, propose une typologie distinguant «parentalité transnationale» (éloignement parent/enfant) et «parenté transnationale» (éloignement des descendants, de la famille élargie ou des *kinship*).

12 Loretta Baldassar, «Ce 'sentiment de culpabilité'», *Recherches sociologiques et anthropologiques* 41:1 (2010) pp. 15–37.

Plus directement, il arrive très fréquemment¹³ que l'émigré soit sollicité par ses proches pour la fourniture de produits pharmaceutiques. Le caractère plus ou moins urgent de l'administration du médicament ainsi que la nature du produit en question vont déterminer la manière dont les processus d'acquisition et de transport se déroulent. Pour les produits disponibles sans ordonnance, des arguments liés à la qualité des médicaments disponibles en France sont mobilisés pour justifier la circulation des produits. Le migrant qui se rend en vacances au Mali emporte systématiquement avec lui une certaine quantité de médicaments de base (antidouleurs, antiseptiques) qu'il laissera à sa famille à son départ. Par ce biais, les familles de migrants se familiarisent avec certaines marques et formes de conditionnements des produits thérapeutiques, ce qui contribue à créer une demande spécifique à laquelle les officines maliennes, principalement approvisionnées par des médicaments génériques de fabrication indienne, ne peuvent répondre. La dispersion de la cellule familiale est donc pour celle-ci une ressource, une condition de l'accès à ces produits. Mais les mécanismes développés de par l'absence du membre en migration génèrent également de la vulnérabilité en créant une forme de dépendance vis-à-vis de produits extérieurs et relativement coûteux pour lesquels il existe pourtant des équivalences.

Lorsque les substances ne peuvent être délivrées que sur ordonnance, la non-disponibilité de certaines molécules au Mali s'ajoute à la confiance mise dans la qualité des produits disponibles en France pour expliquer l'importance des flux. L'ordonnance du médecin malien est envoyée vers la France, par le biais d'un intermédiaire ou par fax. En théorie, un pharmacien ne peut délivrer que des médicaments prescrits par un médecin exerçant en France. Dans les faits, à l'exception de quelques produits, les officines acceptent de délivrer des médicaments à partir d'ordonnances étrangères. Comme pour les médicaments obtenus sans ordonnance, le coût de ces produits thérapeutiques prescrits par un médecin malien revient intégralement à la charge du migrant. Si le prix du médicament est trop prohibitif (que ce soit en raison de la nature du produit ou de la durée de la maladie), le migrant devra solliciter des ressources de nature relationnelle. Lorsqu'il a pu nouer une relation de confiance avec son médecin traitant, celui-ci pourra transcrire l'ordonnance au nom du migrant, ce qui lui permettra de voir une partie des frais couverts par la sécurité sociale et sa mutuelle s'il en a une. Néanmoins, le plus souvent, ce sont les médicaments de base prescrits pour le ménage résidant en France (et donc en partie remboursés) dont les surplus sont envoyés à la famille, tandis

13 Les mécanismes décrits ci-dessous ont été exposés par la majorité des enquêtés et corroborés par des médecins et pharmaciens rencontrés dans des quartiers d'Ile-de-France à forte densité de population malienne.

que les produits plus spécifiques et plus coûteux sont directement achetés en pharmacie sans aucune forme de couverture.

Une fois en possession des médicaments, reste à faire parvenir ceux-ci à la personne qui en a besoin. Une fois de plus, c'est le registre social et relationnel qui entre en jeu: il s'agit d'identifier, au sein de la communauté migrante, une personne partant dans les heures ou les jours à venir à destination du Mali et de lui confier les produits pharmaceutiques. Si cette démarche n'aboutit pas, ou en cas d'urgence, les entretiens ont montré qu'un inconnu rencontré aux terminaux des avions pour Bamako peut devenir le précieux intermédiaire.

La mise à disposition de médicaments est une forme d'appui tangible qui met directement en lumière pour les proches du migrant les efforts déployés par celui-ci pour soutenir les membres non-migrants de sa famille. D'où le fait que ces pratiques de fourniture ou de transport de médicaments pour un tiers sont récurrentes et concernent toutes les catégories sociales.

Les conséquences des inégalités sociales sur les possibilités de protection santé à distance apparaissent de manière plus accrue lorsque le migrant cherche à faire venir en France son parent nécessitant des soins. Les évacuations sanitaires depuis le Mali sont organisées et prises en charge par trois types d'organismes: l'Etat malien dispose de fonds spéciaux pour évacuer ses élites politiques; les grandes entreprises ont souvent mis en place des fonds sociaux dont peuvent bénéficier leurs cadres; quelques fondations internationales organisent la prise en charge d'enfants atteints de pathologies spécifiques. En dehors de ces cadres précis et limités, une démarche individuelle peut être entamée, mais les barrières politiques et administratives sont dès lors très lourdes. La complexité du dossier et le nombre de pièces justificatives à fournir afin d'obtenir un visa pour raisons médicales tendent à raréfier les évacuations vers la France.¹⁴ Parmi ces pièces doit figurer la preuve d'un rendez-vous avec un médecin hospitalier français qui, sans avoir vu le patient, aura dû évaluer le coût de sa prise en charge (hospitalisation, intervention chirurgicale), pour qu'une somme équivalente (plusieurs milliers voire plusieurs dizaines de milliers d'euros) soit déposée en garantie à l'ambassade de France au Mali. Cette démarche nécessite d'importantes ressources relationnelles et financières, elle n'est donc réalisable que par une certaine élite. Il n'en reste pas moins que la présence d'un proche en France peut faciliter le processus, en particulier pour la circulation du dossier médical du patient.

14 Des données chiffrées concernant le volume et l'évolution du nombre de visas délivrés pour raison médicale n'ont pu être réunies malgré une intense sollicitation du consulat de France au Mali. Différentes observations laissent à penser que les évacuations se réorientent depuis plusieurs années vers le Maghreb (Maroc et Tunisie, principalement).

Si celui-ci parvient à rejoindre son parent en migration en France grâce à une autre procédure (visa touristique), cela ne résout pas totalement la question de son accès aux soins. Pour pouvoir bénéficier de la couverture santé, un étranger, ne disposant pas d'un emploi déclaré, doit en effet attendre l'expiration de son visa, c'est-à-dire de tomber dans la clandestinité, pour pouvoir bénéficier de l'Aide Médical d'Etat (AME), un régime spécifique pour les sans-papiers nonsalariés. Pour les personnes de nationalité malienne salariées en France et ayant un titre de séjour, un dispositif institutionnel existe leur permettant de faire bénéficier leur famille (conjoint(s), descendant(s) et descendant(s)) du régime de sécurité sociale malien. Depuis 1979, une Convention de sécurité sociale lie la France et le Mali.¹⁵ Ainsi, un Malien travaillant en France peut, en remplissant chaque année un formulaire, faire bénéficier sa famille résidant au Mali des prestations de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS). Mais face à la non-effectivité du remboursement des soins, la grande majorité des travailleurs ayant connaissance de cette possibilité n'ont pas, ou pas de manière pérenne,¹⁶ effectué les démarches nécessaires.

La prévention du risque financier lié aux dépenses de santé est donc assurée au travers de mécanismes indépendants des instances administratives, ce que Nicola Yeates désigne comme le «transnational social welfare», c'est-à-dire les «remittances and other channels of risk protection enabled by migration».¹⁷ S'il est très difficile d'évaluer la part des dépenses de santé dans l'ensemble des transferts financiers d'un migrant vers ses proches, les entretiens, corroborant les résultats d'autres études,¹⁸ révèlent sa place prédominante aux côtés de la scolarisation, en particulier dans les milieux où les besoins nutritionnels sont assurés. Tous domaines confondus, ces transferts sont estimés à près de 300 millions d'euros par an,¹⁹ ce qui représente 65% du total des fonds reçus de l'étranger par le Mali et plus de trois fois l'aide publique au développement de la France vers ce pays. La Banque Africaine de Développement souligne le fait que 73% de ces transferts

15 Cette convention est l'une des plus larges conventions bilatérales de sécurité sociale signées par la France (hors pays de l'Union Européenne), et couvre les prestations vieillesse, familiale et santé.

16 Des enquêtes ont été menées auprès des Caisses Primaires d'Assurance Maladie du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis. Les dossiers anonymisés des cotisants au «droit des familles» maliens disponibles dans le Val-de-Marne couvrent la période 1992–2011. Sur 493 dossiers, seul 74 (15%) procurent une couverture continue entre la première et la dernière inscription.

17 Nicola Yeates, «Global Migration Policy», in: *Understanding Global Social Policy*, dir. par Nicola Yeates, Bristol: Policy Press, 2008, pp. 229–252. Voir également Paolo Boccagni, «Migrant's Social Protection as a Transnational Process: Public Policies and Emigrant Initiative in the Case of Ecuador», in: *International Journal of Social Welfare* 20 (2011) pp. 318–325.

18 Flore Gubert, «Enjeux individuels et collectifs de la migration: le point de vue des pays de départ», in: *Migrants, craintes et espoirs*, dir. par Alain Chemin et al., Rennes: Presses Universitaire de Rennes, 2009, pp. 203–212.

19 Source: Banque Africaine de Développement, 2009, consulté le 14 avril 2010, http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/70000012_FR_Transfert%20des%20fonds%20FR.PDF.

sont informels. Autrement dit, seul un quart des remises transitent par des sociétés de transferts d'argent ou par des banques commerciales. Le mode de transfert privilégié est le loin l'espèce, qui circule en s'appuyant sur les réseaux d'agents de change, de commerçants ou de connaissances personnelles. Ces modes de transferts sont préférés en raison du faible taux de bancarisation des bénéficiaires (contrairement à celui des migrants, qui est comparable à la moyenne de la population française), ainsi qu'en raison de leurs faibles coûts.²⁰ Les migrations de travail de Maliens vers la France concernant des milliers d'individus depuis plus d'un demi-siècle, ces réseaux ont pu se constituer, se renforcer et enfin se structurer de manière à garantir une opérationnalité et une efficacité inégalées par les circuits officiels.

Appui moral, pratique, matériel et utilisation du différentiel de revenu entre pays d'installation et pays de départ forment les principales ressources dans lesquelles la cellule familiale multilocalisée puise pour prendre en charge la santé de ses membres. Au-delà de cette échelle microsociale, la situation migratoire engendre également des dynamiques collectives pour faire face aux enjeux de la santé.

Les espaces de mobilisation des groupements et associations de migrants pour agir dans les localités d'origine

Les travailleurs immigrés originaires du bassin du fleuve Sénégal (nord de la région de Kayes) ont attiré l'attention des chercheurs par la densité de leur organisation, l'importance de leur mobilisation et de leur participation à des projets collectifs dans leur localité d'origine.²¹ Les premiers groupements de types associatifs sont nés dès les premières migrations de travail à la fin des années 1960. Ils ont d'abord pris la forme de caisses de solidarité et d'entraide, sortes de mutuelles servant à financer l'accueil des nouveaux arrivants, le soutien aux malades et aux chômeurs ou le rapatriement des personnes décédées en migration. Dans les années 1970, ces caisses de solidarité prennent de l'ampleur et commencent à financer des projets collectifs dans les villages d'origine. Christophe Daum dénombrait en 1998 près de 400 associations de ressortissants maliens en France²²; on estime qu'au mi-

20 De 3 à 5 % du montant transféré dans les réseaux informels contre 8 à 20 % dans les entreprises comme Western Union ou Money Gram.

21 Voir, par exemple, Daum, *Les associations de Maliens en France*, Paris: Karthala, 1998; Patrick Gonin, «Migration et développement des lieux d'origine: l'exemple de la communauté de l'Afrique de l'Ouest installée en France», in: *Espace, Population, Société* 2 (1990) pp. 304–309; François Manchuelle, *Les diasporas des travailleurs Soninkés (1848–1960): migrants volontaires*, Paris: Karthala, 2004; Catherine Quiminal, «Du foyer au village: l'initiative retrouvée», in: *Hommes & Migrations* 1131 (1990) pp. 19–24; Mahamet Timera, *Les Soninkés en France*, Paris: Karthala, 1996.

22 Daum, *Les associations*.

lieu des années 1990, 64% des infrastructures de la Région de Kayes sont attribuables aux migrants.²³ Les fonds utilisés pour ces réalisations (routes, puits, mosquées, écoles, dispensaires, réseaux d'électrification et d'eau potable, etc.) proviennent des cotisations directes des membres. A titre d'exemple, les ressortissants du village de Lambatara en France, cotisent à hauteur de cent cinquante euros par an. Cent euros sont dédiés à la «caisse de développement» et cinquante euros à la «caisse de rapatriement des corps».²⁴ Au fil des ans, les groupements qui réunissent des centaines de cotisants peuvent accumuler jusqu'à plusieurs centaines de milliers d'euros.

Ces groupements associatifs financent, en particulier à partir du début des années 1980, la construction de centres de santé qu'ils dotent en mobilier et équipement médical, pourvoient aux salaires des professionnels de santé qui y travaillent et aux stocks de médicaments. Ces nombreuses réalisations permettent une amélioration importante de l'accessibilité aux soins de santé dans la région enclavée du bassin du fleuve Sénégal où les structures publiques sont rares. Une telle capacité de levée de fonds est rendue possible par les écarts de revenus entre les deux espaces, ainsi que par le caractère collectif, familial ou villageois du projet migratoire²⁵ qui crée une importante pression sociale au sein de la communauté. L'unité de la communauté villageoise dispersée par la migration est en effet symboliquement recomposée par les actions de ces collectifs aussi appelés «village-bis» car portant le plus souvent le nom du village d'origine des migrants. Si le contrôle social, incarné en particulier par les représentants en migration des chefferies villageoises, est une contrainte forte pesant sur chacun des membres, il est également la principale source de légitimation des collectes et des décisions qui orientent l'utilisation des fonds accumulés.

Au-delà de ces ressources financières, c'est également à travers des moyens politiques, autrement dit d'intenses activités de plaidoyer, en France comme au Mali voire au-delà, que ces groupements parviennent à mobiliser différentes formes de soutien pour leur village. Avec l'officialisation des caisses villageoises en association de Loi 1901 à partir de 1981,²⁶ la part des fonds propres dans leurs

23 Marie-Hélène Libercier et Hartmut Schneider, *Les migrants, partenaires pour le développement*, Paris: OCDE, 1996.

24 Entretien du 12 mars 2012 avec un ressortissant de Lambatara ayant vécu 42 ans en France.

25 Dans Thomas Lacroix, Leyla Sall et Monika Salzbrunn, «Marocains et Sénégalais de France: permanences et évolution des relations transnationales», in: *Revue européenne des migrations internationales* 24:2 (2008) p. 27, à propos des Sénégalais de France: «l'acte migratoire est inséré dans un dispositif social et familial qui contraint les acteurs à conserver des liens avec la communauté d'origine. Ce dispositif prévient contre l'affaiblissement des liens sociaux entre les migrants et les personnes qui n'ont pas pu émigrer». En effet, l'objectif premier de ces migrations est d'obtenir un emploi qui permettra d'envoyer de l'argent à sa famille, restée au village.

26 A cette date, la législation encadrant la liberté d'association est modifiée pour s'ouvrir aux étrangers.

budgets va peu à peu diminuer, ce statut légal permettant aux groupements de lier de nouveaux partenariats, autrement dit de diversifier leurs ressources financières et techniques par une expansion des réseaux mobilisables. Parallèlement, les politiques de décentralisation entrées en vigueur au Mali dans les années 1990 font apparaître de nouveaux acteurs sur le terrain: les élus locaux. La redistribution des compétences et des pouvoirs due à la mise en œuvre de cette politique va pousser les associations villageoises à se fédérer et à constituer des associations agissant à l'échelle communale voire intercommunale.

Les changements dans les ressources et les échelles d'action des associations sont d'autant plus visibles lorsque l'on se penche sur les activités collectives de jeunes migrants (nés à partir des années 1970) ou sur celles menées par des descendants de migrants. Généralement plus instruits, maîtrisant mieux que leurs aînés la langue française, le vocabulaire administratif et les supports de communication, les acteurs de ces organisations vont pouvoir se mettre en lien avec différents types d'institutions françaises dont les collectivités territoriales (mairies, conseils généraux et régionaux), le plus souvent, mais non exclusivement, celles de leur lieu de résidence. De même, médecins et structures de soins locales, ONG françaises et internationales, fondations, ministères sont autant de partenaires sollicités pour la rénovation de structures de soins, l'organisation de campagnes de vaccination ou de sensibilisation, le renforcement des associations de patients, etc. Si la multiplication des types de ressources mobilisables peut apparaître comme un véritable atout, le fait que celles-ci soient quasi exclusivement dérivées du système public les rend vulnérables aux bouleversements politiques. Les sanctions internationales qui ont suivi le coup d'Etat du 22 mars 2012²⁷ ont ainsi eu pour conséquence de suspendre l'ensemble des projets en cours ou en phase d'élaboration avec des partenaires institutionnels. La déstabilisation de l'Etat malien a ainsi compromis certaines formes d'actions, mais il faut noter que les acteurs associatifs (rencontrés en grande majorité avant ces événements) s'estiment «négligés», «ignorés» par les organismes français du développement actifs dans leur région d'origine. Cette impression s'ac-

27 Le 22 mars 2012, un coup d'Etat militaire a renversé le régime en place au Mali, à quelques semaines des élections présidentielles. Les mutins ayant pris le pouvoir reprochaient aux autorités d'avoir laissé s'étendre une rébellion armée dans le nord du pays (Régions de Tombouctou, Gao et Kidal), sans avoir donné à l'armée nationale les moyens de la combattre. La vacance du pouvoir suite au coup d'Etat a précipité les événements dans ces régions septentrionales qui, le 6 avril, ont déclaré leur indépendance par la création de l'Azawad. Ce vaste territoire est depuis lors le théâtre de violents conflits opposant républicains laïcs indépendantistes (MNLA), différents groupes islamistes radicaux (AQMI, MUJAO, Ansar Dine, etc.), armées régulières malienne et africaines, armée française (depuis janvier 2013) et, à partir de juillet 2013, les casques bleus de la MINUSMA. Ces bouleversements ont provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes, ainsi qu'un brusque arrêt de la plupart des programmes de coopération multilatérale, bilatérale et décentralisée, et paralysé les organes politiques et administratifs du pays, dont les services publics de base.

compagne d'une certaine incompréhension puisque ces mêmes acteurs se considèrent comme des intermédiaires, des collaborateurs idéaux de par leur expérience de vie multilocale, les connaissances qu'ils ont du «terrain». Ce sentiment de n'être que peu sollicitées par les organisations de solidarité internationales vient également du fait que malgré une certaine capitalisation et diffusion de savoir-faire organisationnels au sein du milieu associatif, les petites structures sont mises en difficulté par la complexification des procédures de demandes de subventions. Répondre aux appels à projets lancés par les bailleurs de fonds institutionnels est un exercice chronophage qui nécessite la mobilisation de ressources humaines spécialisées. Or, ces associations fonctionnent exclusivement grâce aux activités bénévoles de leurs membres. La mise en œuvre des initiatives de ces groupements et associations repose donc principalement sur l'intensité des liens sociaux qui unissent leurs membres, et ces membres à leurs proches en migration ou dans la localité concernée par les projets, au Mali.

La mise à disposition de compétences et de ressources spécifiques par les professionnels de santé

La gestion des ressources humaines qualifiées est un des principaux disfonctionnements du système de santé malien. Quelles sont les opportunités qui s'offrent aux Maliens et descendants de Maliens exerçant un métier de la santé en France qui désirent agir sur la situation sanitaire de leur pays de départ?

Dans la sphère professionnelle, ces acteurs font face à des pressions spécifiques. En France, les professions médicales sont, depuis les années 1930, des «emplois protégés»: il existe des restrictions en termes de nationalité (de l'individu ou de son diplôme) pour les exercer, ce qui constitue une forme spécifique de discrimination systémique. Malgré les revendications des syndicats et les multiples changements de réglementation sur cette question, les professionnels de la santé à diplômes étrangers restent souvent piégés dans des statuts précaires et ou subalternes.²⁸ Ces postes (médecins urgentistes, infirmiers de nuit ou remplaçants, etc.) sont connus pour leurs conditions difficiles, en particulier en termes de temps de travail, ne laissant que peu le loisir aux personnes qui les occupent d'avoir d'autres activités. De plus, les restrictions à l'exercice de la médecine et des métiers paramédicaux entraînent une déqualification de ces professionnels: en France, les médecins maliens deviennent infirmiers et les infirmiers deviennent aides-soignants.

28 Victoire Cottreau, «Les parcours et projets migratoires des praticiens à diplôme hors Union Européenne (PADHUE). L'exemple du centre hospitalier Nord-Deux-Sèvres», mémoire de Master 2 Recherche, Université de Poitiers, 2010.

Cette déqualification, douloureuse pour l'estime de soi,²⁹ est parfois expliquée par ces professionnels eux-mêmes, par un réel différentiel de compétences. En effet, les conditions de formation au Mali, avec une seule faculté de médecine qui s'appuie sur deux hôpitaux nationaux connaissant eux-mêmes de graves dysfonctionnements, sont décriées par les intéressés. Ceux-ci décrivent lors des entretiens une laborieuse phase d'adaptation professionnelle à leur arrivée en France. Face à ces difficultés, et au regard du statut social acquis par quelques-uns de leurs confrères exerçant au Mali, certains déclarent qu'ils souhaiteraient parfois ne pas avoir migré. Mais de nombreuses spécialisations ne peuvent pas être acquises au Mali. Or, après avoir exercé en France, il est très difficile de se réinsérer dans l'environnement sanitaire malien.

J'ai hésité à revenir [au Mali]. J'hésite encore. Je me suis donné un an pour voir, faire l'expérience du travail ici. Je voulais vivre ça. J'avais peur de rester en France et de regretter, plus tard, de ne pas avoir tenté... Il faut en passer par là parce que même si c'est dur, après, quand je travaillerai en Europe, je saurai que c'est moins dur qu'ici. [...] Je perds mon temps depuis que je suis là. Mon but en venant ici était d'aider les malades. Mais les gens que je vois sont uniquement ceux qui ont les moyens. (Entretien du 16 mars 2012)

Comme nombre de ses confrères ayant étudié à l'extérieur, ce jeune médecin de retour à Bamako depuis quelques mois, après trois ans de spécialisation de néphrologie en Bretagne, ne parvient pas à s'adapter aux conditions de travail existant dans un système sanitaire dépourvu des moyens techniques et financiers avec lesquels il a pris l'habitude d'exercer. Ce phénomène explique que nombre de professionnels venus se spécialiser en France avec l'objectif de retourner pratiquer au Mali ne mènent pas leur projet à bien et demeurent en migration.

Au premier rang des ressources mobilisables par ces professionnels exerçant en France pour agir au Mali viennent bien sûr leurs qualifications spécifiques. Elles font d'eux les principaux référents de leurs proches ayant besoin d'avis, de conseils concernant leurs problèmes de santé. Grâce à leur profession, ils ont également un accès plus direct aux ressources des établissements dans lesquels ils travaillent. La dotation en matériel médical dans les structures de soins françaises est très régulièrement renouvelée, suivant le rythme des innovations techniques ou des restructurations. Le matériel délaissé pourra ainsi être récupéré et envoyé au Mali. Les ressources immatérielles que constituent les connaissances de leurs collègues sont également mobilisées. Un médecin hospitalier peut ainsi recevoir des imageries médicales sur son adresse e-mail, solliciter ses confrères pour un avis, voire un contre-avis, et communiquer immédiatement les résultats au malade résidant au Mali.

29 Laurence Roulleau-Berger, *Migrer au féminin*, Paris: Presses Universitaires de France, 2010.

L'exécution de «missions» est également une pratique courante. Elle consiste à se déplacer au Mali pour consulter bénévolement dans une ou plusieurs structures, ou à organiser des formations pour les professionnels de santé exerçant sur place. Si, le plus souvent, ce sont les fonds propres des acteurs qui sont utilisés pour le voyage et le séjour, il arrive qu'ils fassent appel à des organisations internationales telles que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui, à travers le programme TOKTEN (en français «Transfert des connaissances par l'intermédiaire des expatriés»), tente de soutenir les projets de transfert des compétences. Dans ce cas, les transferts se font lors d'interventions dans les centres d'enseignement ou à travers l'organisation de séances de formation continue auprès des professionnels en activité. D'autre part, certains professionnels sont à l'initiative de la création de structures de soins au Mali dans lesquelles ils seront également amenés à transmettre leurs compétences spécifiques. Il peut s'agir de tenter de reproduire les conditions d'exercice expérimentées en France avec la création d'une polyclinique haute technologie dans un quartier chic de Bamako, ou d'aménager et d'équiper une maternité rurale pour améliorer les conditions de travail de ses confrères. Mais la pérennité de ces structures conçues et en partie gérées à distance semble fragile. En effet, elles impliquent un travail d'équipe rendu délicat par les inégalités de revenus. Seule une présence régulière et un investissement personnel constant de leur initiateur semblent pouvoir assurer leur fonctionnement. La mobilité des acteurs doit dès lors être dictée par les besoins de l'activité au Mali et non par l'emploi exercé en France, ce qui peut être rendu possible par certaines formes de circulations couplées à un mode d'habiter multirésidentiel et métropolitain.

Enfin, le lien entre sphère professionnelle et capacité d'agir peut également être renversé. En effet, parmi les descendants de migrants rencontrés en Ile-de-France, plusieurs ont déclaré que la volonté d'agir sur la situation sanitaire malienne était à l'origine de leur choix d'entamer une carrière dans le domaine médical ou paramédical. A l'échelle de l'espace migratoire, un des mécanismes développés pour assurer la protection santé au Mali est ainsi l'apparition de vocations professionnelles qui inscrivent la multilocalité de ces acteurs et de leurs pratiques dans la durée.

Évoluant dans des espaces de vie et de projection multilocaux porteurs de contraintes et d'opportunités, les migrants et leurs descendants mobilisent de manière créative et dynamique des ressources de nature financières, matérielles, cognitives, affectives et sociales pour mettre en œuvre, avec plus ou moins d'intensité, des mécanismes de résilience leur permettant d'agir à différentes échelles et malgré leur absence sur la protection santé au Mali. Ils développent et transmettent des savoirs, des savoir-faire, des relations, qui sont autant de ressources venant s'ajouter aux qualités et compétences individuelles préexistantes.

Au sein des familles transnationales, le membre en migration pallie à son absence par la fourniture de produits pharmaceutiques, de formes de couverture santé formelles et surtout informelles. Lorsqu'il en a les moyens relationnels et financiers, il peut également le faire en organisant l'évacuation de la personne nécessitant des soins. Dans le cadre plus large d'un appui collectif aux localités d'origine, la force de mobilisation au sein de la communauté migrante, et de celle-ci vis-à-vis des acteurs français et internationaux de la solidarité internationale, s'illustre par la réalisation de nombreux projets qui participent à l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des soins. Enfin, des professionnels de santé maliens exerçant en France vont mettre en œuvre divers mécanismes pour se rendre disponibles et solliciter les compétences de leurs collègues pour, à distance ou par des séjours sur place, utiliser leur savoir-faire spécifique au profit des populations locales.

Ainsi, modulant les échelles d'actions en fonction des opportunités et de la temporalité propre aux besoins des personnes en demande de soins, les acteurs en situation de multilocalité démontrent une capacité d'adaptation de leurs pratiques transnationales pour participer à la protection santé au Mali et ainsi assurer la continuité de leur environnement social.

Migration in der Lebens- und Familiengeschichte. Transnationale kubanische Familien im Kontext des gesellschaftlichen Transformationsprozesses

Rosa Brandhorst

Im Kontext des kubanischen Transformationsprozesses entstehen transnationale Familiennetzwerke als neue Subsistenzprojekte in Kuba – sowohl für den Staat als auch für die kubanischen Familien selbst. Aber wie wirkt sich der soziale Wandel in Kuba auf die Individuen und auf das transnationale Familiensystem aus? Wie wird Migration in der Wirtschaftskrise genutzt? Auf welche Ressourcen greifen die einzelnen Akteur/innen der Familiennetzwerke im Umgang mit der sozialen Unsicherheit im Zuge der gesellschaftspolitischen Veränderungen zurück? Dieser Artikel untersucht den Einfluss des sozialen Wandels in Kuba auf die Familiennetzwerke und die Auswirkungen der Migration auf die kubanischen Familien und die Gesellschaft anhand eines ausgewählten Falles. Er basiert auf Ergebnissen der rekonstruktiven Analyse biographisch narrativer Interviews, die ich mit Hilfe eines *Multi-sited*-Ansatzes¹ zwischen 2006 und 2012 mit kubanischen Migrant/innen in Deutschland und mit ihren Familienmitgliedern in Kuba durchgeführt habe.² Als Methodologie diente mir hier im Besonderen das biographisch narrative Interview nach Schütze³ und das rekonstruktive und sequentielle Auswertungsverfahren nach Rosenthal.⁴ Im Folgenden wird einleitend der kubanische Transformationsprozess skizziert, um anschliessend den Einfluss des sozialen Wandels und der Migrationsbewegung auf die Gesellschaft anhand des Blicks auf ein Familiennetzwerk genauer zu ergründen.

1 Marcus fordert im Kontext der postmodernen Migrationsforschung eine «multi-sited ethnography», in der transnationale Netzwerke über nationale Grenzen hinaus erforscht werden sollen. George Marcus, «Ethnography in/of World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography», in: *Annual Review of Anthropology* 24 (1995) S. 109.

2 Diese Forschung fand im Rahmen meiner Dissertation mit dem Titel *Transnationale Familiennetzwerke zwischen Kuba und der BRD und ihre Rolle im sozialen Wandel Kubas. Eine familien- und lebensgeschichtliche Studie* statt.

3 Fritz Schütze, *Die Technik des narrativen Interviews in Interaktionsfeldstudien*, Bielefeld: Fakultät für Soziologie, 1977; Fritz Schütze, «Biographieforschung und narratives Interview», in: *Neue Praxis* 3 (1983) S. 283–293.

4 Gabriele Rosenthal, *Erlebte und erzählte Lebensgeschichte. Gestalt und Struktur biographischer Selbstbeschreibungen*, Frankfurt a.M.: Suhrkamp, 1995; Gabriele Rosenthal, *Interpretative Sozialforschung. Eine Einführung*, Weinheim/München: Juventa, 2010.

Die Rolle der Migrant/innen im aktuellen Transformationsprozess

Seit Beginn der 1990er Jahre befindet sich Kuba in einem Prozess des wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Wandels. Dieser Wandel ist durch die schwerste Wirtschaftskrise seit der kubanischen Revolution verursacht worden. Als durch den Zerfall der Sowjetunion die vereinbarten Lieferverpflichtungen nicht mehr eingehalten wurden, musste Kuba auf 80 Prozent der Importe verzichten. Das Bruttoinlandsprodukt sank in den Jahren von 1990 bis 1993 um 34,8 Prozent.⁵ In der Folge verkündete die kubanische Regierung die sogenannte Sonderperiode in Friedenszeiten (*Período especial en tiempo de paz*). Das Notstandsprogramm zielte zum einen auf die Reintegration des Landes in den Weltmarkt durch Ausbau des Tourismussektors, der Biotechnologie und durch Abschöpfung von *remesas* (private Geldüberweisungen von Kubanern im Ausland) und zum anderen auf die Förderung der landwirtschaftlichen Produktion ab.⁶ Hierbei sah sich die politische Führung gezwungen, Massnahmen zu ergreifen, die bis dahin im sozialistischen Kuba undenkbar gewesen waren. So wurden erste marktwirtschaftliche Liberalisierungen vorgenommen. Die Legalisierung des Dollarbesitzes im Jahre 1993 galt der Generierung von Devisen, da nur so die *remesas* effizient abgeschöpft werden konnten. Die Höhe der Geldrücksendungen wird auf zwischen 700 Millionen⁷ und 1,2 Milliarden US\$ pro Jahr⁸ geschätzt. Für das wirtschaftliche und damit auch das politische Überleben ist Kuba auf den privaten Geldtransfer aus dem Ausland angewiesen. Die Einführung des doppelten Währungssystems und die Zulassung von eingeschränkten Marktmechanismen neben der Planwirtschaft bedeuten eine Trendwende in der kubanischen Politik. Die kubanische Regierung unter der Präsidentschaft Raúl Castros scheint in ihrem Reformprogramm dem Beispiel der chinesischen Transition zu folgen – graduelle marktwirtschaftliche Reformen bei Beibehaltung des Einparteiensstaates und der sozialistischen Ideologie. Negative Auswirkungen sind eine wachsende soziale Ungleichheit sowie der Werteverlust des staatlichen Einkommens vis-à-vis anderer Einkommensquellen in Devisen oder der Devisengeldrücksendungen der Migranten im Ausland. Durch die Entwertung des kubanischen Pesos nimmt der Reallohn von Staatsangestellten ab.

5 Hans-Jürgen Burchardt, *Kuba. Der lange Abschied von einem Mythos*, Stuttgart: Schmetterling, 1996, S. 91f.

6 Sönke Widderlich, *Die sozialen Auswirkungen des kubanischen Transformationsprozesses*, Kiel: Geographisches Institut, 2002.

7 Rolando Castañeda, «Cuba y América Latina: Consideraciones sobre el nivel y la evolución del Índice de Desarrollo Humano y del gasto social en la década de los noventa», in: *ASCE Association for the Study of the Cuban Economy: Cuba in transition* 10 (2000) S. 244.

8 Zoila Gonzalez Maicas, «Apertura y reforma económica en Cuba», in: *Economía y reforma económica en Cuba*, hrsg. von Dietmar Dirmoser und Jaime Estay, Caracas: Nueva Sociedad, 1999, S. 239–256.

Aufgrund der niedrigen Löhne, des dualen Wirtschaftssystems und der unzureichenden Sozialleistungen dienen transnationale Familiennetzwerke mittlerweile als Subsistenzprojekte für ganze Familien. War der Familienhaushalt nach 1959 durch das ausgebauten Sozialsystem als Garant sozialer Sicherheit überflüssig geworden,⁹ so erhält er im Kontext der Wirtschaftskrise und der eingeleiteten Transition, in der Sozialleistungen nicht mehr vollständig vom Staat übernommen werden, seine zentrale Rolle in der kubanischen Gesellschaft zurück – diesmal jedoch in transnationaler Form. 20 Prozent der kubanischen Bevölkerung lebt heute im Ausland.¹⁰ Trotz der relativ geschlossenen Grenzen und der Isolation Kubas, trotz des Versuchs der Regierung, den Einfluss von aussen zu minimieren¹¹ und Migration zu kontrollieren, leben mehr und mehr Familien in einem transnationalen Raum. Die Versorgung der Familie wird zu einem Motiv der Emigration. Die Abhängigkeit von den *remesas* der Verwandten führt zu einer Restrukturierung familialer Beziehungen, auf die im Folgenden mit mikroskopischem Blick auf das Familiennetzwerk Hernández eingegangen werden soll.

Die Fallgeschichte Hernández

Die Fallrekonstruktion der Familie Hernández verdeutlicht den Wandel von Machtkonfigurationen in der Familie im Zuge der Migration eines Familienmitglieds. María Hernández¹² wurde im Jahr 2006 von mir interviewt. 2007 besuchte ich ihre Familie in Kuba, untersuchte die Familie mittels teilnehmender Beobachtung und führte ein biographisch-narratives Interview mit Marías Halbschwester Malena. Im Folgenden werden zunächst die Fallrekonstruktionen der beiden Interviewten dargestellt, bevor die Umgangsstrategien der Familie Hernández erläutert und schliesslich in den Kontext der gesamten Forschungsergebnisse gestellt werden.

9 Louis Smith und Alfred Padula, *Sex and Revolution. Women in Socialist Cuba*, Oxford: Oxford University Press, 1996, S. 147.

10 Ingrid Kummels, «Love in the Time of Diaspora. Global Markets and Local Meanings in Prostitution, Marriage and Womanhood in Cuba», in: *Iberoamericana* 20 (2006) S. 19.

11 Während andere Länder zirkuläre Migration fördern, nimmt die kubanische Regierung Einfluss von «ausen» eher als eine Bedrohung wahr. Viele Entwicklungsländer bemühen sich, die Diaspora im Ausland miteinzubeziehen, um von Investitionen und Geldrücksendungen Letzterer zu profitieren. Sie nutzen Strategien (von doppelter Staatsbürgerschaft für Emigranten über Wahlrechte bis hin zu Steuerpflichten), um das Engagement der Emigranten zu unterstützen. Die Aufrechterhaltung der Beziehungen von kubanischen Emigranten zu ihren Familien in Kuba gestaltet sich im Gegensatz dazu schwer. Transnationale Beziehungen sind nicht derart immediat wie in anderen Ländern, da der Internetzugang in Kuba stark eingeschränkt ist. Multilokalität ist nur in den wenigsten Fällen möglich.

12 Alle Namen und personenbezogenen Daten von Interviewten und Familienmitgliedern in diesem Artikel sind anonymisiert.

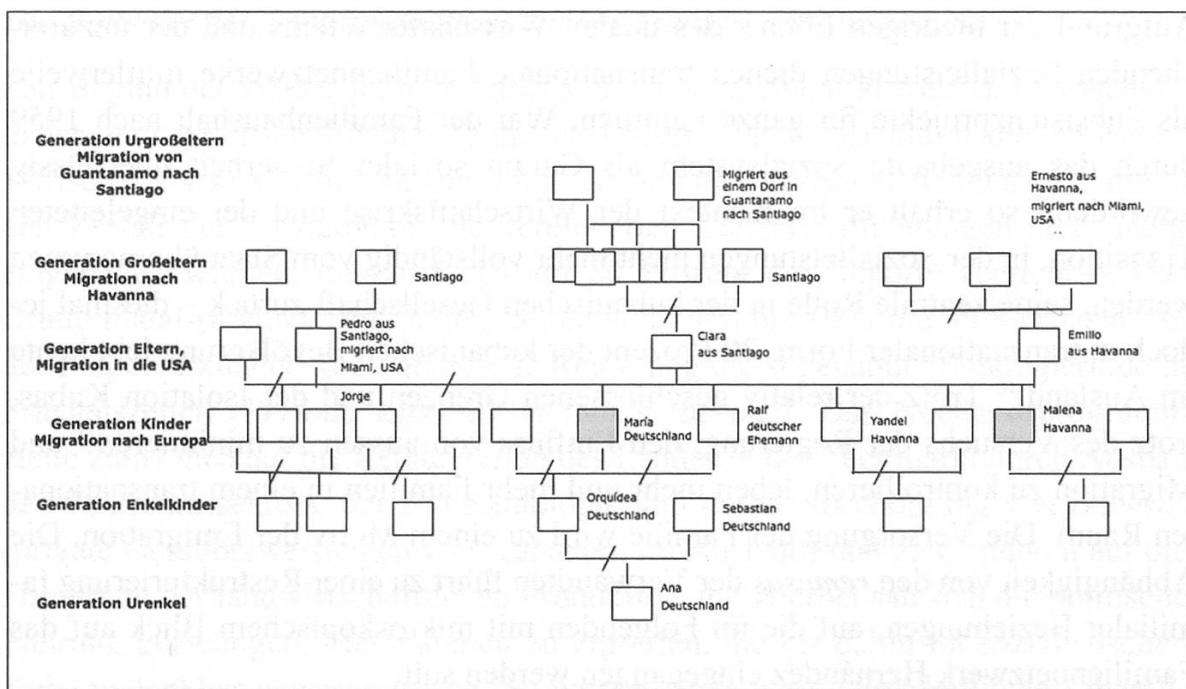


Abbildung 1. Genogramm der Familie Hernández (Namen und personenbezogene Daten sind anonymisiert).

Fallrekonstruktion María

María wird 1961 in einem armen Viertel Havannas als Älteste von vier Kindern geboren. Die afrokubanische Familie ist von Santiago in das reichere Havanna migriert. Migration ist bereits ein integraler Bestandteil der Familiengeschichte. María ist ein uneheliches Kind aus einer Verbindung, die ihrer Grossmutter mütterlicherseits zuwider ist. Sie befindet sich in ihrer frühen Kindheit in einem Loyalitätskonflikt zwischen der dominanten Position der Grossmutter und Mutter, die diese unterstützt, und ihrem Vater, dem Aussenseiter der Familie, und beginnt sich als störendes Element im von der Grossmutter dominierten Familiensystem wahrzunehmen. Dies führt zu einer starken Identifikation mit dem Vater, der sich als Kleinkrimineller durchschlägt, und trägt dazu bei, dass María keine schulischen Ambitionen entwickelt, obwohl sie in der Zeit der Bildungsoffensiven aufwächst. 1980 wandert Marias Vater im Zuge des Mariel-Exodus¹³ nach Miami aus. Kurz nach der Emigration des Vaters wird María von der Mutter verstoßen, sie bricht die Schule ab und zieht zu einem älteren Lebenspartner. Nach der Trennung von

13 Nach Unruhen in der peruanischen Botschaft im Jahr 1980 lässt Fidel Castro zu, dass Kubaner/innen ohne Visum vom Hafen Mariel aus in die USA ausreisen. In drei Monaten verlassen ca. 125 000 Kubanerinnen und Kubaner das Land. Ronald Copeland, «The Cuban Boatlift of 1980: Strategies in Federal Crisis Management», in: *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 467 (1983) S. 138–150.

Letzterem muss sie jedoch in das Haus der Mutter zurückkehren. 1982 heiratet Marías Mutter und bekommt ein weiteres Kind. Die Emigration ihres Vaters, der Zerfall des Familiensystems und Marías biographische Krise koinzidieren mit der Geburt ihrer Halbschwester Malena. Als 1988 ihre Tochter Orquídia aus einer flüchtigen Bekanntschaft entsteht, bleibt María mit deren Vater zusammen. Beim Einsetzen der Wirtschaftskrise im Jahre 1989 endet die Beziehung jedoch abrupt. María beginnt eine Beziehung mit einem deutschen Touristen. Wirtschaftliche Motive und die Möglichkeit, das Elternhaus verlassen zu können, spielen eine Rolle bei der Partnerwahl. 1990 heiratet María und emigriert nach Deutschland. Auf Wunsch ihres Ehemanns lässt sie ihre Tochter bei ihrer Mutter in Kuba zurück. In Deutschland leidet sie unter Isolation, lernt kein Deutsch und hat kaum soziale Kontakte. Ein Jahr später holt sie ihre Tochter nach Deutschland, muss sie aber auf Drängen ihres deutschen Ehemannes wieder nach Kuba zurückbringen. Marías Aufenthaltsstatus in Deutschland hängt von ihm ab. Es wird ihr innigster Wunsch, ihre Tochter zu einem späteren Zeitpunkt nachzuholen, ein Wunsch, den sie über die Partnerschaft mit ihrem deutschen Mann stellt. Hier entwickelt sich das heutige Präsentationsinteresse von Marías erzählter Lebensgeschichte: «Mein Leben ist bestimmt von meiner Tochter, die zu mir gehört und für die ich alles tue.» Nach dem gescheiterten Versuch, ihre Tochter nach Deutschland zu holen, festigt sich dieses Selbstbild. Sobald sie eine unbefristete Aufenthaltsgenehmigung hat, trennt María sich von ihrem Ehemann und stellt einen Antrag auf Familienzusammenführung, dem 1994 stattgegeben wird. María lebt in Deutschland von Sozialhilfe. Sie konstruiert eine konstante biographische Zugehörigkeit zu ihrer Familie. Die Selbstimagination als Familienmensch und die Idealisierung innerfamilialer Beziehungen dienen ihr als Ressource in Identifikationskrisen in Deutschland.

Fallrekonstruktion Malena

Malena wird 1982 in eine Familie hineingeboren, die von Trennung und Emigration geprägt ist. Ihr Grossvater väterlicherseits und der erste Mann ihrer Mutter wandern nach Miami aus und lassen ihre Familien in Kuba zurück. Malena wird als verhasstes und gleichzeitig geliebtes Nesthäkchen in eine neu gegründete Familie hineingeboren, der sich ihre Halbgeschwister nicht mehr zugehörig fühlen. 1988 wird Orquídia, die Tochter von Malenas Halbschwester María, geboren. Sie wird zu Malenas «sozialer Schwester». Während ihre Mutter sich für all ihre Kinder verantwortlich fühlt, ist Malenas Vater auf sie fokussiert. Es bildet sich eine Vater-Tochter-Allianz heraus. Er grenzt sich seinerseits stark von den anderen Kindern seiner Frau ab, aus denen nach seiner Ansicht «nichts geworden ist». Sein Ehr-

geiz ist es, Malena eine «gute» Bildung zu ermöglichen. Dieser Bildungsauftrag bzw. diese Bildungsdelegation ist mit Liebe und Anerkennung des Vaters verbunden. Malena erinnert schöne Momente mit dem Vater besonders im Themenfeld von «Bildung». Zu Beginn der Wirtschaftskrise emigrieren Malenas Freunde in die USA. Auch in der Familie wird sie mit dem Ausland und mit Migration konfrontiert. Ihr Onkel väterlicherseits emigriert mit einem Touristenvisum in die Schweiz. Ihre Halbschwester María lernt 1990 einen Deutschen kennen und heiratsmigriert nach Deutschland. Im Januar 1991 wird Orquídia von María nachgeholt. Malenas Trauer über die Trennung äussert sich in psychosomatischen Krankheitsbildern. Malena erfüllt die Bildungsdelegation ihres Vaters. Im Alter von 17 Jahren, ein Jahr vor dem Schulabschluss, wird sie jedoch schwanger. Als sie aufgrund der Schwangerschaft von der Schule verwiesen wird, sucht sie zusammen mit ihren Eltern vergeblich eine andere Schule, die sie als Schwangere aufnimmt. Hier festigt sich Malenas Wunsch nach Weiterbildung und ihre Konzeptualisierung von Bildung als Privileg. Bereits drei Monate nach der Geburt ihrer Tochter beginnt sie eine Ausbildung und arbeitet daraufhin als Sekretärin in unterschiedlichen Firmen. Gleichzeitig holt sie die Hochschulreife nach. Malena hat das Bedürfnis, beruflich und akademisch «weiterzukommen» (*salir adelante*). Dieser Drang führt dazu, kontinuierlich die Anstellung zu wechseln und nach Weiterbildungsmassnahmen zu suchen. Seit Dezember 2005 arbeitet sie als Sekretärin in einem Joint Venture, hat dadurch Zugang zum Prämiensystem und damit auch zu Devisen.¹⁴

Ergebnisse auf der Fallebene

Transnationale Mutterschaft

Wie bereits in der Zusammenfassung der Fallrekonstruktion Marías dargestellt, ist ihre Situation als Heiratsmigrantin in Deutschland durch Strukturen der Abhängigkeit und Isolation geprägt. Sie leidet unter der Trennung von ihrer Tochter, die sie in Kuba zurücklassen musste. So wird María als Mutter und als Heiratsmigrantin

14 Im Joint-Venture-Bereich der kubanischen Wirtschaft bekommen kubanische Angestellte neben dem regulären in Nationalwährung ausgezahlten Gehalt zumeist noch Prämien in Devisen (CUC, *Peso Convertible*). In der Regel sind die Joint Ventures mindestens zu 51 Prozent im Besitz des kubanischen Staates und zu 49 Prozent im Besitz ausländischer Investoren. Nach Artikel 32 des Investitionsgesetzes können Joint Ventures ihren Angestellten über den Grundlohn hinaus zusätzlich *estimulos* (Prämien) zukommen zu lassen, vgl. Widderlich, Die sozialen Auswirkungen, S. 30. Diese Prämien können in Form von Devisen oder Sachleistungen gewährt werden. Sachleistungen bestehen aus einer *jaba* (= Plastiktüte), gefüllt mit Artikeln des Grundbedarfs, die normalerweise nur mit Devisen in Dollarshops erworben werden können. Zugang zum Prämiensystem bedeutet also, eine Devisenquelle zu haben. Aufgrund dieser besseren Verdienstmöglichkeiten bevorzugen viele Kubaner/innen eine Anstellung in einem Joint Venture.

für eine bestimmte Zeit zu einer transnationalen Mutter,¹⁵ die trotz Abhängigkeit vom Ex-Ehemann, geringen finanziellen Mitteln und der relativen Isolation Kubas die Versorgung ihrer Tochter organisieren muss und über nationale Grenzen hinweg eine Beziehung mit ihr aufrechterhält. Das folgende Zitat verdeutlicht Marías Situation und ihre Zerrissenheit zwischen Kuba und Deutschland:

Ich bin gekommen und dachte, also, das ist alles easy und locker, und dadurch dass ich auch wahrscheinlich so jung war und keine Ahnung hatte, wie das alles sein wird [...], dadurch dass meine Tochter auch da in Kuba war, war das sehr schwierig ich, ich konnte mich nicht immer verteilen, no, eine Seite hier, eine Seite in Kuba, äh, mehr Zeit in Kuba als hier da musste ich so, viel Energie gekostet. (Excerpt aus der Transkription des Interviews mit María, S. 5)

María sieht sich unter Druck, das transnationale Familiennetzwerk aufrechtzuerhalten. Die Aufrechterhaltung des Grossfamiliennetzwerkes über nationale Grenzen ist mit reziproken Leistungen bzw. Sich-einen-Gefallen-Erweisen, wie María es ausdrückt (*hacer un favor*), verbunden. Die transnationalen Beziehungen werden genutzt, um auf der einen Seite Kinderbetreuung zu garantieren. Auf der anderen Seite können ebendiese Beziehungen ökonomische Vorteile mit sich bringen und im Sinne der *network mediated migration* die Migration anderer Familienmitglieder nach Deutschland erleichtern. María sendet monatlich Geld für ihre Tochter, um ihrer Familie einen «Gefallen» zu tun, weil sie sich um ihre in Kuba zurückgebliebene Tochter kümmert. Offenbar fühlt sie sich unter Druck gesetzt, immer mehr zu senden in der Annahme, je mehr sie sende, desto besser sei die Tochter versorgt. Auch nachdem María ihre Tochter nach Deutschland geholt hat, existiert diese Praxis der Familienunterstützung weiter. Gleichzeitig ist María die einzige Akteurin, die aufgrund der Reisebeschränkungen und Restriktionen über nationale Grenzen hinaus agieren und eine multilokale Lebensweise führen kann. Sie führt ein Leben in Deutschland und in Kuba und pendelt zwischen beiden Orten. Für ihre Verwandten bleibt dagegen nur die Handlungsmöglichkeit, auf Marías Besuche zu warten. Ihr Leben ist keinesfalls multilokal, da sie aufgrund unzureichender finanzieller Ressourcen und bis dato vorherrschender Reiserestriktionen Kuba nicht verlassen können. Ihnen bleibt lediglich die Imagination der Welt ausserhalb Kubas. Sie leben in einem transnationalen Raum, ohne jemals im Ausland gewesen zu sein. Die am 14. Januar 2013 in Kraft getretene Migrationsreform¹⁶ ändert diese Situation und erleichtert Besuche von Familienmitgliedern

15 Andrea Lauer, «Philippine Women on the Move: Marriages across Borders», in: *International Migration* 46 (2008) S. 16.

16 Decreto-Ley no. 302, Modificativo de la Ley No. 1312, «Ley de Migración» de 20 de Septiembre de 1976, in *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, Ministerio de Justicia, Edición Ordinaria, Havanna, 16. Oktober 2012.

durch die Abschaffung der Ausreisegenehmigung. Dennoch bleibt die Abhängigkeit von Verwandten im Ausland beispielsweise bei der Beantragung eines Einladungsschreibens weiterhin bestehen.¹⁷ Überschreitungen nationaler Grenzen und Telefonanrufe sind in erster Linie María möglich. Sie ist der aktive Part dieses Familiennetzwerkes und hat dadurch eine erhebliche Macht. Diese neu gewonnene Macht steht der «Machtlosigkeit» in Deutschland und in der Beziehung mit dem deutschen Ehemann gegenüber.

Rekonstruktionen und Neukonfigurationen der Familienrollen

Im Zuge der Wirtschaftskrise ist Familie Hernández auf Geldsendungen Marias angewiesen. María bekommt dadurch eine neue Rolle im Familiensystem. War sie vor kurzem lediglich das verstossene Mädchen, ist sie nun die zentrale Unterstützerin der Familie. Ihre Verwandten in Kuba sprechen anders mit ihr und weihen sie in ihre Projekte ein. Eine derartige Neukonfiguration der Machtpositionen, in der/die Migrierende von einer marginalen Position hin zu einer mächtvollen Position im Familiengefüge gelangt, ist eine Auswirkung der kubanischen Migration. Es ist ein Aushandeln von Machtfiguren in gegenseitiger Abhängigkeit. María hat die Macht der Geldsendungen, während die Familie die Macht der Aufmerksamkeitsgabe innehält. María findet sich nun in einer Position wieder, in der sie in Kuba nie sein konnte. Im Interview thematisiert sie diesen Rollenwandel wie folgt:

Ich bin mit meiner Mutter nie da so klar gekommen, weil äh: wir immer sehr viel Stress gehabt haben [...] ich hab immer gedacht, wenn ich das meiner Mutter erzähle, dann sie bringt mich um, so schrecklich und jetzt so wunderbar, die gute María, die einen Deutschen geheiratet hat in Deutschland lebt, obwohl sie das nicht gut findet, weil sie gerne hätte, dass ich da wäre ja: aber ich hab geheiratet. (Excerpt aus der Transkription des Interviews mit María, S. 16).

In dieser Aussage ist ein erstaunlicher Wandel in der Darstellung der Mutter zu beobachten. Den Wandel der Beziehung setzt María in thematischen Zusammenhang mit ihrer Heirat eines Deutschen, der Migration und dem sozialen Aufstieg. Marias Angst vor dem Zurückfallen in die Situation ihrer Jugend und damit auch vor dem Verlust der neuen Rollenvereinbarung zwischen Mutter und Tochter, die eine konfliktlose Begegnung ermöglicht, hindert sie auch an einer endgültigen Rückkehr nach Kuba. Schliesslich war die Flucht vor der Kontrolle der Mutter ein Motiv der Emigration. Bei einer Rückkehr könnte sie ihre privilegierte Position in der Familienhierarchie verlieren und in die alte Rolle zurückfallen. Innerfamiliale Bezie-

17 Siehe *Multilokalität und Transnationalität als Ressourcen in verwundbaren Lebensumständen*, S. 11.

hungen verändern sich. So wird María vom «schwarzen Schaf» der Familie zum Lieblingskind. Vor dem Hintergrund des neuen Status erklären sich die Widersprüche in Marías erzählter Lebensgeschichte. Nach ihrer Migration nimmt sie Nähe zur Familie wahr, alles erscheint in «rosa Licht». Sie stellt die Beziehungen gut dar und beginnt sie zu idealisieren. Malena wird von der Konkurrentin zur «Lieblings-schwester». In diesem Kontext bekommen auch ihre jährlichen Besuche in Kuba einen ganz anderen Stellenwert für María. Im Interview stellt sie die Besuche als glückliche Familienzusammenführung dar. Dank ihrer neuen Position im Familiengefüge fällt es ihr leicht, sich als Familienmensch zu definieren und den familialen Zusammenhalt zu betonen. Insofern wird deutlich, dass Marías Emigration, ihr transnationales Engagement¹⁸ und ihr multilokales Leben¹⁹ zwischen Kuba und Deutschland eine «erfolgreiche» Handlungsstrategie der Flucht aus einer verwundbaren Situation darstellt.

Auswirkungen auf die Familienmitglieder und die Nachbarschaft

Der Werteverlust des staatlichen Einkommens führt zu einer unzureichenden Grundversorgung in Kuba. Ganze Familien sind von bestimmten Absatzmärkten wie den Bauernmärkten oder den Dollarshops ausgeschlossen.²⁰ Viele Haushalte, so auch die Familie Hernández, reagieren auf diese Situation mit einer Diversifizierung der Einkommensquellen. Während ein Teil der Familie im Staatssektor arbeitet, wandern andere Teile in den informellen oder privatwirtschaftlichen Sektor ab. Hinsichtlich des Gesamteinkommens eines Haushalts spielt dabei das Einkommen aus dem staatlichen Sektor lediglich eine untergeordnete Rolle. Malena verdient als Sekretärin ein Bruchteil von dem, was ihre Brüder auf dem Schwarzmarkt oder durch Santería²¹-Beratungsgespräche verdienen. In der Fami-

18 In der Definition des Begriffs «transnational» beziehe ich mich besonders auf Peggy Levitt und Nina Glick Schiller, «Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society», in: *International Migration Review* 38:3 (2004) S. 1002–1039. Transnationales Handeln bezieht nach dieser Definition alle nationale Grenzen überschreitenden, manifesten und imaginären Praktiken mit ein. Es umfasst das Senden von sozialen, kulturellen und ökonomischen Rücksendungen, grenzüberschreitende Bewegungen sowie auch Vorstellungen. Hierbei betone ich besonders die Bedeutung der Imagination sowie die Berücksichtigung von sozialer Ungleichheit und Machtaspekten in der Transnationalismusforschung, vgl. Rosa Brandhorst, «Transnational Families in Cuba and Germany: Challenging Transnational Theory?», in: *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 37 (2013) i.E.

19 Multilokalität hingegen definiere ich in Anlehnung an Rolshoven als *vita activa* an mehreren Orten, nicht zwangsläufig in mehreren Staaten. Nach dieser Definition bedeutet Multilokalität Pendeln zwischen und Leben an mehreren Orten, Johanna Rolshoven, «Woanders daheim. Kulturwissenschaftliche Ansätze zur multilokalen Lebensweise in der Spätmoderne», in: *Zeitschrift für Volkskunde* 102 (2006) S. 179–194.

20 Widdersholt, Die sozialen Auswirkungen, S. 64–119.

21 Santería ist eine synkretistische afrokubanische Religion, die aus Elementen der Yoruba-Religion Lucumi (aus dem heutigen Gebiet Nigerias) und dem spanischen Katholizismus besteht.

liengeschichte Hernández existieren zwei konträre Strömungen: zum einen das Modell der Kleinkriminalität und Informalität von Mariás Vaters, zum anderen die Bildungsziele und die Wertschätzung formeller staatlicher Arbeit seitens Malenas Vaters. Malena ist besonders geprägt von den Bildungsansprüchen ihres Vaters. Sie arbeitet weiterhin als Sekretärin und scheint der Versuchung anderer Erwerbstätigkeiten zu widerstehen. Obwohl Malena eine Vollzeitanstellung hat, ist die Hauptversorgerin der Familie María mit ihren Devisensendungen. Sie sendet monatlich 40 bis 70 USD/CUC.²² Diese übertreffen den Monatslohn Malenas von 6 CUC/USD zuzüglich 15 CUC/USD Prämie bei weitem. Malena profitiert wie die gesamte erweiterte Familie von der Beziehung mit María. Gleichzeitig verliert ihr Beruf im Kontext von Mariás Geldsendungen jedoch an Wert in der Familie. Sie erzählt, dass sich dank Mariás Unterstützung ihre Wohnsituation verbessert habe:

Das Leben in der Familie, das Zusammenleben ist manchmal schwierig, weil du manchmal deinen eigenen Raum im Leben brauchst [...] hier hatten wir das Glück, die wirtschaftliche Hilfe von María zu haben, und daher praktisch für jede Person und jedes Paar, wie du in diesem Haus siehst, ein Zimmer einrichten zu können [...] wir haben viel Glück gehabt, denn die Wohnsituation in Kuba ist kompliziert. (Exzerpt aus der Transkription von dem Interview mit Malena, S. 2)²³

Malena hat durch María gesehen, dass sich sozialer Status und wirtschaftliche Situation mit der Migration massgeblich verbessern. Sie bittet María sie einzuladen, in der Hoffnung, in Deutschland mehr Möglichkeiten in Bezug auf Bildung und Arbeit zu bekommen. Mariás Neffen sehen kaum Anreize für Bildung oder Arbeit für den Staat. Sie leben von Mariás Geldrücksendungen und sehen sich als zukünftige Migranten. Sie beginnen in einem imaginierten transnationalen Raum zu leben, ohne aktiv in transnationalen Praktiken involviert zu sein oder gar ein multilokales Leben zu führen.

Durch die *remesas* Mariás vollzieht sich auch in der Nachbarschaft eine soziale Spaltung in jene, die Zugang zu Devisen haben, und jene, die von dieser Möglichkeit ausgeschlossen sind. Die eher arme afro-kubanische Familie hat durch die Migration Mariás einen ökonomischen Aufschwung erlebt und hebt sich (bereits durch das aufgestockte Haus) deutlich von den Familien der Nachbarschaft ab. Auswirkungen sind soziale Spaltungen und Missgunst der Nachbarn. Neider werfen Familie Hernández *jineterismo*, also auf Kosten der Ausländer zu leben, vor.²⁴

22 Der *Peso Convertible* (CUC) ist neben dem *Peso Cubano* eine von zwei Währungen in Kuba. Der CUC wurde ursprünglich als einheimische Alternative zum US-Dollar eingeführt. Der Wechselkurs zwischen CUC und *Peso Cubano* beträgt 1:25.

23 Übersetzung aus dem Spanischen.

24 Nach Rundle hat der Terminus *jinete* (span. Reiter/in) als Bezeichnung für eine Person, die ihre Beziehungen ausnutzt, um Güter zu erhalten, während der gesamten Zeit der Revolution existiert. Im Laufe

Die Geldüberweisungen bewirken eine Umkehr der sozioökonomischen Hierarchie, die nicht alleine die Haushalte der Interviewten, sondern die gesamte kubanische Gesellschaft betrifft. Bis dato war beispielsweise die schwarze Bevölkerung Kubas besonders von dem dualen Währungssystem betroffen, da sie weniger Verwandte im Ausland hatte, bestanden doch die ersten Emigrationswellen besonders aus Angehörigen der weissen Oberschicht. Da immer mehr Afrokubaner/innen in den aktuellen Migrationswellen (seit den 1990er Jahren) emigrieren und durch Geldüberweisungen ihre Familiennetzwerke unterstützen, kehrt sich diese Tendenz um. Dies beeinflusst den demographischen Wandel in Havanna, denn obwohl der Zugang zu Wohnungen lange nicht von der Lohnhöhe abhing, so veränderte sich dies im Zuge der Wirtschaftskrise und des in den 1990er Jahren eingeleiteten Reformprozesses.

Weiterführende Ergebnisse im Kontext der Forschung

Familie Hernández ist eine der acht von mir untersuchten Familiennetzwerke. Sie repräsentiert einen Typus bzw. Umgang mit Migration und dem Transformationsprozess. Im Folgenden wird dieser Fall in den Forschungszusammenhang der anderen untersuchten Fälle gestellt.

Motive der Auswanderung

In der Familiengeschichte der Hernández ist Migration eine etablierte Handlungsstrategie. Während die Generation der Grosseltern Marías von Santiago ins reichere Havanna zogen, migrierte ihr Vater nach Miami und María nach Europa. Die Migration ist dabei meist wirtschaftlich motiviert gewesen. Das Wirtschaftsgefälle zwischen der Peripherie und dem Zentrum Havanna wird durch das Wirtschaftsgefälle zwischen Kuba und einem Industrieland ersetzt. Auch in anderen untersuchten Familiennetzwerken zwischen Deutschland und Kuba war Migration bereits ein Teil der Familiengeschichte. Geographische Mobilität wird als Strategie genutzt, um sozioökonomische Mobilität zu erreichen. Die Generation der Grosseltern machte auch hier Anfang des 20. Jahrhunderts den ersten Schritt durch die

der revolutionären Ära seit der Sonderperiode und dem Boom des Pauschaltourismus hat der Terminus allerdings eine semantische Modifikation erfahren und schliesst heute eine Vielzahl neuer Aktivitäten ein. *Jinetero/a* (span. Umgangssprache, Reiter/in, Jockey) bezeichnet metaphorisch einen Menschen, der auf Touristen aufsattelt und sich «von ihnen tragen lässt», der also durch illegale Geschäfte mit Touristen versucht, Dollar zu verdienen. *Jineterismo* umspannt demnach eine Reihe von Tätigkeiten, beispielsweise Sexarbeit, illegale Taxifahrten, die Vermietung von Privatzimmern ohne Genehmigung des Staates oder der Verkauf von gestohlenen Waren, vgl. Mette Louise B. Rundle, «Tourism, Social Change and Jineterismo in Contemporary Cuba», in: *Society for Caribbean Studies, Annual Conference Papers 2* (2001), www.scsonline.freeserve.co.uk/olvo12.html (aufgerufen 10.08.2008).

Binnenmigration in das wohlhabende Havanna. Bei einigen der Interviewten besteht in der Familiengeschichte bereits eine Verbindung zu Deutschland, etwa indem die Eltern im Zuge eines Arbeitskräfteaustauschs in der damaligen DDR waren.²⁵ Der Schritt ins Ausland ist für die dritte Generation damit bereits gegeben.

In der Familie Hernández spielen Mariás biographische Krise sowie die innerfamiliale Machtkonstellation und Delegation des sozioökonomischen Aufstiegs eine zentrale Rolle in der Entscheidung für die Migration. Dies trifft auch auf andere Familiennetzwerke zu, auch wenn diese Delegationen oder Familienkonstellationen und damit auch die Motive der Emigration stark voneinander abweichen. Während María zunächst versucht, aus ihrem Familiennetzwerk, aus dem sie sich ausgestossen fühlt, zu fliehen, sind für andere Interviewte die Bildungs- und Aufstiegsdelegation und die Bewältigung biographischer Krisen entscheidende Motive der Migration. Es sind jedoch oft Aussenseiter/innen im Familiensystem, die sich zur Emigration entscheiden.

In allen Familiennetzwerken stellen die Wirtschaftskrise sowie die aktuellen Reformen zentrale Faktoren bei der Entscheidung für die Emigration dar, denn die Erfüllung innerfamiler Delegationen und Lebensprojekte wird eingeschränkt, seit der Lohn der Staatsangestellten so stark gesunken ist. Die niedrigen Gehälter und die duale Wirtschaft machen andere Wege attraktiver. Emigration wird somit in der kubanischen Gesellschaft mehr und mehr als «Karriereweg» und Möglichkeit zu sozioökonomischem Aufstieg in Betracht gezogen. Arbeit für den Staat lohnt sich kaum mehr. In der Folge wandern Ärzt/innen und Lehrer/innen in den Tourismusbereich oder in die Privatwirtschaft ab, in erster Linie aber ins Ausland. Hochqualifizierte emigrieren nach Deutschland teilweise aufgrund von Heiratsmigration, primär jedoch mit Hilfe deutscher Master- und Doktorandenprogramme.²⁶

25 Die offizielle Anerkennung der kubanischen Regierung durch die DDR im Jahr 1963 führte zu Kultur-, Wissenschafts- und Arbeitskräfteaustausch. Dies führte zu einer Präsenz von ca. 30 000 kubanischen Kontraktarbeitern zwischen 1975 und 1990, vgl. Sandra Gruner-Domic, «Zur Geschichte der Arbeitskräftemigration in die DDR. Die bilateralen Verträge zur Beschäftigung ausländischer Arbeiter (1961–1989)», in: *Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung (IWK)* 32 (1996) S. 204–230.

26 Rosa Brandhorst, «Postgraduate Students in Germany: Biographical Narratives about Educational Campaigns, Career Aspirations and Restrictions», in: *Compare: A Journal of Comparative and International Education* (2013): Special Issue: *Education, Mobility and Migration: People, Ideas and Resources*, im Erscheinen.

Auswirkungen der Migration

In der Familie Hernández entsteht wie in anderen untersuchten Familiennetzwerken durch die Sendung von Devisen und die Abhängigkeit von Letzteren ein rekonfiguriertes Machtgefälle. Die Emigranten/innen gelangen dabei in eine sehr machtvolle Position im innerfamilialen Gefüge. So verändert sich Marías Rolle wie oben erläutert vom schwarzen Schaf der Familie zur Familienunterstützerin. Ein anderer Interviewter kann durch die Migration nach Deutschland und das Senden von Devisen endlich die transgenerationale Aufstiegs- und Bildungsdelegation seiner Familie erfüllen. Die Verbindung im transnationalen Raum und der Rückbezug auf Kuba bieten für alle Interviewten eine besondere Ressource in Identifikationskrisen in Deutschland. Gleichzeitig hindert die aktuelle Position in der Familie viele – wie auch María – daran, nach Kuba zurückzukehren, denn die Angst, durch eine Rückkehr in die Position vor der Migration zurückzufallen, überwiegt.

Die Verbindung zu Familienmitgliedern im Ausland hat zentrale Auswirkungen auf das Leben der Familien in Kuba. Der Staatslohn wird durch die Höhe der *remesas* entwertet. Jene, die weiterhin einer geregelten staatlichen Arbeit nachgehen wie Malena, kämpfen in ihren Familien mit einem Statusverlust gegenüber ihren im Ausland lebenden Familienmitgliedern. Die Konstatierung des Einflusses der Migrant/innen ist für die in Kuba Zurückgebliebenen eine Ursache der Migration ins Ausland – besonders für die jüngere Generation (die 15- bis 30-Jährigen). So möchte Malena von María nach Deutschland eingeladen werden. Der 20-jährige Sohn eines Migranten eines anderen Familiennetzwerkes hat sich gänzlich vom System abgekehrt. Er lebt von den Geldrücksendungen seines Vaters. Eine Ausbildung und eine Arbeit für den Staat scheinen sich für ihn nicht zu lohnen, er findet hierfür weder finanzielle noch ideelle Anreize. Das Interesse an Konsumgütern steigt – und die Werte der Revolution gelten nicht mehr. In der Analyse der Familiennetzwerke zeigt sich, dass dies vor allem für die jüngere Generation zutrifft: Während die ältere Generation mit ihren geringen Renten wie etwa Marías Mutter Josefa ebenfalls von ihrem Kind im Ausland profitiert und zum Teil auch Auslöser der Migration ihrer Kinder war, so halten viele dennoch an alten Werten der Revolution wie Bildung und «ehrenwerte Arbeit» fest.

Durch die Verwandtschaft im Ausland erfahren die in Kuba zurückgebliebenen Familienmitglieder einen sozioökonomischen Aufstieg. Der Einfluss der Migrant/innen auf ihre Familien ist durchaus materiell konstruktiv. So gelingt es den Hernández, mit Marías Devisen das Familienhaus in Kuba aufzustocken. Andere Interviewte unterstützen ihre Familienmitglieder im Aufbau einer selbstständigen Tätigkeit, indem sie ihnen das Startkapital zur Verfügung stellen, oder sie übernehmen die Medizinkosten ihrer Eltern, denn durch das verschlechterte Gesundheits-

system sind nicht mehr alle Arzneimittel frei zugänglich. Sie leisten eine Art «Entwicklungs hilfe» und stopfen die Lücken des durch die Wirtschaftskrise und den Transformationsprozess angegriffenen kubanischen Sozialsystems, besonders in den Bereichen Ernährung, Wohnraum und Medizin. Gleichzeitig versorgen sie den Staat mit Devisen. Dies führt zu vermehrten Ungleichheiten und auch Neid im sozialen Umfeld, denn nur 40 Prozent der Bevölkerung hat Verwandte im Ausland. Obwohl derartige Aktivitäten (wie von Marías Familie praktiziert) von vielen als *jineterismo* verurteilt werden, nehmen sich grosse Teile der Bevölkerung ein Beispiel daran und erwägen Emigration als Weg der Familienversorgung. Dass Staatsfunktionäre und Ärzt/innen kein gutes Gehalt bekommen, birgt sozialen Sprengstoff. Gut ausgebildete Fachkräfte wandern in den Tourismus oder in die Privatwirtschaft ab, oder sie emigrieren. So wird Malena, wenn es ihr gelingt, ein Studium zu absolvieren, eventuell dennoch das Land verlassen. Zu den von mir Interviewten zählen Leiter/innen einer Krankenhausabteilung, Ingenieur/innen und Universitätsdozent/innen. Sie haben von dem Bildungssystem profitiert und eine freie Ausbildung erhalten und wandern nun aus, da sich ihre Arbeit für den Staat in ihrem Land nicht mehr lohnt. Neben diesem *external brain drain* durch Emigration erfolgt aber auch ein *internal brain drain* durch die Abwanderung Hochqualifizierter in andere Bereiche. Besonders das Gesundheitssystem und das Bildungssystem sind hiervon betroffen. Dies zieht eine Veränderung der Machtbalancen nach sich. Bislang machtvolle Berufsgruppen verlieren an Einfluss, während Migrant/innen und deren Familienangehörige an Macht gewinnen. Die Umschichtung der Gesellschaft führt zu einer Untergrabung kommunistischer Ideale und der Grundwerte der kubanischen Revolution.

Multilokalität und Transnationalität als Ressourcen in verwundbaren Lebensumständen

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass Marías Emigration, ihr transnationales Engagement und ihr multilokales Leben zwischen Kuba und Deutschland eine «erfolgreiche» Handlungsstrategie der Flucht aus einer verwundbaren Situation darstellt. Die Aufspaltung des räumlichen Lebensmittelpunktes auf zwei Orte bietet in Marías Fall eine besondere Ressource angesichts ihrer Aussenseiterposition in der Familie und dem Aufkommen der Wirtschaftskrise. Zum einen hilft Marías transnationales Engagement wie das Senden von *remesas* ihr, sich mit ihrer Familie zu versöhnen und ihrem Aussenseiterstatus zu entfliehen. Zum anderen helfen ihr die räumliche Aufteilung des Lebens zwischen Kuba und Deutschland durch jährliches Pendeln sowie die imaginäre Verbindung mit einem idealisierten Kuba und einer idealisierten Familie im Umgang mit Identität.

fikationskrisen und Machtlosigkeit in Deutschland. Multilokalität und imaginäre transnationale Verbindungen fungieren demnach im Falle Marías als Problemlösungsstrategie in Kuba und als Copingstrategie in Deutschland. Während eine «*vita activa* an mehreren Orten», also ein Lebensalltag verteilt auf mehrere Orte, die regelmäßig aufgesucht und «in einer mehr oder weniger grossen Funktionsteiligkeit genutzt werden»,²⁷ nur María möglich ist, ist für die Familienmitglieder in Kuba ein multilokales Leben zwischen Deutschland und Kuba wie oben erwähnt nicht möglich. In transnationale Verbindungen zwischen beiden nationalen Kontexten über die Imagination und über kulturelle und soziale «Rücksendungen» sind sie jedoch involviert.

Die Reise- und Emigrationsrestriktionen in Kuba führten dazu, dass die Konzepte von Multilokalität und Transnationalismus eine besondere Ausprägung erhielten: Lange war es eine einmalige Entscheidung, Kuba zu verlassen. Mit der Emigration verloren Kubaner/innen ihre Rechte als Staatsbürger, ihre Arbeitsstelle und ihr Privateigentum in Kuba.²⁸ Obwohl sich seit der Sonderperiode der 1990er Jahre die Verhältnisse hinsichtlich Migration entspannten und erstmals Genehmigungen für Auslandsaufenthalte ausgestellt wurden, so war bislang ein multilokales Leben nur den wenigsten Kubaner/innen im Ausland möglich. Für Kubaner/innen war selbst das Reisen ins Ausland aufgrund des bürokratischen und kostspieligen Verfahrens bislang ohne Kontakte und Hilfe aus dem Ausland kaum realisierbar. Mit der am 14. Januar 2013 in Kraft getretenen Reform des Migrationsgesetzes²⁹ änderte sich diese Situation jedoch. Der Schlüsselaspekt der Reform ist die Aufhebung der Reisebeschränkungen für Kubaner, genauer die Aufhebung der *Tarjeta Blanca* oder der Ausreisegenehmigung (*Permiso de Salida*). Kubaner/innen müssen demnach lediglich einen gültigen Reisepass und ein Visum für das Zielland besitzen. Dementsprechend reduzieren sich die Verwaltungskosten für die Ausreise oder das Leben im Ausland. Ein weiterer Fortschritt für kubanischen Emigrant/innen und ihre Familienangehörigen ist die Möglichkeit der Wiedereinbürgerung. Das Gesetz hebt das Einreiseverbot von Kabanern auf, die illegal das Land verlassen haben, wie den *Balseros* (Bootsflüchtlingen) oder den sogenannten *desertores de misiones* (Deserteur/innen aus Missionen) wie Sportler/innen, Musiker/innen oder Ärzt/innen, die gegen die Vereinbarung mit ihrem Arbeitgeber im Ausland geblieben sind. Zudem ist der *Permiso de Residencia en el Exterior*, die

27 Rolshoven, Woanders daheim, S. 181.

28 Jorge Duany, «Networks, Remittances, and Family Restaurants. The Cuban Diaspora from a Transnational Perspective», in: *Cuba. Idea of a Nation Displaced*, hrsg. von Andrea O'Reilly Herrera, New York: State University of New York Press, 2007, S. 164.

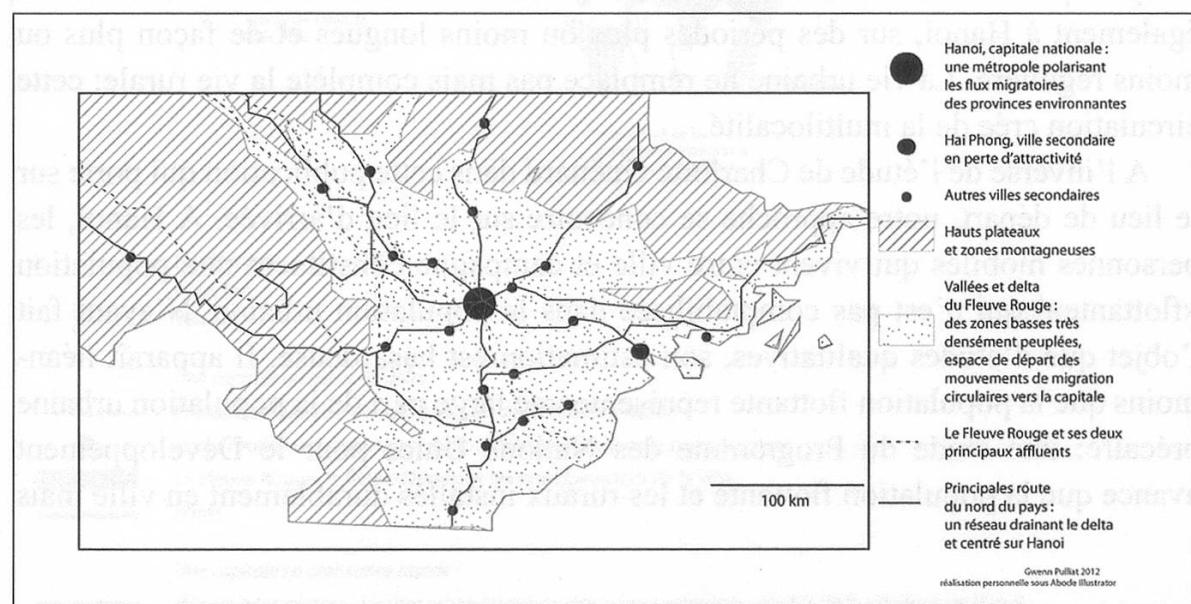
29 Decreto-Ley No. 302, Modificativo de la Ley No. 1312, «Ley de Migración» de 20 de Septiembre de 1976, in: *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, Ministerio de Justicia, Edición Ordinaria, Havanna, 16. Oktober 2012.

Aufenthaltsgenehmigung im Ausland mit dem neuen Gesetz von 11 auf insgesamt 24 Monate verlängert worden. Die Reform deutet zweifelsohne einen Paradigmenwechsel in der kubanischen Migrationspolitik an. Dennoch impliziert eine Ausreise oder ein längerer Aufenthalt im Ausland weiterhin ein kostspieliges und bürokratisch aufwendiges Verfahren. Eine multilokale Lebensweise ist damit bislang für die Mehrheit der kubanischen Bevölkerung keine Realität. Wie sich dies im kubanischen Transformationsprozess weiter gestalten und auf die Familiennetzerweke auswirken wird, bleibt abzuwarten.

Etre ici pour vivre mieux là-bas. Stratégies économiques et vulnérabilité alimentaire de la population flottante à Hanoi

Gwenn Pulliat

Sur une superficie deux fois inférieure à la Suisse, le delta du fleuve Rouge, au nord du Vietnam, accueille près de 20 millions d'habitants: c'est l'une des zones les plus densément peuplées d'Asie du Sud-Est, avec près de 1000 habitants par kilomètre carré. C'est autour de Hanoi, capitale politique du pays, que se structure ce vaste ensemble. Si les limites administratives de la province de Hanoi sont très extensives, la ville-centre ne regroupe qu'environ 2 millions d'habitants sur 5% du territoire, tandis que le reste de la province est occupé par des communes rurales et deux bourgs périphériques,¹ qui évoquent déjà l'organisation spatiale du delta du fleuve Rouge. Hanoi se présente donc comme une petite capitale au centre d'une vaste région densément peuplée.



Carte 1. Organisation spatiale du delta du fleuve Rouge: un espace densément peuplé polarisé par Hanoi.

1 La province de Hanoi est ainsi subdivisée en 9 arrondissements urbains, qui constituent la ville intra muros, 18 districts ruraux et 2 bourgs secondaires. La province regroupe ainsi au total près de 6,5 millions d'habitants sur une superficie de 3345 km². Données de l'Office général de la statistique, www.gso.gov.vn.

Les relations entre la capitale et le delta sont à la fois anciennes et intenses. La ville, qui a fêté en 2010 son millénaire, a rapidement joué le rôle de marché au profit des villages environnants: aux côtés de la citadelle s'est développé le quartier des Trente-Six Rues, où étaient commercialisés les denrées et l'artisanat produits dans l'hinterland de Hanoi.² Ces échanges se fondaient sur un va-et-vient des ruraux entre ville et campagne. Pourtant, cette circulation des biens et des personnes a été fortement entravée par la mise en place, au moment de l'indépendance (1954), d'un puissant dispositif de contrôle, associant un système d'enregistrement résidentiel et une obligation de déclarer à la police tout déplacement.

Cet intermède prit fin avec l'infléchissement politique du *Doi Moi* («Renouveau») à la fin des années 1980, qui a progressivement allégé ces dispositifs de contrôle. Les migrations ont alors vigoureusement repris: Hanoi connaît ainsi une croissance démographique moyenne de 4% par an,³ en majorité due à un solde migratoire très positif. Mais à ces *migrations*, définies selon les normes internationales comme un changement de résidence principale en dehors de la commune d'origine pour une durée d'au moins six mois,⁴ s'ajoute une intense *circulation* des personnes entre la capitale et le delta du fleuve Rouge. Le terme de «circulation» permet de mieux rendre compte de ces mouvements dans lesquels les personnes ne rompent pas avec leur lieu d'origine, elles y conservent leur résidence mais vivent également à Hanoi, sur des périodes plus ou moins longues et de façon plus ou moins régulière. La vie urbaine ne remplace pas mais complète la vie rurale: cette circulation crée de la multilocalité.

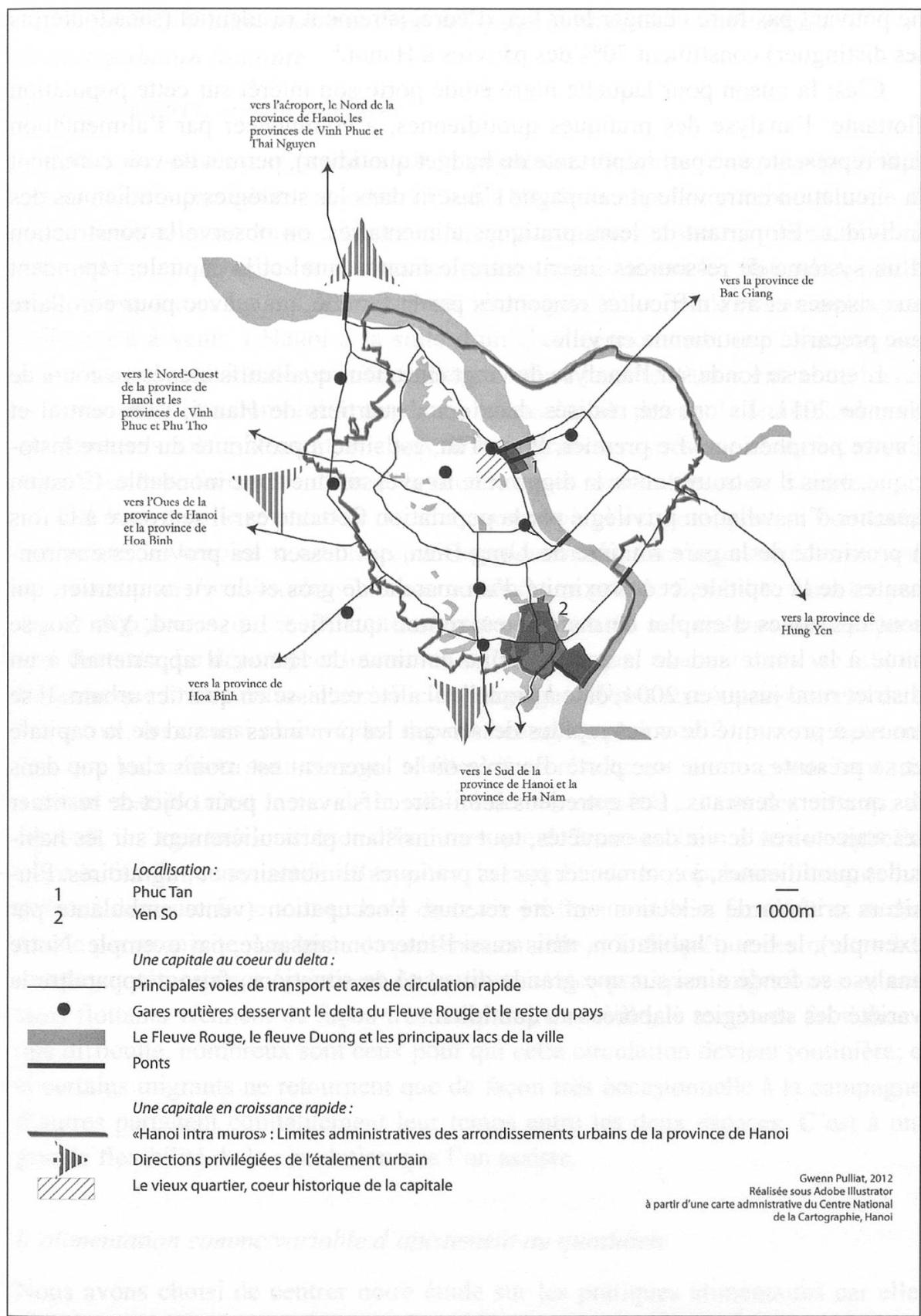
A l'inverse de l'étude de Charlotte Guénard dans cette publication qui porte sur le lieu de départ, notre approche se concentre sur le lieu d'arrivée. A Hanoi, les personnes mobiles qui vivent entre ville et campagne constituent une population «flottante»⁵ qui n'est pas comptabilisée dans la population urbaine. N'ayant fait l'objet que d'études qualitatives, son estimation est hasardeuse. Il apparaît néanmoins que la population flottante représente une large part de la population urbaine précaire: une étude du Programme des Nations Unies pour le Développement avance que la population flottante et les ruraux installés durablement en ville mais

2 Philippe Papin, *Histoire de Hanoi*, Paris: Fayard, 2001.

3 Franck Castiglioni, Jean-Michel Cusset et Patrick Gubry et al. (dir.), *La ville vietnamienne en transition*, Paris: Karthala, 2006, p. 314.

4 Patrick Gubry P., Thi Huong Lê et Thi Thiêng Nguyêñ, *L'urbanisation au Vietnam: que sait-on de la «population flottante»*, Hanoi: IRD, 2011.

5 Gubry et al., *L'urbanisation; Thi Thu Huong Luong, Tuan Ahn Nguyêñ, Jonathan Rigget Thi Dieu Dinh, «Becoming and Being Urban in Hanoi: Rural-Urban Migration and Relations in Vietnam»*, in: *Journal of Peasant Studies* 39:5 (2012) pp. 1103–1131.



Carte 2. Phuc Tan et Yen So: deux quartiers au cœur des circulations entre Hanoi et le delta du fleuve Rouge.

ne pouvant pas faire changer leur lieu d'enregistrement résidentiel (sans toutefois les distinguer) constituent 70% des pauvres à Hanoi.⁶

C'est la raison pour laquelle notre étude porte son intérêt sur cette population flottante: l'analyse des pratiques quotidiennes, à commencer par l'alimentation (qui représente une part importante du budget quotidien), permet de voir comment la circulation entre ville et campagne s'inscrit dans les stratégies quotidiennes des individus. En partant de leurs pratiques alimentaires, on observe la construction d'un système de ressources inscrit entre le monde rural et la capitale, répondant aux risques et aux difficultés rencontrés par la famille, mais avec pour corollaire une précarité quotidienne en ville.

L'étude se fonde sur l'analyse de vingt entretiens qualitatifs menés au cours de l'année 2011. Ils ont été réalisés dans deux quartiers de Hanoi, l'un central et l'autre périphérique. Le premier, Phúc Tân, est situé à proximité du centre historique, mais il se trouve entre la digue et le fleuve, sur une zone inondable. C'est un quartier d'installation privilégié par la population flottante car il se trouve à la fois à proximité de la gare routière de Long Bien, qui dessert les provinces environnantes de la capitale, et à proximité d'un marché de gros et du vieux quartier, qui sont des zones d'emploi de main-d'œuvre non qualifiée. Le second, Yên Sở, se situe à la limite sud de la zone urbaine continue de Hanoi; il appartenait à un district rural jusqu'en 2004, date à laquelle il a été reclassé en quartier urbain. Il se trouve à proximité de voies rapides desservant les provinces au sud de la capitale et se présente comme une porte d'entrée où le logement est moins cher que dans les quartiers centraux. Les entretiens semi-directifs avaient pour objet de restituer les trajectoires de vie des enquêtés, tout en insistant particulièrement sur les habitudes quotidiennes, à commencer par les pratiques alimentaires et migratoires. Plusieurs critères de sélection ont été retenus: l'occupation (vente ambulante par exemple), le lieu d'habitation, mais aussi l'interconnaissance, par exemple. Notre analyse se fonde ainsi sur une grande diversité de situations, faisant apparaître la variété des stratégies élaborées au quotidien.

6 Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), *Urban Poverty Assessment in Hanoi and Ho Chi Minh City*, Hanoi 2010.

La vulnérabilité alimentaire comme reflet des contraintes quotidiennes de la population flottante

Pourquoi migrer, comment migrer?

A défaut de statistiques précises sur la population flottante, l'enquête du PNUD estime qu'elle représenterait entre 13% et 18% de la population urbaine totale du pays: la circulation entre ville et campagne constitue donc un phénomène de grande ampleur. Quelles sont alors les raisons qui poussent les flottants à partir? Dans presque tous les cas, les personnes interrogées au cours de nos entretiens ont commencé à venir à Hanoi à la suite d'un choc économique: par exemple, une jeune femme a décidé de venir travailler en ville à la suite d'un accident du travail de son mari qui l'a immobilisé pendant plusieurs mois, privant la famille des revenus habituels. Généralement, le choix de la migration se présente comme une stratégie pour faire face à des difficultés économiques momentanées ou durables.

Dès lors, la ville se présente comme une ressource économique que l'on mobilise au gré des besoins: c'est un recours supplémentaire dans la gestion des moyens de subsistance (*livelihoods*). On observe ainsi une grande flexibilité dans les pratiques migratoires, qui révèle cette adaptation constante aux besoins de la population flottante. Le départ peut intervenir à n'importe quel moment de la vie: s'il est fréquent que la circulation entre ville et campagne débute au commencement de la vie active, on a aussi observé des départs beaucoup plus tardifs, par exemple une fois que les enfants sont devenus adultes. Il en résulte que les migrants sont très souvent mariés (c'est le cas de la totalité de nos enquêtés) et ont des enfants; de surcroît, il s'agit tout aussi bien d'hommes que de femmes. Loin d'être essentiellement le fait de jeunes actifs célibataires, la mobilité de la population flottante hanoïenne demeure forte tout au long de la vie professionnelle et familiale et se distingue par sa mixité. La durée de présence en ville et la fréquence des retours à la campagne témoignent également de la diversité des pratiques migratoires: si certains flottants viennent de façon très temporaire en ville, le temps de faire face à une difficulté, nombreux sont ceux pour qui cette circulation devient routinière; et si certains migrants ne retournent que de façon très occasionnelle à la campagne, d'autres partagent équitablement leur temps entre les deux espaces. C'est à une grande flexibilité de la circulation que l'on assiste.

L'alimentation comme variable d'ajustement au quotidien

Nous avons choisi de centrer notre étude sur les pratiques alimentaires car elles constituent un acte quotidien auquel est accordée une large part du budget: elles permettent ainsi de rendre compte de la façon dont sont réalisés certains arbitrages

au quotidien. Parmi nos enquêtés, le budget alimentaire représente en moyenne 28% des revenus: c'est l'un des principaux postes de dépenses, avec le logement et les envois à la famille. Pourtant, c'est bien moins important que la moyenne dans le delta du fleuve Rouge: le *Vietnam Households Living Standards Survey* de 2010⁷ estime que l'alimentation représente 51,8% des dépenses des ménages. Or, cela ne s'explique pas par des revenus moyens supérieurs (puisque les revenus de la population flottante semblent être un petit peu inférieurs à la moyenne des Hanoïens):⁸ on voit là l'existence d'une contrainte budgétaire qui porte sur l'alimentation. L'alimentation se révèle alors être un sujet de préoccupation majeur de la population flottante: l'enquête du PNUD montre que 75% des migrants craignent l'augmentation des prix alimentaires, et c'est le premier sujet de préoccupation cité par les personnes interrogées.

Faisant les courses sur une base quotidienne, voire pluri-quotidienne,⁹ la population flottante utilise ce poste de dépenses comme variable d'ajustement du budget. En effet, tous nos enquêtés s'emploient dans le secteur informel, sans contrat, sans sécurité: ils perçoivent des revenus fluctuants. C'est ce qu'illustrent les choix de Mme Thinh, 41 ans, qui vient à Hanoi depuis 10 ans:

Plusieurs fois par mois, je gagne moins de 20 000 VND [0,75€] dans la journée: alors je ne mange que des soupes chinoises ou des bun [pâtes de riz fraîches] sans rien, cela ne coûte que 2000 ou 3000 VND par repas.

Ainsi, quand les revenus sont plus bas que d'ordinaire, nos enquêtés réduisent d'abord le budget alimentaire: les dépenses de logement, comme l'épargne pour les envois à la famille, sont, elles, incompressibles. Toutefois, on observe essentiellement ce phénomène d'ajustement à la baisse: à l'inverse, quand les revenus sont plus élevés que d'ordinaire, nos enquêtés n'augmentent pas leur budget alimentaire quotidien, même quand ils déclarent en même temps qu'ils s'imposent une forte limitation.

La vulnérabilité alimentaire, témoin des contraintes quotidiennes

Cette utilisation de l'alimentation comme variable d'ajustement des dépenses au quotidien conduit un certain nombre des enquêtés à subir une très forte contrainte économique, qui se traduit périodiquement ou durablement par des situations d'insécurité alimentaire. Selon la définition du Sommet mondial de l'alimentation (1996), la sécurité alimentaire se caractérise par l'accès physique et économique

⁷ General Statistics Office of Vietnam, www.gso.gov.vn/default_en.aspx?tabid=515&idmid=5&ItemID=12426, visité en juillet 2012.

⁸ PNUD, *Urban Poverty*.

⁹ Paule Moustier, The Anh Dao et al., *Supermarkets and the Poor in Vietnam*, Hanoi: Malica, 2006.

	Groupe 1 Insécurité alimentaire	Groupe 2 Fragilité alimentaire	Groupe 3 Faible contrainte alimentaire
Degré de contrainte	Très forte contrainte budgétaire, imposition d'une limite quotidienne	Contrainte moyenne	Pas de restriction budgétaire sur l'alimentation
Nombre de repas par jour	2	3	3
Niveau de diversité	Faible: peu de viande/poisson notamment, peu de variété des denrées	Bonne diversité (consommation de tous les principaux groupes d'aliments)	Bonne diversité, choix des denrées, variabilité des produits de chaque groupe d'aliments
Budget alimentaire	<20 000 VND/j/pers (0,70€)	entre 25 et 30 000 VND/j/pers (1€)	>30 000 VND/j/pers (>1,1€)
Part alimentation dans le budget		> 40%	< 30%
Apport de denrées de la campagne	Choix quantitatif: pour réduire le budget (denrées de base surtout)		Choix qualitatif: pour améliorer la diversité, meilleure qualité, connaissance de l'origine
Nombre d'enquêtés concernés	8	5	7

Figure 1 – Pratiques alimentaires et degrés d'insécurité: les résultats d'enquête

de tous et à tout moment à une nourriture suffisante, de bonne qualité nutritionnelle, salubre et répondant aux préférences culturelles des individus. Or, 8 enquêtés de notre échantillon ne satisfont pas à ces conditions, et 5 autres se trouvent en position fragile, car consacrant une très grosse part du budget aux dépenses alimentaires.

Dans le premier groupe, on observe à la fois un défaut de quantité (avec seulement deux repas pris par jour) et de qualité, avec une faible diversité des produits consommés et une insuffisance de produits carnés et piscicoles (peu ou pas compensés par des protéines végétales). De surcroît, les personnes interrogées n'hésitent parfois pas à sacrifier la qualité sanitaire en achetant leurs plats (quand elles ne disposent pas de cuisine) chez des vendeurs dont elles doutent de l'hygiène, uniquement pour des raisons de coûts. On observe aussi un approvisionnement depuis la campagne: certains enquêtés apportent leur production (riz, fruits, notamment) en vue de réduire leurs dépenses urbaines.

Dans le second groupe, le régime alimentaire est plus diversifié mais les agents consacrent plus de 40% de leurs revenus quotidiens à l'alimentation, de sorte que les fluctuations de revenus ou l'apparition de dépenses supplémentaires se traduisent par un préjudice sur le plan alimentaire.

Au total, les deux tiers de notre échantillon se trouvent, à des degrés plus ou moins aigus, en situation de vulnérabilité alimentaire, c'est-à-dire qu'ils ont une capacité relativement faible à endurer les chocs qu'ils rencontrent¹⁰ qui, en conséquence, les mettent en situation d'insécurité alimentaire.

Changement de focale: les stratégies économiques à l'échelle du système ville-campagne

«Partir pour rester»:¹¹ une migration vers la ville au profit de la campagne

Les pratiques migratoires de la population flottante de Hanoi montrent qu'il n'y a pas de rupture entre la capitale et son hinterland, mais bien une complémentarité entre «ici» et «là-bas» qui est mise à profit. Celui qui choisit de migrer ne choisit pas de quitter le village d'origine: il s'agit seulement de mobiliser de nouvelles ressources, sans renoncer au cadre de vie d'origine. La migration s'inscrit en fait dans un modèle de diversification des moyens de subsistance: il s'agit de compléter les activités agricoles par d'autres types d'emploi, parfois au village et souvent en dehors, en ville.¹² Ainsi Mme Thuê, 51 ans, qui passe 15 jours par mois à Hanoi depuis deux ans:

Ma vie s'est améliorée depuis que je viens à Hanoi. A la campagne, je n'avais que les revenus du thé, qui ne sont pas très élevés, et j'avais beaucoup de temps libre inutile. Ici, je travaille, je gagne plus d'argent et grâce à cela, je peux rembourser mes dettes [emprunt pour faire construire la maison à la campagne]. Hanoi est un bon endroit pour travailler, même si la vie est plus agréable à la campagne.

C'est encore une grande variabilité du rapport à l'agriculture que l'on observe: parmi nos enquêtés, 9 n'ont plus d'activité agricole à la campagne, 11 en conservent une, soit uniquement pour la consommation familiale, soit comme activité économique à part entière. Presque tous, en revanche, ont encore des terrains agricoles, et s'ils ne les cultivent pas eux-mêmes, ils sont prêtés à des proches.

10 Pierre Janin, «La vulnérabilité alimentaire des Sahéliens: concepts, échelles et enseignements d'une recherche de terrain», in: *Espace géographique* 35:4 (2006) pp. 355–366.

11 Geneviève Cortès, *Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines, Bolivie*, Paris: IRD, 2000.

12 Christophe Gironde, «Réformes, croissance et augmentation des inégalités dans le delta du fleuve Rouge – Viêt Nam (1980–2000)», in: *Moussons* 13–14 (2009) pp. 269–308.

C'est cette mobilité de la main-d'œuvre qui a assuré, tout au long des deux dernières décennies, une réduction de la pauvreté particulièrement rapide.¹³ On n'observe pas d'exode rural massif, mais bien une circulation entre des espaces complémentaires qui permet de mobiliser des ressources économiques diversifiées, afin de réduire les risques auxquels la famille fait face, et d'augmenter sa résilience à la suite d'un choc. Ainsi, c'est essentiellement les adultes actifs qui migrent vers la ville, pendant que leurs dépendants, ascendants et descendants, demeurent à la campagne. La ville se présente comme un espace d'emploi alors que la campagne demeure le lieu de vie familiale. Ces relations entre Hanoi et son hinterland se rapprochent de ce qu'a observé Geneviève Cortès en Bolivie,¹⁴ bien que les pratiques quotidiennes soient différentes: il s'agit de «partir pour rester», dans notre cas d'aller à Hanoi afin d'assurer des revenus suffisants pour la famille à la campagne.

C'est ce qui permet également de comprendre que la migration est un élément parmi d'autres dans les stratégies de gestion des ressources. Les ressources urbaines, avec les statuts d'emploi précaires et les fluctuations des revenus, sont perçues comme hasardeuses:¹⁵ l'irrégularité des revenus, la faible durée des périodes d'embauche, mais aussi les exigences physiques des emplois souvent occupés par les flottants (beaucoup sont des travaux de force: vente ambulante, manutention, construction...), font que ces ressources urbaines ne sont pas considérées comme pérennes dans le long terme. De la sorte, la conservation des terres agricoles, même quand elles ne sont plus cultivées par le flottant ou sa famille nucléaire, assure une sécurité à longue échéance: si les revenus escomptés sont moindres que les revenus urbains, elles représentent une ressource potentielle, qui complète ou pourra se substituer aux activités urbaines si celles-ci venaient à n'être plus accessibles ou plus suffisamment rémunératrices. Il y a un arbitrage dans le temps et dans l'espace des ressources et des risques.

Une mobilité vers la ville au profit de la campagne

Si les pratiques migratoires de la population flottante sont diverses, elles présentent une caractéristique qui la distingue de la population *immigrée* en ville: l'objectif n'est pas de devenir citadin. Même quand ils viennent dans le long terme (en moyenne, nos enquêtés viennent en ville depuis douze ans), les flottants n'envisagent pas de rester en ville de façon définitive, de s'installer à Hanoi: c'est pour cela, par exemple, que, le plus souvent, les enfants demeurent à la campagne. Ils

13 Selon les données de l'Office général de la statistique, le taux de pauvreté (selon le seuil officiel) était, à l'échelle du pays, de 58% en 1993 contre 10,6% en 2010.

14 Cortès, *Partir*.

15 Luong et al., «Becoming and Being Urban in Hanoi».

gardent ainsi «un pied dedans, un pied dehors», pour reprendre l'expression de J.-L. Chaléard et A. Dubresson¹⁶ au sujet de la Côte d'Ivoire. Il y a une dissymétrie entre les deux espaces: c'est le logement à la campagne qui est considéré comme le véritable lieu de vie, tandis que le lieu d'habitation à Hanoi est peu investi, même quand le temps est majoritairement passé en ville. Dans cette forme d'habitat multilocal, l'un des espaces est considéré comme le lieu d'ancrage et l'autre davantage comme un lieu de passage.

En effet, l'objectif de la population flottante qui se rend à Hanoi est d'améliorer (ou de restaurer) les conditions de vie à la campagne. C'est là-bas que les profits réalisés à la ville s'investissent: en rénovant la maison, en finançant la scolarité des enfants restés à la campagne, en accumulant un pécule en vue d'y créer une nouvelle activité. La ville est une ressource *au profit de la campagne*: il s'agit donc de réduire les dépenses en ville afin de maximiser les ressources pour le village. On le voit dans les discours de nos enquêtés: très souvent, quand on les interroge sur leurs revenus, ils indiquent ce qu'ils gagnent déduction faite des frais de logement et d'alimentation, et ce sans même le préciser. Les dépenses afférentes à la vie en ville sont considérées comme des inputs que l'on déduit pour ne considérer que les gains nets. Une part importante de ces gains est envoyée à la campagne. Parmi nos enquêtés, les trois quarts au moins envoient de l'argent à la famille, en moyenne 29% des revenus urbains, ce qui en fait le premier poste de dépenses des flottants. L'objectif en ville est d'accumuler une épargne pour financer les dépenses à la campagne, ce qui renvoie à un motif classique de migration. Ainsi, en dépit de frais de logement nettement plus élevés, les flottants épargnent plus que les résidents.¹⁷ Ce caractère prioritaire des envois à la famille est, par exemple, très explicite dans les propos de Mme Chinh, 62 ans:

Je fixe un budget de 15 000 dongs par jour pour me nourrir, car je dois économiser de l'argent. J'économise le plus possible sur le budget alimentaire, sinon il ne me reste presque plus rien à envoyer à la famille. Pour le moment, je parviens à envoyer minimum un million [environ 35€] tous les mois, et pour cela je réduis au maximum toutes les dépenses. C'est nécessaire pour payer l'école des deux petits-enfants, parce que mon fils ne gagne pas assez bien sa vie pour assurer toutes les dépenses de la famille. Je fais d'autant plus attention à mes dépenses que récemment, un autre petit-fils a eu un accident de moto, il a eu la jambe cassée. Je leur ai donné 4 millions de dongs [environ 140€], c'était toute mon épargne.

16 Jean-Louis Chaléard et Alain Dubresson, «Un pied dedans, un pied dehors: à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire», in: *Tropiques. Lieux et Liens*, dir. par Florence Pinton, Montpellier: ORSTOM, 1989, pp. 277-290.

17 Villes en transition Vietnam, Centre for Sociology and Development Studies Ho Chi Minh City et Institute of Sociology Hanoi, *Impact of Existing Residence Registration Policy on Urban Poverty Alleviation*, Ho Chi Minh City: Centre for Sociology and Development Studies, 2005.

Dès lors, on voit que la minimisation des dépenses urbaines est un objectif des flottants à Hanoi: cela donne une nouvelle lecture de la précarité de leurs conditions de vie en ville.

Une nouvelle lecture de la précarité quotidienne de la population flottante

On comprend ainsi pourquoi une augmentation des revenus ne conduit pas à un allègement de la contrainte sur le budget alimentaire. La population flottante organise ses moyens de subsistance de telle sorte que la majeure partie des bénéfices vient de la ville et va s'investir à la campagne. Les flottants élaborent alors des stratégies économiques pour réduire les coûts urbains. Une augmentation des revenus ne conduit pas les flottants à améliorer leurs conditions de vie à la ville: elle est utilisée pour augmenter les envois à la famille ou créer une épargne.

Dès lors, si la restriction du budget alimentaire qui débouche sur des situations d'insécurité relève d'une contrainte forte pour les personnes les plus défavorisées, pour d'autres elle doit s'interpréter comme un choix fait pour améliorer les conditions de vie, la diversité des activités, la formation des enfants: un choix qui permet d'augmenter dans le long terme la capacité de la famille à faire face à des difficultés. La vulnérabilité alimentaire du flottant à Hanoi dans le court terme permet d'assurer une moindre vulnérabilité de sa famille à la campagne, et d'accroître sa résilience dans le long terme. La médiocrité des conditions de vie à la ville est au fondement de ces améliorations, elle est parfois choisie, comme la précarité des emplois dans le secteur informel qui permet de rester mobile.¹⁸ Cette précarité des conditions de vie est un arrangement qui s'inscrit dans le mode de vie multilocal de la population flottante.

Une vie multilocale assise sur des structures particulières

Des migrations de proximité

La vie multilocale de la population flottante de Hanoi se fonde sur des relations étroites entre la capitale et son hinterland, relations qui sont permises par la proximité géographique. Ainsi, à Hanoi, plus de 80% des migrants viennent du delta du fleuve Rouge,¹⁹ et les autres viennent surtout de la région nord du pays.²⁰ Cette

18 Agergaard et Vu ont observé des porteuses au marché de Long Bien qui ont renoncé à des emplois stables et un peu mieux rémunérés car elles n'auraient plus été en mesure de circuler facilement entre ville et campagne, ce qui permet de concilier vie familiale rurale et vie active urbaine. Voir Jytte Agergaard et Thi Thao Vu, «Mobile, Flexible, and Adaptable: Female Migrants in Hanoi's Informal Sector», in: *Population, Space and Place* 17:5 (2011) pp. 407–420.

19 Villes en transition et al., *Impact*.

20 C'est là une distinction forte avec Ho Chi Minh Ville, qui attire, elle, des migrants de tout le pays (y compris du nord).

proximité facilite les arrangements multilocaux, parce qu'ainsi les flottants sont en mesure d'assurer à la fois leurs obligations (notamment familiales) à la campagne et leurs activités professionnelles à la ville. Dans nos enquêtes, les temps de trajet en bus ou à moto sont généralement compris entre 1 et 3 heures, et le choix d'un logement à proximité d'une grande gare routière (Long Bien pour le quartier de Phúc Tân, Giap Bat pour le quartier de Yên Sở) n'est pas fortuit: il s'agit de pouvoir à tout moment se déplacer. Les flottants sont ainsi virtuellement dans les deux espaces simultanément, et gèrent leurs activités et leurs déplacements en fonction des événements, des besoins et des opportunités qui se présentent dans l'un ou l'autre de leurs lieux de vie. C'est ce qui permet de réduire les tensions entre l'«être ici» et l'«être là-bas».

Cette proximité est un critère de choix important dans les stratégies professionnelles. Ainsi, un enquêté, M. Khuong, 54 ans, originaire de Hung Yên, province limitrophe de Hanoi, a commencé à migrer vers la ville pour travailler vers l'âge de 30 ans. Il s'est d'abord dirigé vers Hanoi, puis a suivi un cousin à Hô Chi Minh Ville. Là, il trouvait plus facilement des emplois plus rémunérateurs que la vente ambulante qu'il exerçait à Hanoi. Mais la capitale économique du sud se trouve à plus de 30 heures de train de Hanoi, de sorte qu'il a dû se résoudre à rentrer au nord: il n'était en effet pas en mesure d'assister aux cérémonies de la famille, alors que, en tant que fils aîné, il lui appartient de s'occuper de ses parents et d'organiser les fêtes en l'honneur des ancêtres. C'est donc la contrainte familiale qui l'a fait revenir à Hanoi; dans le sud, le temps et le coût du transport ne permettaient pas une circulation facile entre ville et campagne.

La flexibilité des conditions de vie à la ville

La population flottante s'emploie essentiellement dans le secteur informel (travail non déclaré aux services de l'Etat, sans contrat, sans aucune sécurité). Ces flottants occupent des emplois variés – parmi nos enquêtés, on trouve des vendeurs ambulants, des manutentionnaires au marché de gros de Long Bien, mais aussi des personnes travaillant, par exemple, sur des chantiers de construction– mais qui tous se caractérisent par leur souplesse dans l'organisation du temps de travail: ces travaux, effectués à la tâche ou sur de courtes périodes d'emploi, permettent aux personnes de se déplacer et de retourner à la campagne quand elles le souhaitent, puis de reprendre leur emploi à leur retour à Hanoi. La précarité de l'emploi assure la mobilité de la population flottante.

De façon symétrique, les conditions d'habitat sont précaires mais flexibles. Le principal mode de logement de la population flottante est la location de chambres chez l'habitant. Partout dans la ville, on trouve des chambres à louer au sein des lo-

gements des résidents, ou bien dans des bâtiments accolés au logement du propriétaire, construits spécifiquement pour être loués. Les migrants louent alors soit une chambre individuelle, sur une base mensuelle, soit une place dans une chambre collective, partagée entre trois, quatre, parfois jusqu'à douze personnes, sur une base quotidienne (ce dernier cas semble être le plus fréquent: la moitié de nos enquêtés se logent de la sorte). Cette organisation du logement permet de quitter la ville momentanément à moindre coût, et l'importance de l'offre de ce genre de logement assure aux flottants de pouvoir retrouver à se loger très facilement à leur retour à Hanoi. Ces logements de piètre qualité (un tiers de nos enquêtés n'ont aucun lieu où cuisiner), avec des surfaces par personne minuscules,²¹ sont relativement peu onéreux, permettent une grande souplesse dans le lieu de vie et favorisent la mobilité entre ville et campagne.

Au total, les formes précaires d'emploi et d'habitat constituent le socle sur lequel la population flottante peut s'appuyer pour mobiliser des moyens d'existence à la fois urbains et ruraux, pour développer sa vie multilocale.

D'intenses réseaux de solidarité

Si la décision de migrer se fonde le plus souvent sur un calcul économique, il est rare qu'il s'agisse d'une démarche isolée: presque toujours, la personne qui migre accompagne quelqu'un de sa connaissance qui circule déjà entre Hanoi et le village, elle rejoint un proche qui l'aide, à l'arrivée, à se loger et à trouver un emploi. Mme Noi, 50 ans, qui vient à Hanoi depuis seize ans, témoigne du rôle déclencheur qu'a ce proche:

J'ai décidé de venir travailler à Hanoi parce qu'avec quatre enfants, nous avions besoin d'argent. A la campagne, il n'y avait que la culture de riz, ça manquait d'activité. Quand les enfants ont grandi et sont rentrés à l'école, je voulais mettre à profit le temps que j'avais. Ma belle-sœur venait travailler à Hanoi depuis quelque temps, j'ai décidé de la suivre pour venir voir comment ça se passait. J'ai vu qu'on pouvait gagner l'équivalent de 7 kg de riz par jour, ça m'a semblé être un bon revenu, donc j'ai continué à venir.

Nos enquêtés soulignent que, s'il est désormais facile de trouver un logement sans connaissances (il suffit de demander aux riverains dans la rue où trouver des chambres à louer), il est plus compliqué de s'insérer dans les activités professionnelles. Ainsi, par exemple, les manutentionnaires du marché de Long Bien ont été introduits par une connaissance qui, les premiers jours de travail, leur montre le

21 L'enquête du PNUD cite 8,4 m² par personne pour les migrants contre 20,3 m² pour les résidents. Dans nos enquêtes, ces chiffres semblent correspondre à ce que l'on a pu observer à Yên Sở, à la limite de la zone urbaine, mais paraissent éloignés de la situation en centre-ville: à Phúc Tân, il faut probablement les diviser par deux.

fonctionnement, leur indique les vendeurs qui embauchent, leur précise les prix habituels, les insère dans un réseau de connaissances qui assure une fonction de protection contre les violences et les vols. Souvent, l'ancien et le nouveau flottants continuent par la suite de travailler ensemble. On assiste à la construction de réseaux économiques fondés, le plus souvent, sur l'apparentement. De la sorte, l'entrée dans la ville se fait à l'aide de ce réseau qui sert de catalyseur à la migration:²² à peine 10% des flottants ne connaissaient personne sur leur lieu d'arrivée avant de migrer.²³ Ces réseaux s'élargissent grâce à une interconnaissance villageoise qui assure une confiance mutuelle: ainsi, M. Khuong explique que c'est une très bonne chose que dans la maison qu'il habite, il n'y a que des personnes qui viennent de son village: il peut donc laisser son vélo dans la cour sans risquer de se faire voler ses marchandises. Une même origine géographique assure cette confiance. Cela construit un capital social spatialisé, c'est-à-dire un réseau d'entraide mobilisable associé à un territoire donné (un village d'origine et un quartier d'arrivée). Ce capital social est fondé sur l'entre-soi et se trouve associé à la création d'un petit chez-soi en ville, où les solidarités villageoises demeurent.²⁴

Si le réseau structure la vie à la ville, la solidarité joue également du côté du village. La décision de migrer est généralement prise à l'échelle du ménage dans son entier; ce n'est que rarement un choix individuel. Le rôle des autres membres de la famille est particulièrement important quand les enfants demeurent à la campagne tandis que les deux parents migrent vers la ville: ils sont alors confiés aux grands-parents ou à d'autres proches, qui en assurent l'éducation au quotidien. On observe là une répartition des tâches tant sur le plan spatial que sur le plan familial: c'est à l'échelle de la famille relativement élargie que sont construites les stratégies économiques. Cette solidarité familiale est une condition fondamentale de la vie multilocale.

L'entretien de ces réseaux a alors un coût: il convient en effet d'apporter son aide (financière) aux proches qui se trouvent dans le besoin, comme de participer (financièrement encore) aux cérémonies (mariages, funérailles, naissances, anniversaires de décès, etc.). On observe de façon symptomatique que la fréquence des retours à la campagne dépend largement des cérémonies qui y sont organisées: les flottants rentrent à la campagne pour y participer. Ces échanges et cette circulation

22 Frédéric Landy, «Migrations et enracinement dans le Maidan», in: *Les attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud*, dir. par Jean-Louis Racine, Paris: Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1994, pp. 79–141.

23 Li Tana, *Peasants on the Move: Rural-Urban Migration in Hanoi Region*, Singapore: Institut of South East Asian Studies, 1996.

24 Ces lieux d'habitation partagés sont complètement intégrés au tissu urbain: il n'y a pas au Vietnam, comme on l'observe en Chine, de «villages» dans la ville où vivent presque exclusivement des migrants d'origine rurale.

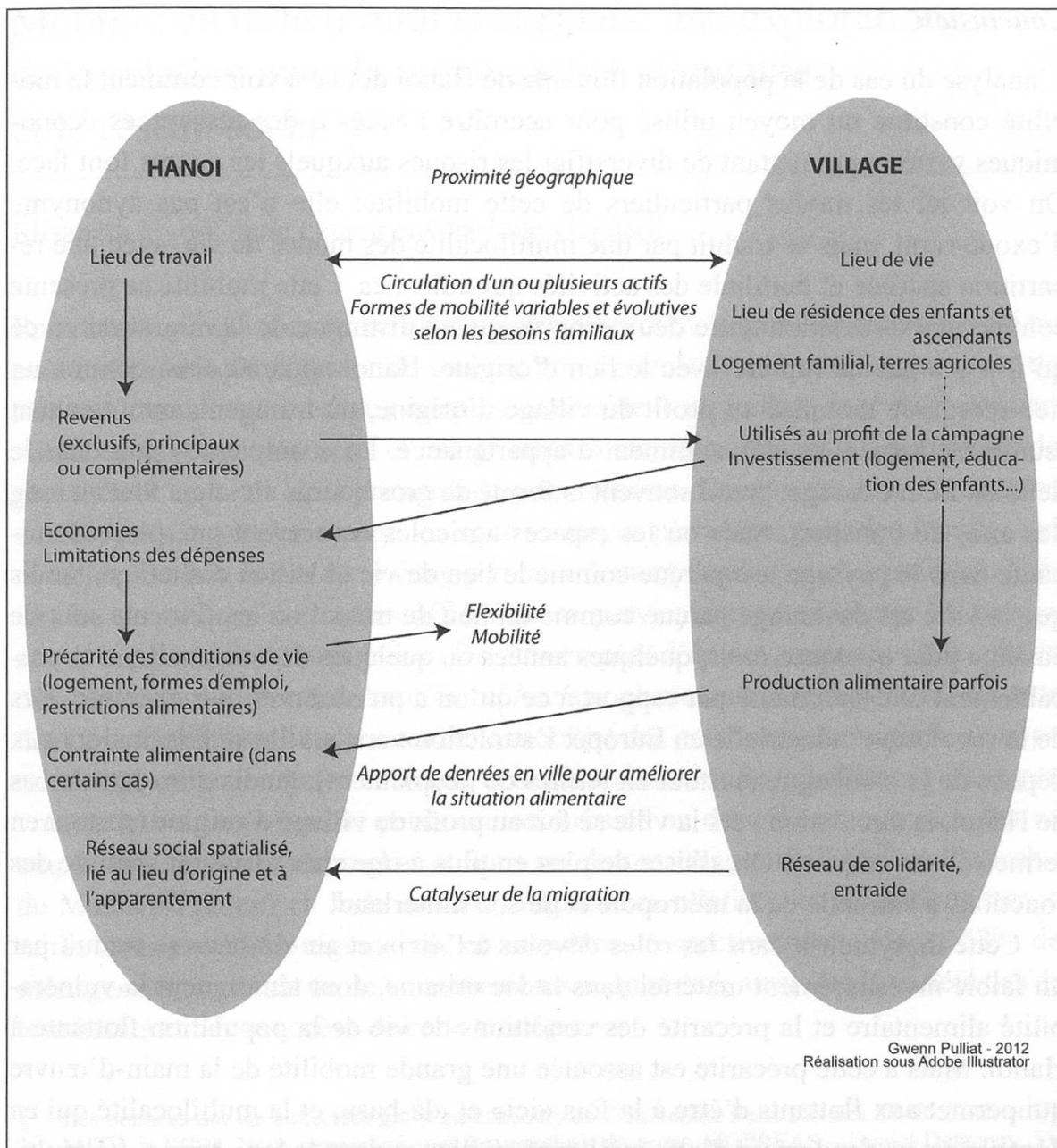


Figure 2. La multilocalité de la population flottante à Hanoi: une circulation entre deux espaces différenciés et complémentaires.

monétaire au sein de la famille élargie et des réseaux amicaux fondent ensuite l'entraide qui permet les arrangements que l'on a vus. L'entretien de ces réseaux sociaux ouvre ainsi un horizon économique plus large qui réduit la vulnérabilité de la famille en l'absence de sécurité sociale efficace.

Conclusion

L'analyse du cas de la population flottante de Hanoi donne à voir comment la mobilité constitue un moyen utilisé pour accroître l'accès à des ressources économiques variées, permettant de diversifier les risques auxquels les agents font face. On voit ici les modes particuliers de cette mobilité: elle n'est pas synonyme d'exode rural, mais se traduit par une multilocalité des modes de vie, avec une répartition spatiale et familiale des activités quotidiennes. Cette mobilité se présente comme une circulation entre deux espaces qui se distingue de la migration en ce qu'il n'y a pas de rupture avec le lieu d'origine. Hanoi apparaît ainsi comme un lieu-ressource mobilisé au profit du village d'origine, où les agents maintiennent leur enracinement et leur sentiment d'appartenance. La «campagne» qui, dans le delta du fleuve Rouge, prend souvent la forme de gros bourgs s'étalant tout au long des axes de transport, mais où les espaces agricoles conservent une place dominante dans le paysage, est perçue comme le lieu de vie et le lieu d'ancrage, tandis que la ville est davantage perçue comme un lieu de travail où les flottants sont de passage pour quelques mois, quelques années ou quelques décennies. Il y a là probablement une spécificité par rapport à ce qu'on a pu observer, par exemple, lors de la révolution industrielle en Europe: l'attraction vers la ville se faisait alors aux dépens de la campagne (surtout en termes de peuplement), tandis que, dans le cas de Hanoi, la circulation vers la ville se fait au profit du village d'origine (surtout en termes économiques). On assiste de plus en plus à une spécialisation spatiale des fonctions à l'échelle de la métropole et de son hinterland.

Cette dissymétrie dans les rôles dévolus à l'«ici» et au «là-bas» se traduit par un faible investissement matériel dans la vie urbaine, dont témoignent la vulnérabilité alimentaire et la précarité des conditions de vie de la population flottante à Hanoi. Mais à cette précarité est associée une grande mobilité de la main-d'œuvre qui permet aux flottants d'être à la fois «ici» et «là-bas», et la multilocalité qui en découle est au fondement d'une meilleure résilience dans le long terme. La multilocalité participe de la sorte à la diffusion spatiale des bénéfices de la croissance économique, qui tendent à se concentrer dans les pôles urbains: ainsi, selon l'étude du groupe Villes en transition,²⁵ 95% des migrants estiment que leur vie s'est améliorée.

25 Villes en transition et al., *Impact*.

Mobilité en milieu rural sénégalais: une exploration de la relation avec la vulnérabilité alimentaire et le réseau social¹

Elisabeth Hyo-Chung Chung et Charlotte Guénard

En Afrique subsaharienne, on estime entre 30 et 50% la part des revenus de la population rurale qui provient de sources non agricoles² et à environ un quart des revenus totaux la part de ceux qui proviennent de la migration, avec de fortes variations en fonction des lieux et des groupes socio-économiques.³ La mobilité des personnes⁴ apparaît ainsi primordiale pour générer des revenus complémentaires aux activités, agricoles ou non, en zone rurale, en particulier pour des familles vulnérables. De fait, la vie des ménages ruraux devient de plus en plus multilocalisée. Or, les statistiques nationales officielles ne parviennent pas à capter les mouvements temporaires de population. De plus en plus d'études, même si elles sont encore rares, mobilisent des données *ad hoc* sur plusieurs villages pour documenter deux manifestations importantes de la mobilité des personnes: la migration temporaire entre milieux urbains et ruraux et les déplacements de travailleurs ruraux pauvres de leur village vers de petits centres urbains ou des villes moyennes. Par exemple, le travail de Deshingkar et Start sur douze villages de l'Andhra Pradesh et du Madhya Pradesh en Inde montre l'importance relative des migrations temporaires dans ces deux régions où, en moyenne, respectivement 25% et 52% des ménages ont au moins un de leurs membres en mobilité, ainsi que la variété des déterminants et des «succès» de cette stratégie.⁵

1 Les données ont été collectées grâce au concours de l'Université Paris 1 et des UMR DIAL et UR-MITE de l'IRD. Nous remercions tous les membres du projet MOPREAS – Daniel Delaunay, Florence Boyer, Pierre Janin, Mathias Kuépié, Laure Pasquier-Doumer, Anne-Sophie Robilliard et Christophe J. Nordman pour leur collaboration à la phase d'adaptation du protocole d'enquête en milieu rural et/ou durant la phase d'enquête, ainsi que Julia Vaillant pour son aide aux premiers traitements statistiques. Les erreurs sont de la responsabilité des auteures.

2 Raphaël Beaujeu, Mickael Kolie, Jean-François Sempere et al., *Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne*, Paris: Agence française de développement, Collection A savoir, n° 5, avril, 2011.

3 Arjan de Haan, *Migration in the Development Studies: Has It Come Out of Its Marginality Literature?*, Helsinki: UNU-WIDER, 2006, ePaper.

4 La migration est un mouvement résidentiel – il y a déménagement partiel ou total – d'un lieu à un autre lieu, la plupart du temps avec passage d'une frontière administrative, pour une période «significative» (variable selon les auteurs, souvent pour une durée d'au moins 6 mois), tandis que la mobilité englobe aussi d'autres formes de déplacements (par exemple dans le cadre du travail saisonnier) qui ont leur importance dans une étude des dynamiques de développement, notamment en matière d'emploi.

5 Priya Deshingkar et Daniel Start, *Seasonal Migration For Livelihoods, Coping, Accumulation And Exclusion*, Overseas Development Institute Working Paper 220, London: ODI, 2003.

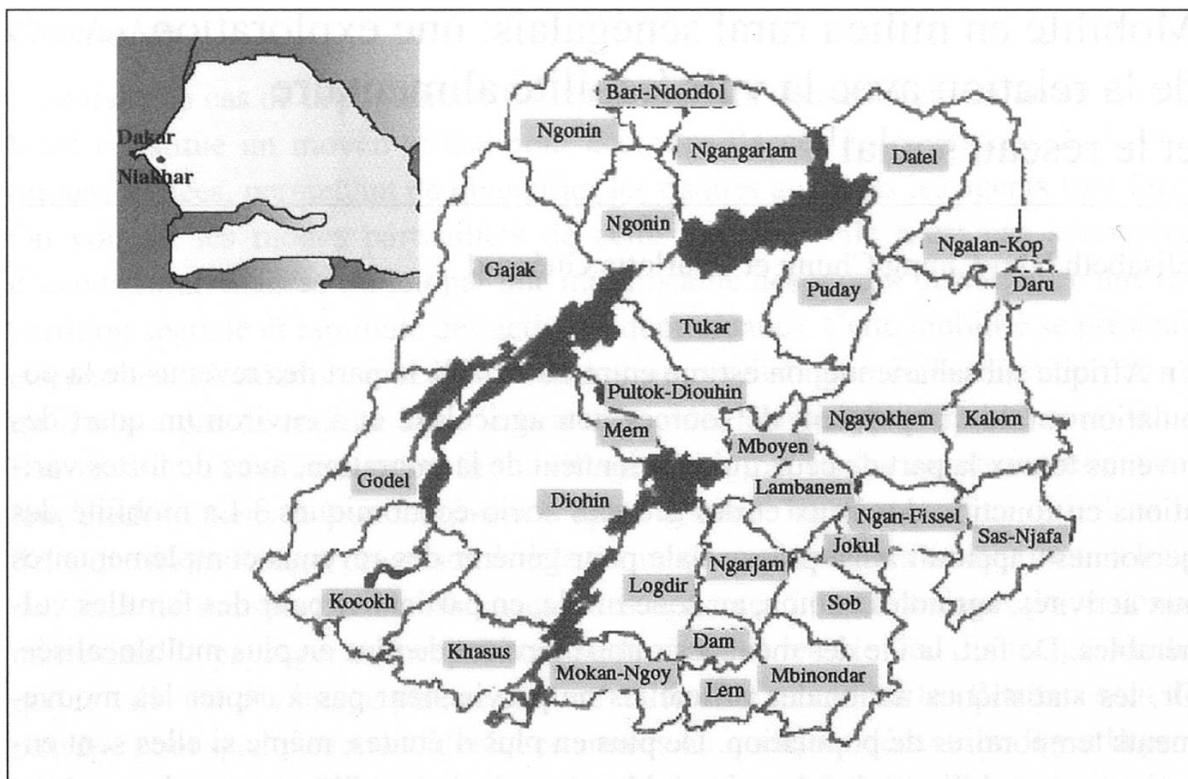


Figure 1. Carte du Sénegal situant la zone de Niakhar et ses principales localités. (La localité de Niakhar ne fait pas partie des localités enquêtées; elle ne fait pas non plus l'objet du recensement de population de l'observatoire de Niakhar.)

Source: C. Danian, IRD, 2000.

Il n'en reste pas moins que les politiques nationales continuent d'ignorer ce phénomène d'individus et de familles partiellement ou temporairement «en mobilité» dont l'accès aux services de base est plus difficile encore que pour les sédentaires. D'un point de vue des politiques publiques, il est, de surcroît, regrettable de constater qu'il s'est surtout agit jusqu'à présent, en Inde mais également en Chine et ailleurs, de contrôler les mobilités considérées comme déstabilisantes plutôt que de les appréhender comme une option viable pour sortir de la pauvreté. Pourtant, la mobilité interne et temporaire des individus est un phénomène majeur, sans doute en augmentation (même s'il est mal mesuré) compte tenu des coûts décroissants des moyens de communication (transports, réseaux), à tel point qu'elle a pu être qualifiée de véritable «institution locale» par Guilmoto⁶ dans le contexte rural de la région de Saint-Louis du Sénegal.

6 Christophe Z. Guilmoto, «Institutions and Migrations: Short-Term versus Long-Term Moves in Rural West Africa», in: *Population Studies* 52:1 (1998) pp. 85–103.

L'analyse empirique proposée ici s'inscrit dans cette problématique générale de la mobilité de populations rurales, dans un contexte de vulnérabilité des ménages. La mobilité est étudiée à travers la mobilisation de données rétrospectives annuelles au départ de la zone de Niakhar, dans le département de Fatick au Sénégal, à forte tradition migratoire vers le reste du pays.

A travers l'étude des mobilités des hommes et des femmes de la région de Niakhar, on tente de répondre aux questions suivantes: quels sont les principaux motifs des mobilités entre zones rurales et urbaines? Quels sont les déterminants socio-démographiques de la mobilité des individus au départ de cette petite zone rurale? Les individus appartenant à des ménages vulnérables au niveau alimentaire sont-ils plus susceptibles d'être mobiles dans l'année? Quel est le rôle de la fratrie, des réseaux sociaux dans ces mobilités?

Après un tour d'horizon des connaissances actuelles sur les migrations africaines,⁷ on s'attache à caractériser les ménages enquêtés, en termes de mobilité et d'emplois occupés notamment. Enfin, une recherche exploratoire des déterminants de la mobilité est menée.

Les mobilités au sud et à l'ouest du Sahara: état de la recherche

Des mobilités entre milieux, temporaires pour «faire face ou survivre»

La plupart des études sur l'Afrique se sont focalisées sur les mouvements internes de population (Lucas sur le Botswana⁸; Agesa et Agesa sur le Kenya⁹) ou au niveau sous-régional, entre pays, sur la base d'enquêtes transversales (Konseiga, sur les migrations entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso en 2000 et 2002¹⁰) ou d'enquêtes biographiques comme dans le cadre du «Réseau Migrations et Urbanisation

7 Ce tour d'horizon ne se veut pas exhaustif; en particulier, il n'aborde que très partiellement les travaux qui se concentrent sur la diversification des revenus par des activités non-agricoles, via une migration le cas échéant. Pour une bonne revue de cette littérature, se reporter à Francesca Marchetta, «Migration and nonfarm activities as income diversification strategies: the case of Northern Ghana», in: *Canadian Journal of Development Studies* 34:1 (2013) pp. 1–21. Il ne fait pas non plus une recension des travaux portant sur les transferts en tant qu'instrument de diversification des risques; sur cette question, le lecteur peut se référer par exemple à l'article de Jean-Paul Azam et Flore Gubert, «Those in Kayes: The Impact of Remittances on Their Recipients in Africa», in: *Revue Economique* 56:6 (2005) pp. 1331–1358.

8 Robert E.B. Lucas, «Migration Amongst the Batswana», in: *Economic Journal* 95:378 (1985) pp. 358–382.

9 Jacqueline Agesa et Richard U. Agesa, «Gender Differences in the Incidence of Rural to Urban Migration: Evidence from Kenya», in: *Journal of Development Studies* 35:6 (1999) pp. 36–58; Jacqueline Agesa et Richard U. Agesa, «Sources of Gender Difference in Rural to Urban Migration in Kenya: Does Human Capital Matter?», in: *Applied Economics Letters* 12 (2005) pp. 705–709.

10 Adama Konseiga, «Household Migration Decisions as Survival Strategy: The Case of Burkina Faso», in: *Journal of African Economies* 16:2 (2006) pp. 198–233.

en Afrique de l'Ouest (REMUAO).¹¹ A propos plus spécifiquement des migrations ouest-africaines, il a d'ores et déjà été établi, à partir d'enquêtes nationales et de recensements de population, qu'elles ont pour principale caractéristique d'être des migrations de travail temporaires ou circulaires. Néanmoins, rares sont les études qui mentionnent les durées d'absence des migrants temporaires: l'étude de Konseiga sur 48 villages burkinabés situés dans une des régions les plus affectées par la sécheresse estime en moyenne cette durée à 7 mois.¹² Hampshire constate une durée médiane de 5 mois après la récolte des céréales à partir d'enquêtes sociologiques sur les Peuls du Nord-Burkina.¹³

En Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, l'émigration rurale tend à décliner depuis les années 1980 tandis que les migrations des villes vers les campagnes s'amplifient. «Il semble (...) qu'un renversement de tendance se dessine depuis le milieu des années 1980, les villes (ou certaines villes) devenant déficitaires dans la balance des échanges migratoires internes.»¹⁴ Globalement, la moitié des migrations ouest-africaines¹⁵ se sont faites entre deux milieux différents (capitales, villes principales, villes secondaires, milieu rural).¹⁶ Enfin, des études de cas ont montré que les migrations de retour vers les villages peuvent être très importantes, notamment en période de crise comme ce fut le cas dans les années 1990 en réaction aux conséquences sociales de l'ajustement structurel.¹⁷

Le bilan que l'on peut tirer des mobilités du point de vue des conditions de vie révèle des situations contrastées. Le fait d'être en mobilité peut révéler une stratégie «pour faire face» (*coping strategy*), voire une stratégie «de survie» (*survival strategy*) mais peut être également un choix favorable à l'amélioration des conditions de vie (*cumulative strategy*) pour reprendre les termes usuellement utilisés

11 Cris Beauchemin et Philippe Bocquier, «Migration and Urbanization in Francophone West Africa: An Overview of the Recent Empirical Evidence», in: *Urban Studies* 41:11 (2004) pp. 2245–2272. Philippe Bocquier et Sadio Traoré, *Urbanisation et dynamique migratoire en Afrique de l'Ouest. La croissance urbaine en panne*, Paris: L'Harmattan, 2000.

12 Konseiga, «Household».

13 Kate Hampshire, «Fulani on the Move: Seasonal Economic Migration in the Sahel as a Social Process», in: *Journal of Development Studies* 38:5 (2002) pp. 15–36.

14 Cris Beauchemin, «Pour une relecture des tendances migratoires internes entre villes et campagnes: une étude comparée Burkina Faso-Côte d'Ivoire», in: *Cahiers québécois de démographie* 33:2 (2004) pp. 167–199.

15 Dans 7 des 8 pays enquêtés dans le cadre du REMUAO: Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger.

16 Les définitions de ces catégories varient d'un pays à l'autre: les villes principales sont les capitales des différentes régions ou les centres administratifs; les villes secondaires incluent toutes les autres zones urbaines au-delà de 5000 (Niger, Mali, Mauritanie) ou 10 000 habitants (Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire); les zones rurales constituent toutes les zones restantes. Beauchemin et Bocquier, «Migration».

17 Pour une revue de la littérature sur les liens entre migration, urbanisation et conjoncture économique en Afrique de l'Ouest, se reporter à Beauchemin et Bocquier, «Migration».

par la littérature démo-économique sur les migrations.¹⁸ Les études existantes dans des contextes arides assez proches de celui étudié plus loin – comme c'est le cas dans les villages étudiés par Konseiga au nord du Burkina Faso, où le climat est soudano-sahélien avec des précipitations moyennes annuelles de 350 à 600 mm – révèlent que les non-migrants subissent des coûts de congestion quand les ressources naturelles de la région sont surexploitées et les densités de populations fortes, ce qui fait de la migration une stratégie de survie. En Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, dans les années 1970–1990, Beauchemin voit également les migrations comme une pratique de crise, «parce qu'elles offrent une stratégie de survie aux ménages mais aussi parce qu'elles sont génératrices de tensions sociales»¹⁹ dans le domaine de l'accès au foncier dans le cas des retours de migrants ivoiriens de la ville vers la campagne.

Des mobilités d'hommes jeunes... mais de plus en plus de femmes

D'après l'étude d'Agesa et Agesa de 1999 sur des donnéeskenyanes, il existe un canal principal qui explique que, au Kenya du moins, les migrations restent plus masculines que féminines: c'est celui des différentiels de gains à l'avantage des hommes suite à la migration. Leur étude de 2005 met également en évidence un second canal qui est celui des différentiels éducatifs qui expliqueraient 53% des différences de taux migratoires selon le genre.²⁰

Sur l'ensemble des sept pays ouest-africains, 46% des migrations sont féminines; «en fait, en ce qui concerne les migrations internes, le pourcentage est même plus élevé (53%), tandis qu'il est nettement plus faible pour les migrations internationales (33%)».²¹ Au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, «quelle que soit la période considérée, les hommes ont toujours des chances plus élevées de quitter le milieu rural que les femmes (...); cependant, «les chances de migrer des femmes ont régulièrement augmenté dans toutes les classes d'âge».²² Progrès de la scolarisation? Féminisation de la pauvreté? Départ des femmes de mieux en mieux admis socialement? Les explications possibles sont nombreuses et méritent des recherches complémentaires. Dans ces deux pays, la migration est surtout le fait des jeunes générations.

18 Pour illustrer chacune de ces stratégies, on pourra utilement se référer aux études suivantes: Daniel G. Maxwell, «Measuring Food Insecurity: The Frequency and Severity of 'Coping Strategies'», in: *Food Policy* 21:3 (1996) pp. 291–303; Bruce Frayne, «Migration and Urban Survival Strategies in Windhoek, Namibia», in: *Geoforum* 35:4 (2004) pp. 489–505; Douglas S. Massey, «Social Structure, Household Strategies and the Cumulative Causation of Migration», in: *Population Index* 56:1 (1990) pp. 3–26.

19 Beauchemin, «Pour une relecture», p. 168.

20 Agesa et Agesa, «Sources».

21 Bocquier et Traoré, *Urbanisation*, pp. 84–85.

22 Beauchemin, «Pour une relecture», pp. 174–175.

rations (15–34 ans); celle des enfants (6–14 ans) est en régression dans les années 1990. «Il se peut (...) que les jeunes soient engagés dans un système de va-et-vient entre villes et campagnes parce qu'ils n'arrivent à s'insérer dans aucun des deux milieux.»²³

Ainsi, alors qu'une large partie de la littérature s'intéresse aux raisons et aux conséquences du manque de mobilité des femmes – du fait de leurs responsabilités vis-à-vis des enfants notamment –, des études récentes mettent en évidence toute l'importance que revêt la mobilité géographique des femmes quant à leur capacité à occuper des emplois profitables à leur vie; par exemple, Mandel montre sur le cas de femmes béninoises de Porto Novo impliquées dans des activités commerciales que la mobilité spatiale peut être aussi importante pour accroître les opportunités de développement d'activités génératrices de revenus que l'accès au capital financier et humain.²⁴ De même, l'étude de Lesclingand sur les mobilités de jeunes filles malientes vers Bamako montre que ces mouvements répondent à des motivations personnelles, en termes d'autonomie et d'émancipation individuelle, plutôt qu'à des stratégies de la famille face à des situations de crise, comme cela a pu être le cas pour leurs aînés masculins.²⁵ D'autres recherches récentes ont pour objet la mobilité internationale des femmes – par exemple le projet MAFE (*Migrations between Africa and Europe*) – ou la mobilité interne de jeunes femmes issues de milieux ruraux vers les villes dans le cadre de l'analyse du travail domestique assez peu visible malgré son importance.²⁶ Dans le Mali rural, Hertrich mentionnait dès 1996 l'apparition, encore timide, des migrations de travail des jeunes filles, augurant une restructuration des parcours féminins.²⁷

Des personnes mobiles plus ou moins vulnérables que les autres?

Certaines études ont mis en évidence le fait que les ménages dans lesquels on trouve des migrants saisonniers et temporaires sont caractérisés par de plus faibles niveaux éducatifs que la moyenne des ménages, de plus faibles revenus tirés de

23 *Ibid.*, p. 183.

24 Jennifer L. Mandel, «Creating Profitable Livelihoods: Mobility as a 'Practical' and 'Strategic' Gender Need in Porto Novo, Benin», in: *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie* 97:4 (2006) pp. 343–363.

25 Marie Lesclingand, «Migrations des jeunes filles au Mali: exploitation ou émancipation?», in: *Travail, genre et sociétés* 25:1 (2011) pp. 23–40.

26 Blandine Destremau et Bruno Lautier, «Introduction: Femmes en domesticité. Les domestiques du Sud, au Nord et au Sud», in: *Tiers-Monde*, 43:170 (2002) pp. 249–264; Mélanie Jacquemin, «'Petites nièces' et 'petites bonnes' à Abidjan: les mutations de la domesticité juvénile», in: *Travail, genre et sociétés* 22:2 (2009) pp. 53–74.

27 Véronique Hertrich, «La dynamique migratoire», in: *Permanences et changements de l'Afrique rurale: dynamiques familiales chez les Bwa du Mali*, dir. par Véronique Hertrich (Les Etudes du CEPED n° 14, Paris: Centre français sur la population et le développement, 1996), p. 131.

l'agriculture, une moins bonne localisation géographique que les ménages «immobiles».²⁸ La revue de littérature effectuée par de Haan, au-delà de l'Afrique sub-saharienne, insiste, au contraire, sur le fait que les migrants sont souvent issus des régions qui ne sont pas les plus pauvres; ils ne sont pas nécessairement les plus pauvres de leur région d'origine et sont souvent légèrement mieux éduqués et plus qualifiés que la moyenne.²⁹ Cependant, il faut préciser ici que les types de migration dans lesquels s'engagent les plus pauvres sont également moins susceptibles d'être repérés par les enquêtes classiques et les recensements. Enfin, pour eux, la migration étant souvent une véritable stratégie de survie, quand elle survient, elle est potentiellement moins bénéfique que la migration des plus aisés.

La mobilité des populations du bassin arachidier:³⁰ une vieille tradition

Les migrations du bassin arachidier et le peuplement Serer de la région de Niakhar sont bien renseignées depuis le début du 20^{ème} siècle jusqu'aux années 1990.³¹ On sait par exemple, que «la zone arachidière centrale [qui ne recouvre pas seulement, loin de là, la seule région de peuplement Serer] a participé activement à deux grandes migrations rurales, à savoir le «navétanat»³² et la colonisation des Terres Neuves orientales».³³ Alors qu'ils avaient été jusque-là très attachés à leur terre ancestrale et très peu mobiles, les Serer ont en effet fait partie, à partir de 1934, du programme étatique d'installation dans les Terres Neuves orientales du Sénégal, afin de relâcher la pression démographique dans leur zone d'habitation très dense et de mettre en valeur des terres libres agricoles à l'est du pays, une région sous-peuplée (de Peuls essentiellement) et mal desservie. On sait également que les migrations nettes sont négatives dans le département de Fatick pendant les cinq années précédant le recensement de 1988.³⁴ Depuis lors, les seules informations statistiques récentes et fiables sur la mobilité des populations rurales sénégalaises sont celles issues de l'enquête du REMUAO déjà évoquée à l'échelle nationale. Pour autant, la connaissance des migrations internes au Sénégal reste très fragmentaire,

28 Voir, par exemple, pour l'Inde, Yitchak Haberfeld et al., «Seasonal Migration of Rural Labour in India», in: *Population Research and Policy Review* 18:5 (1999) pp. 473–489.

29 De Haan, *Migration*.

30 L'expression générique «bassin arachidier» recouvre, dans son acception habituelle, les trois grandes régions productrices: Sine-Saloum (Kaolack), Diourbel et Thiès.

31 André Lericollais, *Paysans Sereer: dynamiques agraires et mobilités au Sénégal*, Paris: IRD, 1999.

32 Les navétanes sont des saisonniers agricoles qui travaillent l'arachide en hivernage et rentrent chez eux après la récolte, un mouvement largement encadré par l'administration coloniale. Jean-Paul Dubois, «Les Serer et la question des Terres Neuves au Sénégal», in: *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines* XII-1 (1975) pp. 81–120.

33 Jean Roch, «Les migrations économiques de saison sèche en bassin arachidier sénégalais», in: *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines* XII-1 (1975) pp. 59, 55–80.

34 Gilles Pison et al., *Les changements démographiques au Sénégal*, Paris: INED, 1997.

même si d'anciens travaux et enquêtes de l'ORSTOM (Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer, désormais IRD, Institut de Recherche pour le Développement) sur les mobilités saisonnières des populations du bassin arachidier ont mis en évidence leur caractère historiquement déterminé par un modèle de subsistance.³⁵

Dans le cas de la région de Niakhar, la mobilité a d'ores et déjà été identifiée comme une réponse fréquente des ménages face à des situations de pauvreté et/ou de vulnérabilité par différentes études: tout d'abord dans le cadre des travaux coordonnés par Lericollais³⁶ qui ont mis en évidence la forte et très ancienne tradition migratoire des populations Serer et leur vulnérabilité croissante dans un contexte climatique de sécheresse,³⁷ puis dans le cadre de l'étude de Adjamagbo, Delaunay, Lévi et Ndiaye qui porte sur des données recueillies entre juin et juillet 2000, auprès de 557 ménages de la zone.³⁸ Plus récemment, Vandermeersch et Naulin,³⁹ à partir des recensements démographiques de 2000 à 2003,⁴⁰ et Roquet mentionnent le motif de migration comme une stratégie parmi d'autres pour faire face à des situations de vulnérabilité de la part des ménages.⁴¹ A la suite de ces travaux qui fondent leurs analyses sur les décennies 1960–2000 dans la zone de Niakhar, on réinterroge ici la pertinence actuelle des stratégies de mobilité en tant que stratégies familiales face à des situations de vulnérabilité.

35 Roch, «Les migrations économiques».

36 Lericollais, *Paysans*.

37 Les précipitations annuelles y ont diminué au fil des ans, passant de 808 mm durant la période 1921–1967 à 520 mm durant la période 1968–1987, pour atteindre 463 mm durant la période 1988–1998. Depuis 1985, les déficits pluviométriques sont moins spectaculaires, mais il n'y a pas eu de retour à la normale. Dominique Roquet, «Partir pour mieux durer: la migration comme réponse à la sécheresse au Sénégal?», in: *Espace, populations, sociétés* 1 (2008) pp. 37–53. En 2007, un déficit pluviométrique a été enregistré dans le département de Fatick aussi bien par rapport à 2006 que par rapport à la normale 1961–1990. La pluviométrie dans la zone de Niakhar en 2005, 2006 et 2007 est parmi les plus faibles des différentes zones du département de Fatick: 487,4 mm de hauteur de pluie en 2005 sur 38 jours; 347,1 mm de hauteur de pluie en 2007 sur seulement 23 jours (Source: Agence nationale de la statistique et de la démographie, *Situation économique et sociale de la région de Fatick*, édition 2007, République du Sénégal: Service régional de la statistique et de la démographie de Fatick, 2008).

38 Agnès Adjamagbo, Valérie Delaunay, Pierre Lévi et Ousmane Ndiaye, «Comment les ménages d'une zone rurale du Sénégal gèrent-ils leurs ressources?», in: *Etudes rurales* 177:1 (2006) pp. 71–90.

39 Céline Vandermeersch et Audrey Naulin, «Sécurité alimentaire des ménages et stratégies alternatives de diversification des sources de revenus en milieu rural: le cas de la zone de Niakhar au Sénégal entre 2000–2003», communication présentée lors du Colloque international à la chaire Quetelet, 28–30 novembre, 2007.

40 Cette petite région rurale fait l'objet depuis 1962 de relevés démographiques en tant qu'observatoire de population appartenant au réseau INDEPTH (*International Network for the Demographic Evaluation of Populations and Their Health*). Malheureusement, nous ne disposons pas des données des différentes vagues récentes du recensement démographique trimestriel.

41 Roquet, «Partir pour mieux durer».

La région de Niakhar: caractéristiques démo-économiques actuelles et mobilité

Présentation des données

Le travail empirique présenté ci-après repose sur des données recueillies auprès de ménages ruraux sénégalais dans la région de Niakhar, dans le département de Fatick. Les données ont été collectées entre janvier et avril 2010 auprès d'un échantillon de 500 cuisines⁴² représentatif de la région,⁴³ à partir d'un protocole d'enquête d'observation des mobilités à différentes échelles temporelles.⁴⁴

Afin d'éviter des biais dans l'analyse, l'enquête menée à Niakhar s'intéresse aux déplacements d'individus résidents dans la cuisine, soit présents soit absents lors du passage de l'enquête. Leur mobilité et leur(s) activité(s) sont appréhendées sur un calendrier rétrospectif annuel, afin d'enregistrer leurs déplacements et emplois temporaires, et d'un point de vue biographique (non traité dans cette analyse). Compte tenu de la très grande taille des cuisines, la mobilité et l'emploi à ces deux échelles de temps ne sont renseignés que pour une partie seulement des membres des cuisines qui sont tirés au sort parmi les individus âgés de plus de 12 ans, dont la cuisine enquêtée est la résidence principale ou qui ont passé au moins 30 jours consécutifs ou non dans la cuisine au cours de l'année qui précède le passage des enquêteurs.

Caractéristiques démo-économiques des personnes interrogées

L'échantillon total compte 6501 individus après apurement, dont 48,7% d'hommes et 51,3% de femmes. La population enquêtée est caractérisée par un âge moyen de 22 ans, et un âge médian de 17 ans. La composition par classes d'âge est indiquée dans le tableau 1.

42 Une concession peut compter plusieurs cuisines constituées de membres sous l'autorité d'un chef de cuisine et auxquelles sont rattachés les champs de culture afin d'en nourrir les membres.

43 Dans l'analyse empirique qui suit, l'absence de pondération n'est *a priori* pas gênante au niveau de la représentativité des 500 cuisines car ces dernières ont été tirées aléatoirement dans toute la zone de recensement démographique de Niakhar. En revanche, compte tenu d'un mode de tirage aléatoire particulier des individus interrogés sur leur mobilité, leur activité et leur parcours biographique, le niveau individuel non pondéré n'est pas représentatif de la zone. Notons toutefois que l'analyse présentée ici n'a pas pour objectif de rechercher une quelconque validité externe mais plutôt d'illustrer, sur une petite zone géographique, la problématique des mobilités internes.

44 Le protocole d'enquête est issu du travail des membres de l'ancienne UR 106 de l'IRD sur différentes capitales latino-américaines dans le cadre du projet ANR – METAL. Des enquêtes africaines similaires ont été menées dans des capitales (Niamey en 2008; Ouagadougou en 2007 et 2009) et des zones rurales (Tahoua au Niger en 2008 et Nouna au Burkina Faso en 2008) dans le cadre du projet ANR SUDS I – MOBOUA.

Classe d'âge	0–11 ans	12–19 ans	20–29 ans	30–39 ans	40–49 ans	50–59 ans	60 ans et +
Proportion	37.4%	17.6%	17.0%	10.3%	6.0%	5.2%	6.5%

Tableau 1. Répartition de la population par classes d'âge.

Source: Enquête OCM Niakhar 2010, nos propres calculs.

Nous avons donc une population très jeune, composée à 70% d'individus de moins de 30 ans. La taille moyenne des cuisines est de 16,4 individus, avec un écart type de 7,7. La composition des cuisines va de l'individu seul à des ménages très larges (11 cuisines de 30 à 40 personnes). L'échantillon total est composé à 95% d'individus sérères; seuls 1,4% sont Wolofs ou Pulars, les autres ethnies captées par la langue maternelle, quand elle est renseignée, étant très marginales. On note que 70,2% des individus sont nés dans le village où ils sont enquêtés, dont 64,5% dans la même concession; 1,5% sont nés à Dakar, 8,5% dans un autre département sénégalais, 16,5% dans un autre village de la zone de Niakhar ou dans le bourg de Niakhar même. Aucun des individus n'est né hors du Sénégal, bien que le codage des lieux prévoie cette possibilité, mais nous n'avons pas de renseignements pour 3,25% de l'échantillon: les non-natifs du Sénégal peuvent faire partie de ces données manquantes.

La majorité (87%) des individus de l'échantillon sont des résidents habituels des cuisines enquêtées et présents lors de l'enquête. Seules 53 personnes sont des résidents habituels mais absents lors du passage de l'enquête. Parmi les résidents temporaires des cuisines (7,6% de l'échantillon), seules 29 personnes sont présentes lors de l'enquête; autrement dit, la *quasi*-totalité des résidents temporaires sont «en mobilité» lors du passage de l'enquête. Pour résumer, presque 8% de l'échantillon des 6501 individus recensés dans les cuisines, résidents habituels ou temporaires, sont en mobilité durant l'enquête. C'est entre 12 et 29 ans que l'on recense 57% des résidents temporaires absents. Enfin, 17% des 20–29 ans et 7,8% des 12–19 ans sont absents lors de l'enquête, qu'ils soient résidents temporaires ou habituels de la cuisine (cf. figure 2).

Les femmes ne sont pas moins absentes que les hommes, mais elles le sont à des âges un peu décalés: elles sont plus nombreuses à être absentes entre 15 et 25 ans que les hommes mais ces derniers sont plus souvent absents entre 30 et 49 ans.

Les autres caractéristiques démographiques des individus enquêtés ne sont présentées que pour les individus tirés au sort pour répondre aux modules sur la mobilité annuelle des personnes, leur activité et l'enquête biographique, soit 1788 individus. On distingue systématiquement les individus mobiles des individus non mobiles sur l'année écoulée (cf. tableau 2): une personne est considérée comme mobile dès lors qu'elle effectue au moins un séjour de plus d'un mois en dehors de

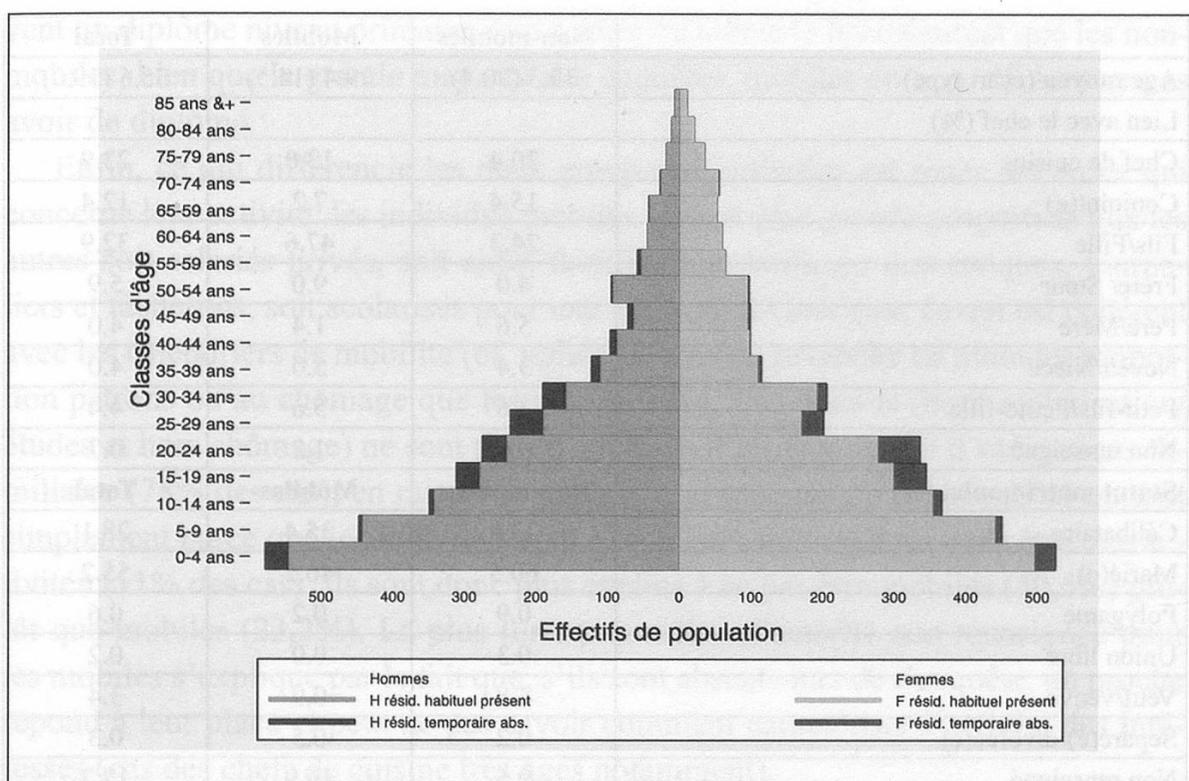


Figure 2. Pyramide des âges des résidents présents et absents lors de l'enquête.

Source: Enquête OCM Niakhar 2010, nos propres calculs.

son domicile principal.⁴⁵ Selon ce critère très simple, 37% des 1788 individus du module annuel sont mobiles.

A la lecture du tableau 2, on remarque un écart d'âge moyen de dix ans entre les personnes mobiles et celles qui ne le sont pas. Ce sont surtout les fils et les filles des chefs de cuisine qui partent temporairement de la cuisine (dans 47,6% des cas) tandis que les chefs de cuisine et leur(s) conjoint(es) y restent majoritairement toute l'année (45,8% des cas); parmi eux, celles et ceux qui sont mobiles (20,2%) sont plutôt des chefs ou conjoint(e)s jeunes. Les petits enfants des chefs ainsi que les frères et sœurs sont également plus représentés dans la catégorie des mobiles. Ces observations sont cohérentes avec le fait que les mobiles sont plus souvent célibataires que les non-mobiles, et moins souvent mariés.

Les personnes mobiles sont plus fréquemment scolarisées au moment de l'enquête que les non-mobiles (26,2% contre 19%), et moins nombreuses à ne jamais avoir été à l'école (44,4% contre 62,9%); de la même manière, elles ont plus sou-

45 La prise en compte de déplacements de moins d'un mois a été écartée de l'analyse car il s'agit plus de visites (à la famille, aux amis) que de mobilité à caractère professionnel ou pour recherche de revenus. Ils représentent 6,3% des épisodes de mobilité, sont plus souvent le fait des hommes et ne se répètent que dans moins d'un déplacement sur quatre.

	Non-mobiles	Mobiles	Total
Age moyen (écart type)	39.3 (20.4)	29.4 (14.5)	35.6 (19.0)
Lien avec le chef (%)			
Chef de cuisine	30.4	13.0	23.9
Conjoint(e)	15.4	7.2	12.4
Fils/Fille	24.3	47.6	32.9
Frère/ Sœur	4.0	9.0	5.9
Père/Mère	5.6	1.4	4.0
Neveu/Nièce	3.4	5.0	4.0
Petit-fils/Petite-fille	3.6	5.6	4.4
Non renseigné	0.4	1.2	0.7
Statut matrimonial (%)	Non-mobiles	Mobiles	Total
Célibataire	23.8	35.4	28.1
Marié(e)	60.5	46.2	55.2
Polygame	0.9	0.2	0.6
Union libre	0.3	0.0	0.2
Veuf/veuve	4.8	0.9	3.4
Séparé(e)/divorcé(e)	0.2	0.5	0.3
Non renseigné	9.5	16.9	12.2
Statut de scolarisation (%)			
Actuellement scolarisé(e)	19.0	26.2	21.7
Non scolarisé(e)	16.1	28.2	20.6
Jamais scolarisé(e)	62.9	44.4	56.0
Non renseigné	2.0	1.2	1.7
Diplôme le plus élevé (%)			
Aucun	87.8	77.7	84.1
CFEE	10.3	16.4	12.6
BEPC/BEP/BFEM/DFEM	1.2	2.7	1.8
Baccalauréat	0.4	2.4	1.1
Diplôme Universitaire	0.2	0.8	0.4
Type d'occupation (%)			
Salarié public	0.4	1.5	0.8
Salarié privé	0.8	16.7	6.7
Employeur, patron, indépendant	10.0	7.4	9.0
Aide fam./travaux dom., apprenti	4.2	5.6	4.7
Journalier/tâcheron	2.1	7.4	4.1
Inactif études	19.7	23.6	21.1
Inactif autres	40.4	23.2	34.0
Actif chômage	17.2	4.8	12.6
Activité non renseignée	5.2	9.8	6.9
Nombre d'observations	1 124	664	1788

Tableau 2. Caractéristiques des individus enquêtés sur leur mobilité annuelle.

Source: Enquête OCM Niakhar 2010, nos propres calculs.

vent un diplôme niveau primaire, secondaire ou même le baccalauréat que les non-mobiles, bien que la grande majorité des enquêtés, mobiles ou non, déclare ne pas avoir de diplôme.

Enfin, ce qui différencie les deux groupes d'individus est assez net en ce qui concerne leur activité: les individus mobiles sont en plus grande proportion que les autres soit salariés privés, soit aides familiaux, travailleurs domestiques, journaliers et tâcherons, soit scolarisés pour une majorité d'entre eux, ce qui est cohérent avec les calendriers de mobilité (cf. *infra*). Ils sont en revanche en moindre proportion patrons ou au chômage que les non-mobiles. Les inactifs (hors scolarisation/études et hors chômage) ne sont pas en situation d'emploi du fait d'obligations familiales (78% des cas), en raison de maladies, grossesses ou congés (6%) ou tout simplement parce que les individus sont trop jeunes ou trop âgés pour être «en activité» (11% des cas). Ils sont donc plus enclins à ne pas être mobiles (40,4%) plutôt que mobiles (23,2%). La plus forte proportion d'activité non renseignée pour les mobiles s'explique par le fait que, s'ils sont absents lors de l'enquête, un proche répond à leur place et peut ne pas savoir comment caractériser l'activité des intéressés (cas des chefs de cuisine très âgés notamment).

Mobilités rétrospectives annuelles: destinations, motifs et calendrier

Les mobilités des habitants de la zone de Niakhar sont à destination de Dakar dans 62% des cas en moyenne (29,5% pour les hommes, 32,5% pour les femmes). Les petites agglomérations des départements voisins sont aussi des destinations privilégiées (27,4% des cas), particulièrement par les hommes: 11,6% des déplacements à Mbour, 5% à Fatick, 3,6% à Kaolack, plus de 2% à Niakhar-bourg, de même qu'à Tambacounda et Linguère. Les personnes mobiles se déplacent également dans les autres villages de la zone de Niakhar (4,5% des cas), dans le même village (1,6%) pour les femmes essentiellement ou très marginalement dans un pays étranger africain (8 hommes et 1 femme uniquement).

Dans plus d'un cas sur deux, les déplacements se font pour des emplois ou des recherches d'emplois, dans l'agriculture (19,5% des cas pour les hommes, 6,5% pour les femmes) ou les services (15,7% des cas pour les femmes, 5,5% pour les hommes). Les déplacements concernent aussi tous les autres secteurs dans de moindres proportions: 1,8% des déplacements des femmes pour des emplois dans l'éducation ou la santé, 1,5% dans le commerce (contre 2,7% et 9,2% pour les hommes, respectivement). Les déménagements représentent 19% des motifs, les visites et congés 13%, les études 7,5%. Notons que cette distribution assez éclatée des motifs de déplacements peut s'expliquer par le fait que ces derniers peuvent être courts (un mois au moins) et que les individus peuvent avoir déclaré s'être

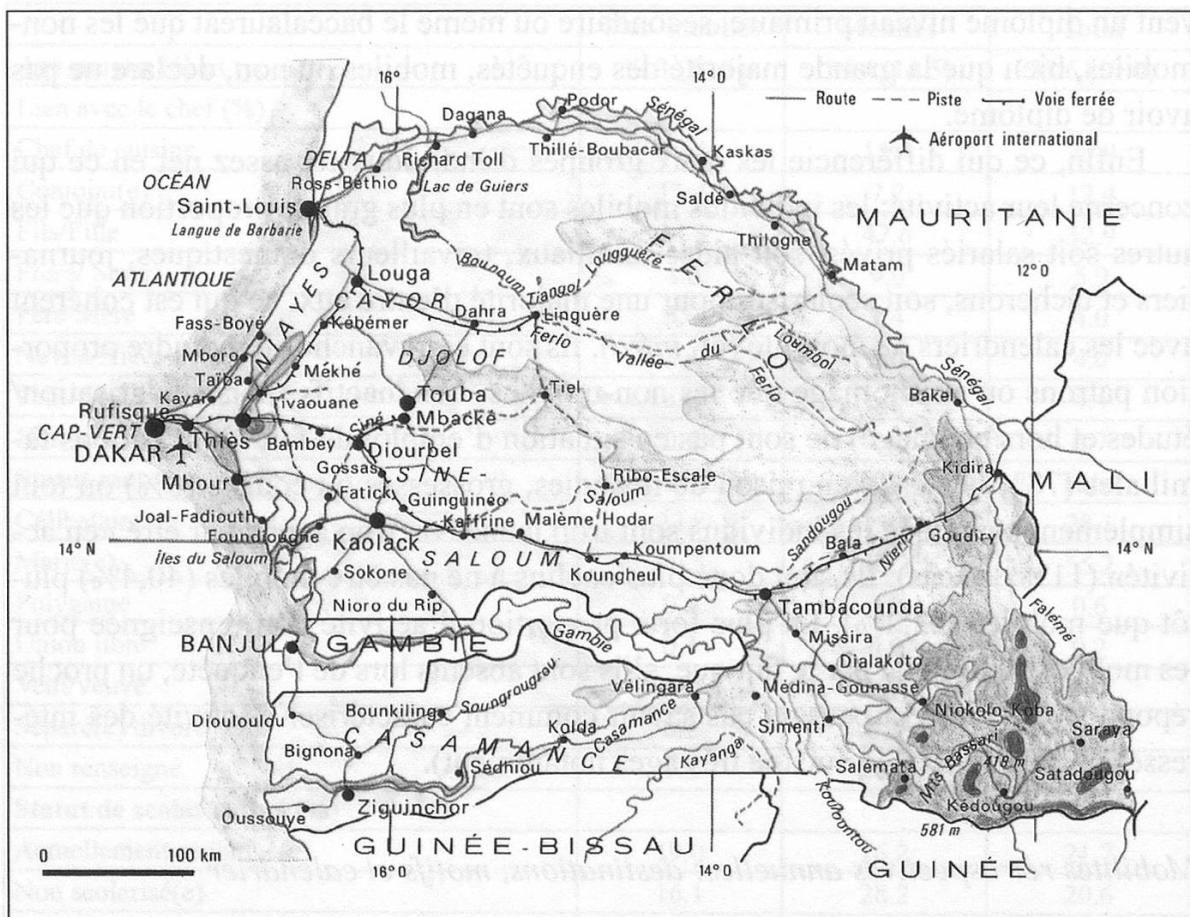


Figure 3. Carte des principaux axes de déplacements.

Source: Atlas Jeune Afrique du continent africain, éditions du Jaguar, 1993.

déplacés plusieurs fois dans l'année écoulée, pour des motifs potentiellement différents.

Lorsque les individus se déplacent à Dakar, c'est pour un motif relatif au travail dans 62% des cas: ils trouvent majoritairement des emplois de salariés privés (53,6% au total, 70% des femmes), mais également des emplois journaliers (12,5% au total, 4% pour les femmes), d'indépendants (7,5% au total, 1,8% pour les femmes) ou d'aides familiaux (2,4%). Les individus se déplacent à Dakar également pour les études (5,2% au total, 3,5% pour les femmes) ou des périodes d'inactivité diverses pour 10,3% des déplacements (12% pour les femmes). Les secteurs d'activité connus concernés sont surtout les services et le commerce (31% au total, 43,6% pour les femmes). Les obligations familiales motivent également 6% des déplacements (9,4% pour les femmes).

Notons enfin que les femmes sont tout aussi mobiles que les hommes, mais sur des durées plus courtes en moyenne: respectivement 2 mois avec un écart

type de 3,5 contre 2,5 mois avec un écart type de 4. Elles sont pourtant plus nombreuses que les hommes à s'absenter sur 3, 4 ou 10 mois mais moins nombreuses sur des séjours hors du logement principal de très longue durée (sur 11 mois). 30% des individus mobiles mentionnent qu'il s'agit de déplacements régulièrement effectués durant l'année (au moins une fois par an durant les trois dernières années).

Le calendrier annuel par classes d'âge met en évidence la forte mobilité des jeunes entre 12–19 ans qui partent de la zone entre octobre et avril pendant la saison sèche, et reviennent massivement dans la zone de juin à septembre. Les jeunes adultes (20–29 ans) sont globalement les plus présents dans la zone durant toute l'année, bien qu'ils partent entre juin – après la mise en culture des nouvelles récoltes – et novembre, juste avant les récoltes. Les plus âgés (30–39 ans et 40 ans et plus), moins nombreux en général, sont également moins mobiles, mais quand ils le sont, leur calendrier de mobilité est le même que celui des 20–29 ans. Ces mouvements saisonniers correspondent aux calendriers scolaire et agricole.

A la recherche des déterminants de la mobilité

On distingue classiquement deux types de facteurs explicatifs des mobilités: (i) les facteurs d'attraction (*pull factors*) qui caractérisent les zones de destination autrement que par des considérations de productivité et de demande de travail (opportunités d'emploi, salaires, réseau social en milieu urbain, accès aux services, conditions d'existence, transport et/ou distance avec la zone d'origine, accès des personnes aux ressources, environnement (institutionnel, politique, de marché) et (ii) les facteurs de répulsion (*push factors*): rareté de la terre, prix agricoles, valeur ajoutée tirée de l'agriculture, salaires réels, etc.

Quelle est la part de ces deux types de facteurs dans l'explication de la mobilité des individus? Le travail de Bigsten sur le Kenya montre que les «pull» facteurs sont plus importants que les «push» facteurs.⁴⁶ Le développement rural ne suffit pas à contenir la migration: bien que cette idée paraisse à première vue une hypothèse raisonnable, peu d'études empiriques vont dans ce sens et les résultats sont pour le moins mitigés. Beauchemin et Schoumaker présentent des résultats contrastés sur le Burkina Faso: alors que la présence d'opportunités économiques non agricoles (un marché, une grosse entreprise) encourage les gens à rester dans leur lieu de vie d'origine, l'existence d'opportunités d'emplois agricoles et la disponibilité d'aménités publiques en milieu rural tend à encourager la migration

46 Arne Bigsten, «The Circular Migration of Smallholders in Kenya», in: *Journal of African Economies* 5:1 (1996) pp. 1–20.

vers les centres urbains.⁴⁷ L'étude de Konseiga au Burkina Faso confirme le poids déterminant des différentiels de revenus dans la décision des migrants de se déplacer temporairement, mais non localement, vers la Côte d'Ivoire en 2002. Celle de Beauchemin sur la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso confirme la baisse des différentiels de revenus entre villes et campagnes et la moindre attractivité des villes, tant structurellement que conjoncturellement, durant la crise des années 1980–1990. L'étude de De Vreyer, Gubert et Roubaud met également en évidence l'importance des différentiels de gains potentiels dans les choix de destination parmi les capitales ouest-africaines.⁴⁸

Pour résumer, il apparaît que les auteurs se sont plus souvent penchés sur les facteurs «pull» que sur les caractéristiques «push» des régions de départ, a fortiori des régions rurales. Les études empiriques connues esquisSENT une image très diverse des raisons des départs des zones rurales. Il en ressort en tout cas une absence de consensus sur les déterminants de la mobilité de personnes des milieux ruraux, de même que sur l'ampleur et les impacts économiques de la mobilité. Les auteurs soulignent souvent le fait que les études de régions particulières sont encore trop rares.

Etude empirique sur la région de Niakhar: exploration des relations de la vulnérabilité alimentaire et des réseaux sociaux avec la mobilité individuelle

La recherche des déterminants de la mobilité prend en compte dans un premier temps (cf. tableau 3 en annexe 1, modèles 1 et 2) les caractéristiques individuelles et la structure démographique des cuisines (statut de résidence des membres recensés). De plus, dans le contexte de la zone de Niakhar décrit précédemment, l'étude de la vulnérabilité alimentaire des ménages apparaît incontournable. «Cette dernière s'organise autour des notions d'exposition, de sensibilité et de réactivité (encore parfois appelée résilience) différenciées face à des risques (d'insécurité alimentaire et de malnutrition) par la mobilisation de ressources physiologiques, économiques, sociales ou éco-géographiques.»⁴⁹

47 Cris Beauchemin et Bruno Schoumaker, «Migration to Cities in Burkina Faso: Does the Level of Development in Sending Areas Matter?», in: *World Development* 33:7 (2005) pp. 1129–1152. A noter que de tels résultats a priori contre-intuitifs peuvent avoir des explications logiques que nous ne développons pas ici; il peut également s'agir de problèmes d'endogénéité mentionnés mais non traités par les auteurs.

48 Konseiga, «Household», Beauchemin, «Pour une relecture», et Philippe de Vreyer, Flore Gubert et François Roubaud, «Migration, Self-Selection and Returns to Education in the WAEMU», in: *Journal of African Economies* 19:1 (2010) pp. 52–87.

49 Pierre Janin, «La vulnérabilité alimentaire des Sahéliens: concepts, échelles et enseignements d'une recherche de terrain», in: *L'Espace géographique* 4 (2006) pp. 355–366. L'auteur s'appuie sur une définition largement acceptée issue de la publication de la Banque mondiale «Aider les pauvres à gérer les risques», in: *Rapport mondial sur le développement dans le monde 2000–2001*, Washington: Banque mondiale, 2001, pp. 157–188.

Or, «dans une région où les conditions naturelles et économiques se détériorent, la sécurité alimentaire des ménages ne repose pas exclusivement sur la production agricole. Elle dépend aussi de la manière dont les ménages parviennent à rassembler les ressources nécessaires ou parviennent à réduire leurs besoins.»⁵⁰ Ainsi, comme le précise Janin, «le risque alimentaire peut se définir par les difficultés à s'approvisionner, en temps opportun et à moindre coût, selon des critères de quantité et de qualité établis, dans le respect des spécificités locales. (...) C'est pourquoi, il convient d'adopter une approche assez large – des facteurs de production alimentaire aux modes marchands et non marchands de l'accessibilité, en passant par les formes complexes de gestion et de redistribution des denrées.»⁵¹

Suivant cette approche et afin d'appréhender cette complexité, un indicateur synthétique de vulnérabilité des cuisines dont la construction est explicitée en annexe 2 a été construit sur la base des renseignements collectés à propos des ressources alimentaires dont les cuisines ont disposé durant différentes échelles de temps: début et fin d'utilisation des récoltes de céréales (petit mil, sorgho, mil tardif) en 2008 et en 2009 pour déterminer les durées de soudure alimentaire; achats, ventes, dons, emprunts, aides alimentaires reçues durant les 12 derniers mois précédant l'enquête (soit entre janvier 2009 et avril 2010); taille et composition actuelles du cheptel.

La taille de la fratrie et le réseau social des individus sont pris en compte dans un second temps (cf. tableau 3 en annexe 1, modèles 3 et 4). On estime donc quatre modèles distincts⁵² de la probabilité d'être mobile plus d'un mois dans l'année, au moins une fois.

Les caractéristiques individuelles et de la cuisine sont présentes en tant que variables de contrôle. Dans les deux premiers modèles qui ne prennent en compte que ces variables, les femmes ont une probabilité plus forte que les hommes d'être mobiles. Ce résultat est sans doute le fait de femmes non mariées (ou dont on ne connaît pas précisément le statut marital) car le fait d'être conjoint(e) du chef de cuisine joue dans le sens contraire. L'effet de l'âge sur la probabilité de mobilité est de forme quadratique, en forme de cloche. Sont plus susceptibles d'être mobiles les fils et filles du chef, ses frères et sœurs, petits-fils et petites-filles et de manière moins significative ses neveux et nièces qui vivent dans la même cuisine. Le fait d'être veuf ou veuve, chrétien(ne) plutôt que musulman(e) joue faiblement à la baisse sur la probabilité d'être mobile. L'absence de scolarisation durant la vie ne favorise pas la mobilité; *a contrario*, le fait d'avoir obtenu le baccalauréat favorise

50 Adjamagbo et al., «Comment», p. 78.

51 Janin, «La vulnérabilité», p. 356.

52 Le modèle 3 est également estimé en Moindres Carrés Ordinaires à des fins de test de robustesse des résultats.

fortement la mobilité. Concernant l'activité professionnelle, le fait d'être inactif, que ce soit pour les études, momentanément en raison de chômage, d'inactivité saisonnière ou pour une autre raison non précisée, ainsi que le fait d'être indépendant, joue négativement sur la probabilité d'être mobile par rapport au fait d'être salarié du secteur public. Sans surprise, le fait que la cuisine enquêtée ne soit pas le domicile principal de la personne augmente fortement sa probabilité d'être mobile. Enfin, le fait d'être natif d'un autre département (excepté à Dakar qui n'est jamais une modalité significative) favorise la mobilité.

Deux caractéristiques de la cuisine ressortent de ces premières analyses (modèles 1 et 2): (i) le score de vulnérabilité en termes alimentaires est corrélé positivement et significativement à la probabilité d'être mobile dans le modèle 2; (ii) la composition familiale des différents statuts de résidence montre que l'absence lors de l'enquête de résidents temporaires désincite à la mobilité, de manière très significative. Cela peut s'expliquer par le fait que plusieurs membres de la même cuisine ne s'absentent pas simultanément: quand l'un d'eux est d'ores et déjà absent, les autres restent dans la cuisine comme force de travail par exemple.

Le réseau social est considéré comme une ressource que l'individu peut utiliser pour son propre bénéfice. Pour ce travail, nous avons privilégié les liens forts, entretenus dans la famille, dans le voisinage, avec les amis, qui renvoient à la notion de capital social interne (*bonding social capital*).⁵³ Pour en appréhender un aspect important, nous avons d'abord pris en compte la taille de la fratrie et construit un indicateur de sa dispersion géographique selon le lieu de résidence des membres de la fratrie de l'individu interrogé. Cet indicateur précise si ces derniers sont concentrés en totalité dans une échelle géographique (même cuisine, même village, zone de Niakhar, Dakar, autres départements, étranger) ou s'ils sont à plus de 50% dans une échelle géographique particulière. Dans le modèle 3 correspondant, on note que la taille de la fratrie n'a pas d'effet significatif sur la probabilité d'être mobile; par contre, il y a deux modalités de dispersion qui donnent des résultats significatifs: le signe est négatif et significatif si la fratrie est concentrée dans la zone de Niakhar (50% de ses membres et plus) et si elle est concentrée à 100% dans d'autres départements, Dakar étant exclu. Dans ce dernier cas de figure où la fratrie est très concentrée en dehors de la zone de Niakhar, mais non présente à Dakar, l'absence d'incitation à la mobilité peut s'expliquer s'il s'agit de femmes mariées qui vivent en dehors de leur région natale avec la famille de leur mari. Cela pourrait expliquer le fait que le sexe n'est plus significatif avec la prise en compte de la dispersion de la fratrie. Enfin, l'ajout dans le modèle 4 de l'indicateur de réseau so-

53 Robert D. Putnam avec Robert Leonardi et Raffaella Y. Nanetti, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton: Princeton University Press, 1993.

cial dont la composition est décrite en annexe 3 n'est pas concluant: le score de réseau social n'est pas significatif.⁵⁴

Aussi, nous retenons finalement le modèle 3 comme étant le plus pertinent.⁵⁵ Par rapport au modèle 2 composé des variables de contrôle seulement, la prise en compte de la fratrie et de sa dispersion géographique modifie quelque peu les résultats: le fait d'être natif d'un autre village de la zone de Niakhar devient significatif et favorise la mobilité; le score de vulnérabilité joue plus fortement sur la mobilité, de même que le statut de scolarisation. Toutes les modalités relatives au statut d'emploi deviennent significatives et moins favorables à la mobilité par rapport à l'appartenance au secteur public; la situation la plus défavorable pour la mobilité est celle des indépendants, agriculteurs ou non. Par contre, le diplôme ne joue plus significativement, de même que l'âge, le sexe, le fait d'être dans son domicile principal ou non lors du passage de l'enquête, la structure de la cuisine, le statut matrimonial. Des recherches plus avancées, prenant en compte notamment (*i*) les problèmes d'endogénéité sous-jacents à ces modèles et (*ii*) davantage de caractéristiques économiques des localités d'origine (présence de biens publics par exemple) sont nécessaires pour identifier les déterminants robustes de la mobilité géographique des personnes à l'intérieur du pays.

Remarques conclusives

Il ressort de cette étude que les habitants de la zone de Niakhar restent très mobiles durant l'année, particulièrement les classes d'âge jeunes. Les femmes sont tout aussi mobiles que les hommes, mais à des âges plus jeunes encore. Comme eux, elles se déplacent très majoritairement pour des motifs d'emploi, dans le secteur des services et du commerce plus encore que les hommes.

En dehors des caractéristiques familiales et individuelles, parmi les deux déterminants de la mobilité que nous voulions mettre en évidence dans cette analyse, seule la vulnérabilité alimentaire des ménages joue positivement et de manière très significative; la possibilité de mobiliser un réseau social n'a pas d'effet positivement significatif sur la mobilité annuelle des individus enquêtés, pas plus que la taille de la fratrie prise isolément. En revanche, la situation géographique de la fratrie semble être un déterminant de la mobilité.

54 Plusieurs spécifications de cet indicateur de réseau social ont été testées; aucune n'est significativement corrélée avec la probabilité d'être mobile.

55 Ces résultats peu concluants sur la dispersion de la fratrie et le réseau social en tant que déterminants de la mobilité peuvent être expliqués par des problèmes d'endogénéité non traités à ce stade de la recherche.

Les ménages serer, traditionnellement très mobiles, sont donc désormais très largement multilocalisés au sein du Sénégal, du moins une partie de l'année, et cela au moins en partie pour faire face à des situations de vulnérabilité alimentaire dans une région qui subit des conditions climatiques extrêmes de sécheresse. La capitale, Dakar, reste la destination principale de ces déplacements intra-annuels qui sont principalement motivés par une recherche d'emplois, soit ponctuels quand les obligations familiales relatives aux cultures agricoles ont été remplies, soit plus durables en termes d'insertion en milieu urbain. Les mobilités dans les autres régions du Sénégal sont également importantes alors que celles dans les pays étrangers, dans et en dehors du continent africain, semblent être une exception pour ces ménages ruraux.

Il n'en reste pas moins que ces résultats ne répondent que très partiellement aux manques pointés dans la littérature recensée sur les mobilités. La mobilité des personnes est un phénomène démographique complexe dans lequel le rôle des femmes reste encore en grande partie à étudier. En particulier en zone rurale, du fait des migrations saisonnières d'une partie des effectifs masculins en âge de travailler, une féminisation croissante de l'agriculture est avérée dans certaines études de cas⁵⁶ et doit être davantage étudiée. On ignore encore largement le coût d'opportunité total de la migration hors de l'agriculture d'une partie des hommes qui compensent, parfois partiellement seulement, le «manque à gagner agricole» par un revenu urbain; la réponse du marché du travail rural à la migration est encore largement sous-étudiée, même dans des régions à très forte tradition migratoire.

D'autre part, ces résultats préliminaires ne font qu'illustrer la problématique des mobilités sur une petite région sahélienne, sur un temps court d'une année. L'analyse des mobilités à travers la prise en compte des biographies pourrait s'avérer plus riche d'enseignements sur les évolutions qui ont eu lieu dans la région avec les jeunes générations par rapport à leurs aînés.

56 En Côte d'Ivoire notamment, voir Thomas J. Bassett, «Migration et féminisation de l'agriculture dans le nord de la Côte d'Ivoire», in: *Les spectres de Malthus: déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques*, dir. par Francis Gendreau, Claude Meillassoux, Bernard Schlemmer et Martin Verlet, Paris: EDI, ORSTOM, CEPED, 1991, pp. 219–245; et Rosalind David, *Changing Places: Women, Resource Management and Migration in the Sahel: case studies from Senegal, Burkina Faso, Mali and Sudan*, London: SOS Sahel International, 1995.

Annexe 1. Tableau n° 3: Estimation de la probabilité d'être mobile (probit) et Moindres Carrés Ordinaires

	Variable dépendante: mobilité longue (oui/non); Modèles probit											
	Modèle 1				Modèle 2				Modèle 3			
	coef	se	coef	se	coef	se	coef	se	coef	se	coef	se
Variables explicatives												
Score de vulnérabilité	0,019	***	0,031	**	0,051	***	0,016	0,047	***	(0,015)	0,048	***
Sexe (ref. Homme)	0,154	***	0,156	***	0,034	-0,015	(0,043)	-0,000	(0,043)	(0,043)	-0,013	(0,015)
Age ²	0,011	***	0,005	0,012	***	(0,005)	0,002	(0,006)	0,001	(0,006)	-0,000	(0,005)
Lien au chef de cuisine (ref. che)	-0,143	***	(0,053)	-0,147	***	(0,054)	-0,020	(0,057)	-0,027	(0,056)	-0,010	(0,054)
Conjoint	0,247	***	(0,054)	0,254	***	(0,055)	0,147	**	(0,071)	0,147	**	(0,061)
Fils, fille	0,290	***	(0,063)	0,290	***	(0,064)	0,176	**	(0,085)	0,156	*	(0,071)
Frère, sœur	0,453	***	(0,288)	0,502	*	(0,282)	(0,084)	(0,084)	-0,051	(0,084)	-0,040	(0,075)
Demi-frère, demi-sœur	-0,067	(0,085)	-0,092	(0,084)	0,168	*	(0,088)	0,168	(0,126)	0,124	(0,119)	0,145
Père, mère	0,142	*	(0,084)									(0,103)
Neveu, nièce												(0,219)
Cousin												(0,211)
Beaux parents	0,271	(0,259)	0,280	(0,258)	0,452	*	(0,254)	0,462	*	(0,253)	0,349	*
Beau frère, belle-sœur	-0,068	(0,081)	-0,053	(0,084)	0,029	(0,091)	-0,013	(0,086)	-0,020	(0,086)	-0,020	(0,081)
Beau fils, belle-fille	-0,087	(0,075)	-0,076	(0,077)	-0,024	(0,075)	-0,038	(0,073)	0,132	(0,073)	0,132	(0,205)
Petit fils, petite fille	0,182	***	(0,082)	0,196	***	(0,086)	0,288	**	(0,133)	0,244	*	(0,130)
Statut matrimonial (ref. célibataire)												
Marie(e)	0,019	(0,047)	0,008	(0,047)	0,005	(0,055)	0,016	(0,054)	-0,006	(0,054)	-0,006	(0,054)
Polygame	-0,160	(0,188)	-0,189	(0,183)	-0,051	(0,154)	-0,055	(0,157)	-0,054	(0,157)	-0,054	(0,157)
Veuf (ve)	-0,159	(0,097)	-0,172	*	(0,097)	-0,016	(0,096)	-0,011	(0,097)	-0,003	(0,095)	-0,003
Separé(e), divorcé(e)	0,085	*	(0,233)	0,026	(0,231)	0,190	(0,231)	0,187	(0,225)	0,161	(0,225)	0,205
Statut matrimonial indéterminé	0,050	*	(0,047)	0,085	*	(0,048)	0,046	(0,067)	0,059	(0,068)	0,022	(0,064)
Religion chrétienne (ref. musulman)												
Statut de scolarisation (ref. scolarité actuellement)	-0,106	*	(0,064)	-0,112	*	(0,064)	-0,180	**	(0,088)	-0,195	**	(0,087)
Jamais scolarisé												
Niveau scolaire (ref. aucun diplôme)	0,543	***	(0,172)	0,539	***	(0,173)	-0,198	(30,554)	-0,203	(31,817)	-0,313	(0,319)
Bac général												
Diplôme universitaire gal												
Type d'occupation (ref. salarié public)												
Salarié privé	0,284	(0,184)	0,293	(0,185)	-0,237	***	(0,014)	-0,243	***	(0,014)	-0,678	***
Employeur, patron, indépendant	-0,264	*	(0,135)	-0,239	*	(0,140)	-0,766	***	(0,034)	-0,769	***	(0,328)
Aide fam, travaux dom, apprenti	-0,224	(0,142)	-0,197	(0,148)	-0,413	***	(0,020)	-0,420	***	(0,019)	-1,106	***
Journalier, ébénier	-0,060	(0,168)	-0,062	(0,169)	-0,303	***	(0,015)	-0,309	***	(0,015)	-0,899	***
Inactif études	-0,381	***	(0,134)	-0,372	***	(0,136)	-0,544	***	(0,023)	-0,553	***	(0,325)
Inactif autres	-0,347	**	(0,147)	-0,345	**	(0,148)	-1,000	***	(0,043)	-1,000	***	(0,334)
Actif chômage	-0,372	***	(0,116)	-0,372	***	(0,117)	-0,911	***	(0,039)	-0,913	***	(0,326)
Activité mal ou non renseignée	-0,164	(0,151)	-0,157	(0,152)	-0,380	***	(0,018)	-0,385	***	(0,017)	-1,028	***
Donnicile principal (ref. oui)	0,443	***	(0,161)	0,461	***	(0,166)	0,342	(0,275)	0,257	(0,264)	0,239	(0,214)
Lieu de naissance (ref. même concession/village)												
Autre département sauf Dakar	0,086	*	(0,047)	0,100	**	(0,048)	0,166	***	(0,058)	0,147	***	(0,046)
Village de la zone de Niakhar	0,014	(0,038)	0,060	(0,041)	0,137	***	(0,049)	0,114	***	(0,043)	0,094	***
Structure de la cuisine												
Nombre de résidents habituels présents												
Nombre de résidents temporaires présents												
Nombre de résidents temporaires absents												
Taille de la fratrie												
Dispersion de la fratrie (ref. pas de fratrie)												
Même zone que Niakhar à + de 50% (inclus)												
Autres départements (hors Dakar) (100%)												
Score de réseau social												
Constante												
Nombre d'observations	1,759											
	933											
	941											

Effets marginaux; écart-types entre parenthèses; *** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Annexe 2. Analyse en Composantes Multiples (ACM) pour la construction d'un indicateur synthétique de vulnérabilité alimentaire des cuisines

La première dimension capte 23,7% de l'inertie totale tandis que la seconde dimension en capte 9,13%. A l'examen du sens des coordonnées des différentes variables, le premier axe dessine assez clairement une distinction entre des ménages plutôt vulnérables et des ménages mieux dotés à la fois en capital sur pied et en termes de disponibilités alimentaires. Les premiers connaissent des périodes de soudure plus ou moins longues (entre 1 et 31 mois) en 2008 et/ou en 2009, ne vendent pas leur récolte, n'achètent pas de céréales dans l'année ou peu (moins de 100 kg), ne font pas de dons ni d'emprunts alimentaires, ne sont pas ou sont peu aidés (1 à 2 aides par an) et ne disposent que de très peu de bétail, uniquement composé de porcs et de volailles. Les plus aisés, en revanche, ne connaissent pas de période de soudure, ou seulement une soudure sur les deux années, vendent une partie de leur récolte bien que les ventes soient très marginales (4,4% de l'échantillon, soit 22 cuisines seulement), achètent des céréales pendant l'année (plus de 100 kg), font des dons (de 1 à 350 kg) et empruntent des céréales (de 1 à 150 kg mais sur 7% de l'échantillon uniquement), reçoivent des aides alimentaires (plus de 100 kg)¹ et possèdent du bétail (au moins un bovin et/ou un ovin et/ou une chèvre et/ou un cheval ou âne et plusieurs porcs ou volailles).

La médiane du score de vulnérabilité ainsi construit se situe à -0,09, soit très proche de zéro. Cela signifie que la moitié des cuisines enquêtées n'est pas vulnérable du point de vue de l'ensemble des indicateurs alimentaires combinés et que l'autre moitié des ménages l'est. La vulnérabilité est plus le fait de grandes cuisines dont la taille moyenne est de plus de 18 personnes, tandis que les cuisines identifiées comme non vulnérables ont une taille moyenne (14 personnes) inférieure à la moyenne globale (16,4 personnes). Enfin, notons que les cuisines vulnérables comptent à la fois plus de résidents temporaires absents (1,5 personne en moyenne) et plus de résidents habituels présents (16,1 personnes) que les cuisines non vulnérables (respectivement 1 et 11,8 personnes en moyenne); cela est cohérent avec le fait que les cuisines vulnérables sont plus grandes en moyenne que les autres.²

1 Ce résultat peut paraître *a priori* paradoxal mais n'est en réalité pas en contradiction avec des études empiriques qui montrent que ce ne sont pas les plus vulnérables ou les plus pauvres qui reçoivent des aides alimentaires, soit parce que les ménages récipiendaires sont mieux informés que les autres sur les aides possibles, soit en raison de leur plus grand réseau social, soit parce que se sont produites des erreurs de ciblage des aides.

2 Les régressions effectuées sur le score de vulnérabilité donnent toujours un coefficient positif et très significatif de la taille des cuisines sur le score ou la probabilité d'être vulnérable ou non (coefficient égal à 0,06).

Annexe 3. Analyse en Composantes Multiples (ACM) pour la construction d'un indicateur synthétique de réseau social

Un indicateur synthétique a été construit à partir d'une ACM sur un échantillon de 5800 personnes mentionnées comme faisant partie du réseau social des individus interrogés et dont on connaît des caractéristiques pertinentes. La méthode de construction de l'indicateur de réseau social s'inspire du travail de Nordman et Pasquier-Doumer à partir de l'enquête assez similaire effectuée à Ouagadougou en 2009.¹ Le score de réseau social est construit à partir des éléments suivants: indicateur de la proportion d'hommes et de femmes; indicateur de la proportion de travailleurs du secteur agricole et des autres secteurs; classe d'âge moyen du réseau; taille du réseau; taille de la fratrie; indicateur de concentration des contacts réguliers avec la fratrie ou avec les autres membres du réseau; dispersion géographique de la fratrie; nombre d'années d'études maximales dans la fratrie; part des actifs dans la fratrie; variable indiquant si au moins un membre de la fratrie est dans une entreprise, publique ou non.

Chaque personne du réseau social est caractérisée par un contact régulier avec l'interrogé, ayant eu lieu au moins trois fois au cours de l'année passée, quelque soit le moyen de communication. 42% des personnes avec lesquelles l'interrogé a eu des contacts réguliers sont membres de la fratrie. 73% des personnes interrogées ont eu en majorité des contacts réguliers avec leur fratrie; les autres individus ont eu plutôt des contacts avec les autres membres du réseau. La taille moyenne des réseaux est de 7,7 personnes, avec un écart type de 2,7 et la taille médiane est de 7. La composition des réseaux va de l'individu seul à des réseaux assez larges (28 individus ont un réseau égal ou supérieur à 13 personnes). La population du réseau dont on connaît l'activité est à 60,4% dans le secteur agricole. Elle est composée en grande partie (47,1%) par la fratrie. Les parents en représentent 22,4%, les fils et filles 8,7%, le reste de la famille plus de 14%.

La première dimension capte 34,6% de l'inertie totale tandis que la seconde dimension en capte 11,1%. A l'examen du sens des coordonnées des différentes variables, le premier axe dessine assez clairement une distinction entre des individus ayant un réseau plutôt important et des individus à faible réseau. Les premiers ont un réseau composé de 8 à 20 personnes et plus, dont beaucoup sont de la fratrie. Ils ont au moins 5 membres dans leur fratrie, avec laquelle ils ont le plus de contacts réguliers. Le réseau est jeune, de 0 à 39 ans, composé en majorité de femmes, qui

1 Christophe J. Nordman et Laure Pasquier-Doumer L., «Transitions and Occupational Changes in a West African Urban Labour Market: The Role of Social Network», communication présentée à la 25th Anniversary Conference 2011, Centre for the Study of African Economies at Oxford University, 20–22 mai, 2011.

travaillent plus dans d'autres secteurs de l'économie que dans l'agriculture. Beaucoup de membres de la fratrie ont reçu une éducation, au moins un membre travaille dans une entreprise publique. Enfin, le réseau est soit assez dispersé, soit concentré dans la cuisine (ce dernier cas de figure pouvant être le signe d'une certaine aisance et/ou d'une forte entraide au sein de la cuisine). Les seconds ont donc un plus petit réseau constitué de 1 à 7 personnes, avec une moindre fratrie (entre 1 et 4 frères et sœurs). Le réseau est agricole, à majorité masculine et est relativement âgé (40 ans à 60 ans et plus), ce qui explique en partie qu'il soit peu éduqué en moyenne. Mais ses membres sont très actifs; entre 76% et 100% des membres du réseau ont une activité. Enfin, l'individu a plus de contact régulier avec les autres membres du réseau qu'avec sa fratrie.